



UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE  
**COMMISSION BANCAIRE**

**RAPPORT ANNUEL 2014**



UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

**COMMISSION BANCAIRE**

**RAPPORT ANNUEL 2014**





Siège de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)  
Boulevard Botreau-Roussel (rue privée CRRAE-UMOA)



## COMMISSION BANCAIRE

Abidjan, le 21 août 2015

*Le Président*

**E**n 2014, le système bancaire de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a évolué dans un environnement caractérisé par le maintien d'un rythme de croissance soutenu de l'activité économique. En effet, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé de 6,5%, après 5,9% en 2013, à la faveur notamment des résultats satisfaisants enregistrés au titre de la campagne agricole 2014/2015 ainsi que de la hausse de l'activité au niveau du secteur secondaire.

Dans ce contexte, une orientation favorable des indicateurs d'activités du système bancaire de l'Union a été enregistrée. Celle-ci s'est notamment traduite par une progression, en variation annuelle, des crédits accordés à la clientèle, des dépôts collectés, du produit net bancaire ainsi que du résultat brut d'exploitation. Quant au coefficient net d'exploitation, il s'est contracté en 2014, traduisant ainsi une meilleure maîtrise des charges d'exploitation par les établissements de crédit.

Au plan prudentiel, la solvabilité du système bancaire de l'Union demeure satisfaisante, avec un ratio au-dessus de la norme minimale de 8%.

S'agissant du cadre légal et réglementaire, le Conseil des Ministres a adopté, en sa session du 24 septembre 2014, la Décision n°CM/UMOA/016/09/2014 fixant les conditions de rémunération des produits d'épargne réglementés dans l'Union.

L'année 2014 a été également marquée par l'entrée en vigueur des textes d'application de la loi uniforme relative au traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers des États membres de l'UMOA. En outre, les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA ont été précisées par la publication de l'instruction n°003-03-2014 de la BCEAO du 4 mars 2014.

*Par ailleurs, les concertations menées avec la profession bancaire dans le cadre de la rationalisation de la tarification des services bancaires et du renforcement de l'inclusion financière et la bancarisation ont permis d'instituer la gratuité de certains services bancaires de base. L'instruction n°004-06-2014 du 25 juin 2014 de la BCEAO, prise à cet effet, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2014.*

*La Commission Bancaire de l'UMOA s'est également mobilisée en 2014 pour définir les modalités de mise en place d'un collège des superviseurs de Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Ce cadre de consultation et de coopération permanent entre les superviseurs bancaires vise à renforcer la supervision des groupes bancaires transfrontaliers opérant dans l'Union, conformément aux recommandations du Comité de Bâle.*

*Au plan de la coopération internationale, la Commission Bancaire a, au cours de l'année 2014, signé des conventions de coopération avec les Banques Centrales du Ghana et du Liberia. En outre, les initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des accords de coopération conclus avec la Banque Centrale du Nigeria, Banque Al-Maghrib et la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) ont permis de réaliser en 2014, des missions de vérification conjointes avec ces superviseurs homologues auprès de maison-mères et filiales bancaires installées dans leurs zones respectives.*

*Afin d'assurer l'efficacité de la coopération avec les superviseurs homologues, il est apparu primordial d'accorder une priorité à l'harmonisation et à la conformité du dispositif de surveillance en vigueur avec les normes internationales. Ainsi, les travaux d'implémentation des accords de Bâle II et Bâle III et la mise à jour du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) sont entrés dans leurs phases actives en 2014. L'objectif est notamment d'aboutir à la mise en place d'un cadre de surveillance prudentielle renforcé et d'un dispositif satisfaisant de surveillance sur base consolidée des groupes bancaires.*

**Tiémoko Meyliet KONE**



Gouverneur de la Banque Centrale  
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA





**Tiémoko Meyliet KONE**

*Gouverneur de la Banque Centrale  
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,  
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.*

# LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2014

## **Président : M. Tiémoko Meyliet KONE**

Gouverneur de la BCEAO

### MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

#### **M. Houéssou Yaovi HADONOU**

Directeur des Affaires Monétaires et Financières à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin

#### **M. Moumounou GNANKAMBARY**

Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina

#### **M. Adama KONE**

Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire

#### **M. Emmanuel Benito Santos COSTA**

Directeur de la Monnaie, du Crédit et du Marché Financier Régional au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau

#### **M. Boubacar BEN BOUILLE**

Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère des Finances du Mali

#### **M. Baaré MARANKAN BADAGE**

Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Épargne au Ministère de l'Economie et des Finances du Niger

#### **M<sup>me</sup> Oulimata DIOP**

Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal

#### **M<sup>me</sup> Ahéba JOHNSON**

Directrice de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo

#### **M. Yves CHARPENTIER**

Conseiller Financier pour l'Afrique - Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique au Ministère de l'Economie et des Finances de la France

### MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

#### **M. Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA**

Magistrat (Bénin)

#### **M. Kouka Célestin ZALLE**

Ancien Directeur National de la BCEAO (Burkina)

#### **M<sup>me</sup> Adèle NANIE SILUE**

Professeur d'Université (Côte d'Ivoire)

#### **M. Carlos Luis PINTO**

Economiste (Guinée-Bissau)

#### **M. Ousmane SIDIBE**

Inspecteur Commercial (Mali)

#### **M. Issoufou AMADOU ABOUBACAR**

Juriste (Niger)

#### **M. Amadou Sadickh DIOP**

Economiste (Sénégal)

#### **M<sup>me</sup> Dovi Chantal Adjoa TRENOU**

Juriste (Togo)

#### **M. Michel DABADIE**

Inspecteur Général de la Banque de France

**Secrétaire Général : M. Bolo SANOU**

## FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2014

<b>16-19 janvier</b> Visite de travail et d'amitié du Gouverneur de Bank Al-Maghrib auprès de la BCEAO à Dakar (Sénégal)	<b>18-19 juin</b> Collège de Superviseurs de United Bank for Africa (UBA) à Abuja (Nigeria)
<b>17 janvier</b> Consultations régionales au titre de l'article IV des statuts du FMI à Abidjan (Côte d'Ivoire)	<b>23 juin</b> 96 <sup>e</sup> Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
<b>20 janvier</b> Réunion de haut niveau du Groupe de Travail de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) à Port-Louis (Île Maurice)	<b>24 juin</b> Collège de Superviseurs de Attijariwafa bank à Casablanca (Maroc)
<b>30-31 janvier</b> Visite de travail du Gouverneur de la BCEAO à la Banque Centrale du Nigeria à Abuja (Nigeria)	<b>9 juillet</b> Rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et la Banque Centrale du Ghana à Abidjan (Côte d'Ivoire)
<b>11-12 février</b> Rencontre annuelle entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) à Abidjan (Côte d'Ivoire)	<b>14 juillet</b> Séance d'information et de sensibilisation des acteurs du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UEMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
<b>24 mars</b> 95 <sup>e</sup> Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)	<b>14-18 juillet</b> 17 <sup>e</sup> Réunion ordinaire du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO) à Abuja (Nigeria)
<b>3-4 avril</b> Réunion des Ministres chargés des Finances de la Zone Franc à Malabo (Guinée-Equatoriale)	<b>29 septembre</b> 97 <sup>e</sup> Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
<b>10-13 avril</b> Réunions de printemps des Institutions de Bretton Woods à Washington (USA)	<b>2-3 octobre</b> Réunion des Ministres chargés des Finances de la Zone Franc à Paris (France)
<b>23-26 avril</b> 16 <sup>e</sup> Réunion ordinaire du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO) à Akosombo (Ghana)	<b>7-12 octobre</b> Assemblées Annuelles des Institutions de Bretton Woods à Washington (USA)
<b>8 mai</b> Rencontre du Gouverneur de la BCEAO avec les Présidents des Associations Professionnelles de Banques et Etablissements Financiers de l'UMOA (APBEF) à Dakar (Sénégal)	<b>4 décembre</b> 7 <sup>e</sup> Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) à Dakar (Sénégal)
<b>14-16 mai</b> Conférence des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones à Dakar (Sénégal)	<b>12 décembre</b> 98 <sup>e</sup> Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
<b>21 mai</b> Rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et la Banque Centrale du Libéria à Abidjan (Côte d'Ivoire)	

# QUELQUES CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE DE L'UMOA

## 1. Evolution du paysage bancaire entre 2012 et 2014

UMOA	2012	2013	2014 (*)	Variation absolue 2013-2014	Variation relative 2013-2014
<b>Nombre d'établissements de crédit agréés</b>	<b>119</b>	<b>127</b>	<b>132</b>	<b>5</b>	<b>3,1%</b>
dont banques :	106	114	118	4	2,6%
<i>dont succursales</i>	4	14	16	2	14,3%
dont établissements financiers à caractère bancaire	13	13	14	1	7,7%
<i>dont succursales</i>	3	3	4	1	33,3%
<b>Nombre d'établissements de crédit en activité<sup>1</sup></b>	<b>118</b>	<b>121</b>	<b>121</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Banques généralistes	85	96	94	-2	-2,1%
Banques spécialisées	20	12	14	2	16,7%
Etablissements financiers à caractère bancaire	13	13	13	-	-
<b>Nombre de holdings bancaires<sup>2</sup> installés dans l'UMOA</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA	24	26	26	-	-
<b>Réseau bancaire</b>					
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	2 010	2 127	2 306	179	8,4%
GAB / DAB	1 858	2 272	2 571	299	13,2%
Succursales d'établissements de crédit	7	14	15	1	7,1%
Effectif du personnel du système bancaire	21 776	23 130	24 375	1 245	5,4%
Nombre de comptes de la clientèle	7 162 509	7 547 255	8 687 464	1 140 209	15,1%

(\*) : données provisoires

## 2. Indicateurs d'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA (Mds)

UMOA	2012	2013	2014 (*)	Variation absolue 2013-2014	Variation relative 2013-2014
Total bilan	17 293	20 050	23 734	3 684	18,4%
Crédits à la clientèle	9 474	11 174	12 905	1 731	15,5%
Autres emplois	4 518	5 359	6 855	1 496	27,9%
Dépôts et emprunts	12 280	13 642	15 885	2 243	16,4%
Fonds propres nets	1 437	1 609	1 805	194	12,2%
Autres ressources	953	1 067	1 234	166	15,6%
Produit net bancaire	1 100	1 201	1 350	150	12,4%
Résultat brut d'exploitation après amortissements	396	440	531	91	20,7%
Résultat net	150	188	270	82	43,5%
Taux brut de dégradation de portefeuille	16,6%	15,6%	13,8%	-1,8	-
Taux net de dégradation du portefeuille	6,7%	6,7%	6,1%	-0,6	-
Taux de provisionnement des créances en souffrance	64,1%	60,9%	59,0%	-1,9	-
Marge globale	7,3%	7,9%	6,7%	-1,2	-
Coefficient net d'exploitation	69,6%	68,8%	65,9%	-2,9	-

(\*) : données provisoires

1 - Y compris les succursales.

2 - Les holdings bancaires ne sont pas agréés comme des établissements de crédit au sens de la réglementation bancaire.

## RESUME

**E**n 2014, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable au plan interne, marqué par une progression du produit intérieur brut (PIB) en volume de 6,5%, après 5,9% en 2013.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'Union a progressé de cinq (5) unités pour s'établir à cent trente-deux (132), contre cent vingt-sept (127) en 2013. L'effectif des groupes bancaires de dimension régionale et/ou internationale opérant dans l'Union est resté stable à vingt-six (26) au 31 décembre 2014.

Les établissements de crédit en activité, au nombre de cent vingt et un (121) à fin 2014, affichent un total de bilan en augmentation de 18,4% pour atteindre 23.734 Mds. Parallèlement, le réseau a poursuivi son extension, le nombre d'agences et de bureaux ainsi que celui des comptes de la clientèle ayant progressé respectivement de 179 unités (+8,4%) et 1.140.209 unités (+15,1%). Le nombre de guichets automatiques de banque s'est établi à 2.571, en hausse de 299 unités (+13,2%).

Les emplois nets du système bancaire se sont accrus de 19,5% pour atteindre 19.760 Mds, dont 65,3% de crédits à la clientèle et 23,4% de titres de placement. Le taux brut de dégradation du portefeuille a fléchi en revenant de 15,6% en 2013 à 13,8% en 2014. De même, le taux net a baissé de 6,6% à 6,1% sur la période.

Les ressources globales du système bancaire ont progressé de 16,0% pour s'établir à 18.924 Mds, après une hausse de 11,2% en 2013. Elles sont constituées à hauteur de 83,9% de dépôts et emprunts de la clientèle. En ce qui concerne les fonds propres nets, ils se sont consolidés de 195 Mds, en relation notamment avec l'amélioration de la situation financière de certains établissements de crédit.

Sur le plan de la rentabilité, le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 12,4% pour se fixer à 1.350 Mds, après une hausse de 9,2% en 2013. Le résultat brut d'exploitation a progressé de 20,7% en se situant à 531 Mds, contre 440 Mds l'année précédente. Reflétant ces tendances, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré en s'établissant à 65,9% contre 68,8% un an plus tôt.

Sur le plan du respect des normes prudentielles, le ratio moyen de solvabilité des banques de l'Union est ressorti en légère baisse à 12,6 % contre 12,8% au terme de l'exercice 2013, mais reste au-dessus de la norme minimale de 8%.

La Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions au cours de l'année. Examinant la situation particulière de certains établissements, elle a prononcé un (1) retrait d'agrément, la levée d'une (1) surveillance rapprochée, neuf (9) injonctions, un (1) avertissement, six (6) blâmes, trois (3) démissions d'office emportant interdiction d'exercice de fonctions de direction, d'administration ou de gérance d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé.

Les actions de coopération se sont davantage renforcées, en vue d'une meilleure réactivité, concernant notamment les implications transfrontalières de l'activité bancaire. A ce titre, dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération entre la Commission Bancaire et d'autres autorités de contrôle, des missions de vérification conjointes ont été réalisées en 2014. La Commission Bancaire a également signé, au cours de la période sous revue, des conventions de coopération avec les Banques Centrales du Ghana et du Liberia.



## SOMMAIRE

PAGES

<b>I - ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE.....</b>	<b>15</b>
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA .....	17
2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE.....	21
<b>II. ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA .....</b>	<b>25</b>
1. PAYSAGE BANCAIRE .....	27
2. ACTIVITES ET RESULTATS.....	35
<b>III. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT .....</b>	<b>45</b>
1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL .....	47
2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL .....	53
3. ACTES ET MESURES.....	57
<b>IV. ACTIONS DE COOPÉRATION ET DE FORMATION .....</b>	<b>63</b>
1. ACTIONS DE COOPERATION.....	65
2. ACTIONS DE FORMATION .....	68
<b>ANNEXES.....</b>	<b>71</b>

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N° 1 : Taux de croissance du PIB réel dans les Etats membres de l'UMOA en 2013 et 2014.....	17
TABLEAU N° 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés par pays en 2014 .....	27
TABLEAU N° 3 : Répartition des établissements de crédit en activité par pays.....	28
TABLEAU N° 4 : Répartition des établissements selon la taille du bilan .....	29
TABLEAU N° 5 : Répartition des établissements par secteur cible privilégié .....	30
TABLEAU N° 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA au 31 décembre 2014 .....	32
TABLEAU N° 7 : Utilisations de crédit déclarées à la centrale des risques .....	36
TABLEAU N° 8 : Situation résumée de l'activité et des ratios caractéristiques.....	43
TABLEAU N° 9 : Répartition des banques selon le niveau du ratio de couverture des risques .....	53
TABLEAU N° 10 : Ratio moyen de couverture des risques par pays.....	53
TABLEAU N° 11 : Nombre de banques conformes au dispositif prudentiel.....	55
TABLEAU N° 12 : Nombre d'établissements financiers conformes au dispositif prudentiel .....	57
TABLEAU N° 13 : Avis conformes relatifs à des dérogations à la condition de nationalité .....	60

**LISTE DES GRAPHIQUES**

GRAPHIQUE N° 1 : Evolution des taux de croissance et d'inflation dans l'Union .....	19
GRAPHIQUE N° 2 : Répartition du total de bilan et du nombre d'établissements selon la catégorie .....	29
GRAPHIQUE N° 3 : Part de marchés des groupes bancaires par zone géographique d'origine.....	34
GRAPHIQUE N°4 : Evolution globale des emplois (MDS FCFA) .....	35
GRAPHIQUE N° 5 : Analyse des crédits par maturité .....	36
GRAPHIQUE N° 6 : Niveau des créances en souffrance brutes et nettes par place bancaire .....	37
GRAPHIQUE N° 7 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille de l'UMOA .....	37
GRAPHIQUE N° 8 : Evolution des ressources (MDS FCFA) .....	38
GRAPHIQUE N° 9 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit de l'Union.....	39
GRAPHIQUE N° 10 : Evolution de la trésorerie nette par place bancaire.....	39
GRAPHIQUE N° 11 : Evolution et de composition du produit net bancaire .....	41
GRAPHIQUE N° 12 : Produit net bancaire par place bancaire en 2014.....	41
GRAPHIQUE N° 13 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire de l'Union ..	42
GRAPHIQUE N° 14 : Répartition des effectifs par type d'activité entre 2013 et 2014 .....	49
GRAPHIQUE N° 15 : Ratio de solvabilité par pays en fonction des risques pondérés .....	54
GRAPHIQUE N° 16 : Niveau de conformité des banques au dispositif prudentiel.....	56

**LISTE DES ENCADRES**

ENCADRE N° 1 : Cadre réglementaire régissant l'activité des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 23	
ENCADRE N° 2 : Classification des établissements financiers à caractère bancaire de l'UMOA.....	31
ENCADRE N° 3 : Aperçu sur le fonds régional de garantie du règlement des soldes du SICA-UEMOA ...	40
ENCADRE N° 4 : Aperçu sur le Fonds de Stabilité Financière (FSF) .....	52
ENCADRE N° 5 : Aperçu sur le Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA .....	62
ENCADRE N° 6 : Objectifs et modalités de fonctionnement des groupes de superviseurs bancaires ....	66



## I. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE



Réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA (Yamoussoukro, le 27 mars 2014)



## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2014, l'environnement économique et financier international a été marqué par un léger redressement de l'activité mondiale. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en avril 2015, le taux de croissance de l'économie mondiale s'établirait à 3,4% en 2014, soit au même niveau qu'en 2013.

Au plan interne, les économies des Etats membres de l'Union ont maintenu leur croissance à un rythme relativement soutenu.

### 1.1. Secteur réel

Le produit intérieur brut (PIB) en volume de l'Union a progressé de 6,5% en 2014, après 5,9% en 2013. La croissance serait tirée par le secteur tertiaire, notamment les services marchands (services aux entreprises, transports, télécommunications), en liaison avec l'accroissement du taux d'investissement des entreprises publiques et privées et le dynamisme des activités commerciales. Elle est également induite par la hausse de la production agricole, favorisée par une bonne pluviométrie au cours de la campagne 2014-2015 et les appuis apportés au secteur par les Gouvernements.

**"Le produit intérieur brut de l'Union s'est accru de 6,5% en 2014 contre 5,9% en 2013."**

**TABLEAU N° 1 :**

**Taux de croissance du PIB réel dans les Etats membres de l'UMOA en 2013 et 2014**

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
<b>2013</b>	5,6%	6,6%	9,2%	0,9%	1,7%	4,6%	3,6%	5,4%	5,9%
<b>2014</b>	5,7%	4,0%	8,5%	2,9%	7,2%	6,9%	4,7%	5,9%	6,5%

Source : BCEAO

#### 1.1.1. Secteur primaire

La campagne agricole 2014/2015 s'est globalement bien déroulée grâce notamment à une bonne répartition spatio-temporelle des précipitations et aux efforts déployés par les Etats membres de l'Union dans le cadre de l'organisation des filières agricoles d'exportation, la mise à disposition des producteurs de semences et d'engrais de bonne qualité et la fixation de prix incitatifs d'achat des récoltes.

Dans ce contexte, la production vivrière de l'Union a enregistré une hausse de 7,0% en s'établissant à 52.317.774 tonnes. Par rapport à la moyenne des cinq (5) précédentes campagnes, la production vivrière a augmenté de 12,7%.

**"La production vivrière a augmenté de 7,0% au cours de la campagne agricole 2014-2015"**

La plus forte progression a été enregistrée au niveau du coton-graine, avec une production de 2.111.711 tonnes, soit +13,2% par rapport à la campagne précédente. Par pays, les augmentations les plus importantes ont été relevées au Bénin (+26,9%), en Côte d'Ivoire (+16,6%) et au Mali (+14,8%).

La production de café s'est redressée, suite aux actions mises en œuvre pour dynamiser davantage la filière, avec des récoltes estimées à 122.500 tonnes contre 111.750 tonnes la campagne précédente. La production de la noix de cajou a progressé de 12,2% d'une campagne à l'autre, pour s'établir à 971.818 tonnes.

Les récoltes arachidières sont estimées à 2.071.911 tonnes, en recul de 2,8% par rapport à la campagne précédente, en raison de la baisse des récoltes consécutive à l'installation tardive de la période hivernale et de l'arrêt précoce des pluies dans les zones de production.

### **1.1.2. Secteur secondaire**

La production industrielle a progressé de 4,3% contre 6,8% en 2013, en liaison avec la bonne tenue des industries manufacturières (+3,7%) et de celle de la branche « Energie, gaz, eau » (+13,1%). Ces évolutions, portées par les ventes de produits métallurgiques de base, de machines, d'appareils électriques, de produits pétroliers raffinés et chimiques, sont également soutenues par l'essor des Bâtiments et Travaux Publics (BTP). L'augmentation de la production d'électricité, gaz et eau a également contribué à la performance du secteur secondaire, sous l'effet du renforcement des capacités de production dans l'ensemble des Etats membres de l'Union.

En revanche, le sous-secteur des produits miniers a souffert de la baisse de la production d'uranium au Niger, du fait de difficultés techniques. Son indice s'est replié de 4,1% en 2014.

### **1.1.3. Secteur tertiaire**

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, calculé par la BCEAO, a augmenté en moyenne de 8,3%, par rapport à l'année 2013. Cette orientation favorable des activités commerciales reflète la bonne tenue des ventes de produits pétroliers et alimentaires ainsi que celles du sous-secteur des produits textiles.

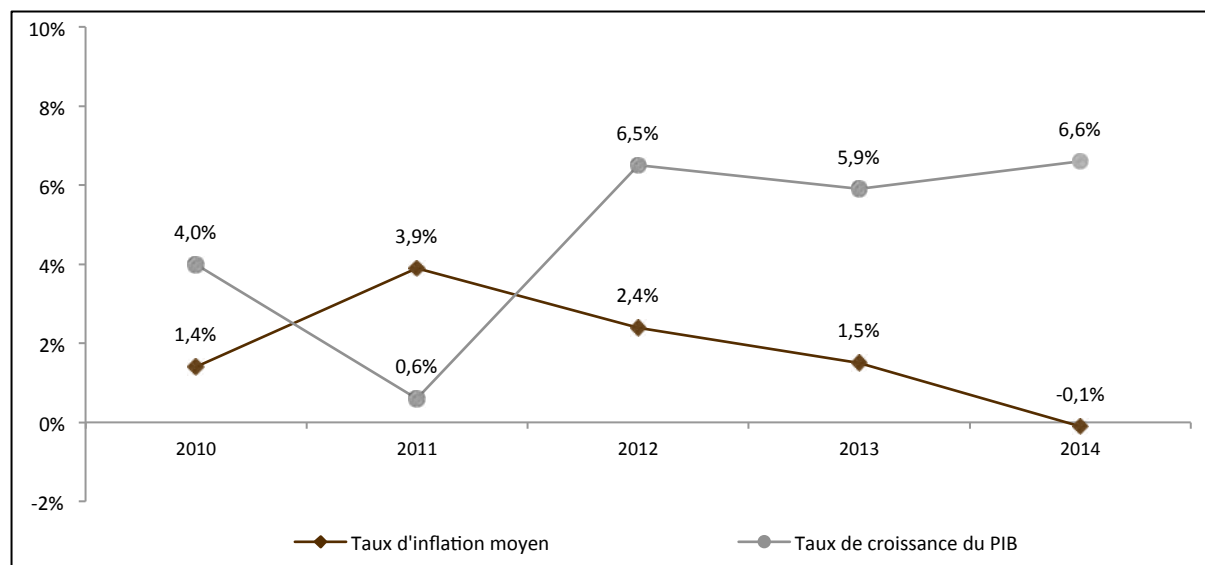
## **1.2. Prix**

Le niveau général des prix à la consommation a enregistré une variation, en moyenne, de -0,1% en 2014 contre 1,5% en 2013. Cette évolution est globalement localisée au niveau des produits alimentaires et s'explique par une offre suffisante ainsi que par l'orientation baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés par l'Union. Elle a été également favorisée par la baisse des cours mondiaux du pétrole brut et la diminution des loyers au Sénégal, décidée par les autorités de ce pays.

***" Le taux d'inflation a enregistré une variation moyenne de -0,1% en 2014 contre 1,5% en 2013."***

La baisse du niveau général des prix a toutefois été atténuée par le renchérissement des services, notamment l'augmentation des tarifs de l'électricité au Mali et de l'eau courante au Burkina, décidée dans le cadre de politiques tarifaires mises en œuvre dans ces pays et l'augmentation des loyers en Côte d'Ivoire.

Par pays, le taux d'inflation est ressorti négatif au Bénin (-1,1%), au Sénégal (-1,1%), en Guinée-Bissau (-1,0%), au Niger (-0,9%) et au Burkina (-0,3%). En revanche, il est en hausse au Mali (+0,9%), en Côte d'Ivoire (+0,5%) et au Togo (+0,2%).

**GRAPHIQUE N° 1 :****Evolution des taux de croissance et d'inflation dans l'Union**

Source : BCEAO

### 1.3. Finances publiques

L'exécution des opérations financières des Etats au cours de l'année 2014 s'est traduite par une aggravation du déficit global, base engagement, hors dons, ressorti à 3.091,8 Mds, contre 2.778,1 Mds un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit s'est situé à 6,4% en 2014 contre 6,2% en 2013.

Les recettes budgétaires, estimées à 9.154,5 Mds à fin décembre 2014, enregistrent une augmentation de 699,9 Mds (+8,3%) par rapport à l'année précédente. Cette évolution est le résultat des réformes engagées par les Etats en vue d'améliorer l'efficacité des régies financières.

Les dépenses et prêts nets se sont inscrits en hausse de 9,0%, en passant de 11.232,5 Mds à fin décembre 2013 à 12.246,2 Mds à fin décembre 2014. Les dépenses courantes ont enregistré une progression de 9,7% pour ressortir à 7.549,9 Mds, en liaison avec l'augmentation des traitements et salaires (+12,8%), des charges d'intérêt (+8,6%) et des transferts (+5,8%).

Les dépenses en capital se sont élevées à 4.467,2 Mds, soit une augmentation de 415,9 Mds (+10,3%), en liaison avec la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 9,3% en 2014, contre 9,1% en 2013.

### 1.4. Balance des paiements

Les transactions économiques et financières de l'UMOA avec le reste du monde se sont traduites au terme de l'année 2014 par une amélioration du solde global de la balance des paiements, qui enregistre un excédent de 84,1 Mds contre un déficit de 568,2 Mds en 2013. Cette évolution est liée à une augmentation de l'excédent du compte de capital et des flux nets de capitaux étrangers, dont les effets ont été atténués par l'aggravation du déficit courant.

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est accru de 27,8% pour ressortir à 3.869,0 Mds, en raison d'une aggravation du déficit de la balance des biens et services ainsi que du revenu primaire net, l'excédent du solde du compte du revenu secondaire étant en hausse.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, est ressorti à 9,1% en 2014, contre 8,0% en 2013, soit une hausse de 1,1 point de pourcentage.

L'excédent du compte de capital s'est amélioré de 6,8%, en ressortant à 1.270,5 Mds en 2014, contre 1.189,4 Mds en 2013, du fait essentiellement de la hausse des dons-projets reçus dans la majorité des pays de l'Union, dans le cadre de la mise en œuvre d'ambitieux programmes de construction d'infrastructures économiques et sociales.

### **1.5. Secteur monétaire et financier**

A fin décembre 2014, la situation monétaire est caractérisée par une amélioration de la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires et la poursuite de la croissance du crédit intérieur, en phase avec le regain d'activité dans l'Union.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis à 4.840,6 Mds à fin décembre 2014, en hausse de 10,4 Mds par rapport à leur niveau de la même période de l'année précédente. Cet accroissement est consécutif à la hausse de 258,0 Mds des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale qui a compensé le reflux de 247,6 Mds des avoirs extérieurs nets des banques en 2014. La situation des avoirs extérieurs de la Banque Centrale s'explique principalement par le solde positif des transferts (+231,5 Mds).

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 2.525,0 Mds ou 18,2%, pour s'établir à 16.407,9 Mds à fin décembre 2014. Cette évolution est imputable à la progression des crédits à l'économie (+13,9% soit 1.423,6 Mds) et à la détérioration de la Position Nette débitrice des Gouvernements (+30,5% ou 1.101,4 Mds), consécutive au recours accru des Etats au financement bancaire à travers les émissions de titres publics.

Suivant la dynamique d'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 14,4%, en ressortant à 18.958,3 Mds. Cette hausse de la liquidité globale se reflète dans la croissance de 15,7% des dépôts en banque et de 10,2% de la circulation fiduciaire.

Comparativement à son niveau à fin décembre 2013, la base monétaire s'est accrue de 12,5%, en se situant à 7.104,9 Mds, en raison principalement de la hausse de 431,5 Mds de la circulation fiduciaire et celle de 326,2 Mds des réserves des banques. Le ratio de la base monétaire sur la masse monétaire s'est établi à 37,5% à fin décembre 2014 contre 38,1% à la même période de 2013.

Dans un contexte marqué par une absence de tensions inflationnistes et des perspectives d'inflation modérée, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a imprimé une orientation accommodante à la politique monétaire, pour contribuer à l'atteinte des objectifs de croissance économique des Etats membres. Il a décidé de laisser inchangés les taux directeurs de la BCEAO respectivement à 2,50% (taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités) et 3,50% (taux d'intérêt du guichet de prêt marginal), niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

Dans le souci de conforter les conditions d'un financement approprié de l'activité économique, le Comité de Politique Monétaire a maintenu inchangé le coefficient des réserves obligatoires à 5% sur l'ensemble des places de l'Union, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

En ligne avec la diminution continue de la liquidité propre des banques, les interventions globales de l'Institut d'émission se sont sensiblement accrues, passant de 2.338,0 Mds à 3.110,0 Mds au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 33,0% d'une année à l'autre. Les refinancements en faveur des établissements de crédit se sont établis à 2.563,6 Mds, en progression de 48,6%. Ils représentent 19,0% du crédit intérieur contre 16,8% en 2013. Les concours aux Trésors nationaux se sont situés à 546,4 Mds, soit 10,8% de moins

qu'en décembre 2013, en liaison avec les remboursements des concours monétaires consolidés et des concours adossés aux allocations de DTS.

Sur le marché interbancaire, le volume des opérations est ressorti, en moyenne hebdomadaire, à 108,9 Mds en 2014 contre 121,2 Mds un an plus tôt, soit une baisse de 12,3 Mds. Le compartiment à une semaine a été le plus actif, avec 50,4% des transactions en 2014 contre 63,8% en 2013. Par ailleurs, il est noté un accroissement de la part relative des opérations à deux semaines, qui est passée de 19,1% en 2013 à 24,6% en 2014. Les taux d'intérêt interbancaires sur ce compartiment se sont accrus de 14,0 points de base pour se situer, en moyenne, à 3,4% en 2014.

Le marché régional de la dette publique est resté l'une des principales sources de financement des Etats au cours de l'année 2014. Les émissions brutes se sont élevées à 3.070,5 Mds, contre 2.272,4 Mds un an plus tôt. Il est noté sur ce marché une préférence de plus en plus poussée des Etats pour les titres de maturité longue. La part des obligations du Trésor dans les émissions brutes est en effet ressortie à 52,2% en 2014, contre 37,9% en 2013.

Au niveau du marché financier régional, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a clôturé l'année 2014 en forte hausse par rapport à fin décembre 2013. En effet, l'indice global, l'indice BRVM Composite a enregistré une hausse de 11,2% en un an pour ressortir à 258,08 points. Cette performance du marché est le reflet de la bonne tenue de l'activité dans la plupart des secteurs. L'indice BRVM10 représentant les dix (10) titres les plus performants, a progressé de 8,6% entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014 pour s'établir à 267,53 points.

La capitalisation du marché des actions a connu une hausse de 12,2% au cours de la période et s'est établie à 6.319,72 Mds au 31 décembre 2014. Un an auparavant, elle était ressortie à 5.633 Mds. Cette embellie s'explique essentiellement par l'importance des transactions effectuées au niveau des secteurs des « finances » et des « services publics » qui ont enregistré de nouvelles émissions de titres. Il s'agit notamment de l'introduction en bourse de BOA Sénégal avec 1,2 million d'actions, de l'augmentation du capital de BOA Burkina et Niger pour 100.000 actions chacune. Le volume global des actions transigées sur ce compartiment est de 104,22 millions de titres, en hausse de 12,5% par rapport à 2013.

Sur le compartiment obligataire, la capitalisation a atteint 1.139,0 Mds au 31 décembre 2014, en hausse de 6,2% par rapport à la même période de 2013. Le volume des échanges s'est accru d'une année à l'autre de 162,0% pour atteindre 6,2 millions de titres d'une valeur totale de 63,6 Mds. Ce compartiment a enregistré au cours de l'année 2014 six (6) nouvelles admissions à la cote d'une valeur de 304,5 Mds.

## **2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE**

Le cadre réglementaire de l'activité bancaire dans l'UMOA a été marqué, au cours de l'année 2014, notamment par l'entrée en vigueur, le 5 mai 2014, de l'Acte Uniforme révisé relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique adopté par le Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) lors de sa réunion du 30 janvier 2014. Cet Acte Uniforme apporte des innovations afférentes notamment à la reconnaissance des pactes d'actionnaires et aux régimes applicables aux sociétés à risque limité et aux valeurs mobilières dans la zone OHADA.

Par ailleurs, au cours de sa réunion du 28 juin 2013, le Conseil des Ministres de l'UMOA a pris la décision fixant le taux de l'usure, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest

Africaine (UMOA) à 15% l'an pour les banques et à 24% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés et les autres agents économiques. Cette décision a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

En outre, par Décision n° CM/UMOA/016/09 du 24 septembre 2014, le Conseil des Ministres a fixé les nouvelles conditions de rémunération des produits d'épargne réglementés dans l'Union. L'objectif visé est d'assurer une garantie de rémunération minimale aux épargnants et de stimuler la mobilisation de l'épargne populaire pour le financement adéquat des économies de l'Union. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les conditions de rémunération des produits d'épargne réglementés sont maintenues, à l'exception de celles des dépôts à terme et bons de caisse. La nouvelle grille de rémunération proposée est fixée comme suit :

- dépôts à terme et bons de caisse d'un montant maximum de dix (10) millions de francs CFA et d'une échéance d'un an au plus : plus grande valeur entre le TMMM diminué de 0,25 point de pourcentage et le taux d'inflation annuel moyen augmenté de 0,25 point de pourcentage ;
- comptes et livrets d'épargne : taux fixe de 3,5% dans la limite du montant maximum de dix (10) millions de francs CFA ;
- plans d'épargne et autres produits d'épargne contractuelle : taux minimum de 3,5%.

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a également adopté, lors de sa session du 22 décembre 2014, les règles de sa saisine et d'examen des recours contre les décisions de la Commission Bancaire.

Dans le cadre de la poursuite de l'adaptation de la supervision bancaire aux mutations de l'environnement économique et financier, les nouvelles instructions ci-après, ont été édictées par la BCEAO en vue de la mise en œuvre de certaines dispositions de la loi portant réglementation bancaire et de celle relative au traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'UMOA :

- Instruction n° 003-03-2014 du 4 mars 2014 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- Instruction n° 004-06-2014 du 25 juin 2014 relative aux services bancaires offerts à titre gratuit par les établissements de crédit de l'UMOA à leur clientèle ;
- Instruction n° 005-06-2014 du 30 juin 2014 relative aux conditions et modalités de recherche des titulaires de comptes demeurés sans intervention depuis huit (8) ans ;
- Instruction n° 006-06-2014 du 30 juin 2014 fixant les modalités de transfert, à la BCEAO, des avoirs dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'UMOA ;
- Instruction n° 007-06-2014 du 30 juin 2014 fixant les modalités de réclamation par les titulaires ou leurs ayants droit des avoirs dormants conservés à la BCEAO.

La BCEAO a également pris une décision portant création du fonds de garantie des dépôts dans l'UMOA, après l'autorisation reçue à cet effet du Conseil des Ministres de l'UMOA.



## **ENCADRE N° 1 : Cadre réglementaire régissant l'activité des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC)**

Dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), le Conseil des Ministres de l'Union a, au cours de sa session du 28 juin 2013, adopté une loi uniforme portant réglementation des Bureaux d'Information sur le Crédit dans l'UMOA. Cette loi uniforme définit le Bureau d'Information sur le Crédit comme une personne morale agréée qui effectue, à titre de profession habituelle, la collecte, la compilation, le stockage, le traitement et la diffusion d'informations sur le crédit et autres données connexes qui sont reçues à partir de sources ou de fournisseurs de données, conformément à un accord spécifique signé par les parties, aux fins de mise à disposition de rapports de crédit et offrant des services à valeur ajoutée aux utilisateurs.

Il s'agit d'une institution qui collecte, auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers (sociétés de fourniture d'eau, d'électricité, sociétés de téléphonie, etc.), des données sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un client, dans un but de commercialisation auprès des établissements de crédit, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et des grands facturiers, sous la forme de rapports de solvabilité détaillés.

Le cadre réglementaire régissant l'activité des BIC dans l'UMOA s'articule autour des textes ci-après :

- la loi Uniforme portant réglementation des BIC dans l'UMOA adoptée par le Conseil des Ministres de l'UMOA lors de sa session du 28 juin 2013 en cours d'insertion dans l'ordonnancement juridique interne des Etats membres ;
- la Décision n° CM/UMOA/015/09/2013 du 26 septembre 2013 fixant le montant minimal du capital des Bureaux d'Information sur le Crédit dans les Etats membres de l'UMOA à cinq cents millions (500.000.000) de francs CFA ;
- l'instruction n° 001-01-2015 du 13 janvier 2015 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de demande d'agrément en qualité de Bureau d'Information sur le Crédit ;
- l'instruction n° 002-01-2015 du 13 janvier 2015 relative aux modalités d'obtention du consentement du client par les fournisseurs de données aux bureaux d'information sur le crédit (BIC) dans le cadre du système de partage d'information sur le crédit dans les états membres de l'UMOA ;
- l'instruction n° 003-01-2015 du 13 janvier 2015 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de déclaration d'intention d'installation d'un Bureau d'Information sur le Crédit.

D'autres instructions d'application de la loi uniforme portant réglementation des Bureaux d'Information sur le Crédit dans les Etats membres de l'UMOA sont en cours d'élaboration.

Le dispositif est ouvert aux organismes financiers supervisés par la BCEAO et la Commission Bancaire de l'UMOA (établissements de crédit et SFD) ainsi qu'à tous les autres fournisseurs de services non supervisés par les Autorités Monétaire et de Contrôle disposant d'historiques de paiement sur les agents économiques.



## II. ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA



97<sup>e</sup> session de la Commission Bancaire de l'UMOA (Abidjan, le 29 septembre 2014)



## 1. PAYSAGE BANCAIRE

Au 31 décembre 2014, le système bancaire de l'Union compte cent trente-deux (132) établissements de crédit agréés (118 banques et 14 établissements financiers à caractère bancaire) contre cent-vingt-sept (127) (114 banques et 13 établissements financiers à caractère bancaire) en 2013. Cette évolution résulte :

- de l'agrément de trois (3) banques, dont deux (2) au Bénin et une (1) au Sénégal ainsi que d'un (1) établissement financier à caractère bancaire au Mali ;
- de l'autorisation d'installation de trois (3) succursales, dont deux (2) en Côte d'Ivoire et une (1) au Togo, accordée à des établissements de crédit en activité au Bénin, au Burkina et au Mali ;
- du retrait de l'agrément d'une (1) banque installée en Côte d'Ivoire et d'un (1) établissement financier à caractère bancaire au Burkina.

Ainsi, à fin 2014, la répartition des établissements de crédit agréés par pays se présente comme suit :

**TABLEAU N° 2 :**

### Nombre d'établissements de crédit agréés par pays en 2014

Pays	Banques	Succursales bancaires	Etablissements financiers	Succursales d'EF	Total
Bénin	13	2	-	-	15
Burkina	11	2	3	1	17
Côte d'Ivoire	23	2	1	1	27
Guinée-Bissau	3	1	-	-	4
Mali	13	1	2	1	17
Niger	9	2	1	-	12
Sénégal	19	3	1	1	24
Togo	11	3	2	-	16
<b>Total</b>	<b>102</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>132</b>

### 1.1. Etablissements de crédit en activité

A l'instar de 2013, cent-vingt-un (121) étaient en activité sur les cent trente-deux (132) établissements de crédit agréés. Onze (11) établissements<sup>(3)</sup> n'avaient donc pas encore démarré leur activité au cours de l'exercice 2014.

Par ailleurs, les retraits d'agrément de la Banque pour le Financement de l'Agriculture (BFA) en Côte d'Ivoire et de la Société Burkinabè d'Équipement (SBE)<sup>4</sup> au Burkina ont été prononcés tandis que Coris Bank International Mali (CBI Mali) et le Fonds de Garantie pour le Secteur Privé (FGSP) au Mali sont entrés en activité.

3 - **Bénin** (CBAO Groupe Attijariwafa bank, succursale du Bénin ; CCEI Bank ; Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce), **Burkina** (Banque de l'Union - Burkina Faso), **Côte d'Ivoire** (Banque de l'Union - Côte d'Ivoire ; Banque Malienne de Solidarité, succursale de Côte d'Ivoire ; Fidelis Finance Burkina Faso, succursale de Côte d'Ivoire), **Sénégal** (Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, succursale du Sénégal ; BGFIBANK Sénégal), **Togo** (Coris Bank International - Togo ; Société Générale Bénin, succursale du Togo).

4 - Le retrait d'agrément de la SBE est consécutif à la mise en œuvre de l'Instruction n° 0003-04-2010 de la BCEAO relative aux modalités de retrait d'agrément des établissements financiers de vente à crédit.

TABLEAU N° 3 :

## Répartition des établissements de crédit en activité par pays

Pays	Nombre d'établissements			Total bilan (millions FCFA)	Parts de marché <sup>(2)</sup>	Guichets	GAB/DAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Banques	EF <sup>(1)</sup>	Total						
Bénin	12	-	12	2 896 748	12,2%	199	264	947 330	2 631
Burkina	12	4	16	3 220 316	13,6%	244	305	1 227 617	2 772
Côte d'Ivoire	23	1	24	6 665 875	28,1%	600	832	2 538 260	7 351
Guinée-Bissau	4	-	4	157 353	0,7%	26	42	76 505	361
Mali	14	3	17	3 233 718	13,6%	516	380	1 336 611	3 084
Niger	11	1	12	1 171 783	4,9%	140	121	438 170	1 531
Sénégal	20	2	22	4 622 751	19,5%	381	409	1 335 989	4 537
Togo	12	2	14	1 765 704	7,4%	200	218	786 982	2 108
<b>UMOA</b>	<b>108</b>	<b>13</b>	<b>121</b>	<b>23 734 248</b>	<b>100,0%</b>	<b>2 306</b>	<b>2 571</b>	<b>8 687 464</b>	<b>24 375</b>

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

(1) Etablissements financiers

(2) Par rapport au total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

A fin décembre 2014, les établissements de crédit de l'Union affichent un total de bilan de 23.734 Mds, en augmentation de 18,4% par rapport à fin 2013, imputable à l'évolution des actifs dans tous les pays de l'Union (+15,0% au Bénin, +17,1% au Burkina, +21,6% en Côte d'Ivoire, +11,0% Guinée-Bissau, +27,7% au Mali, +17,8% au Niger, +12,1% au Sénégal et +17,1% au Togo).

Le réseau bancaire (agences, bureaux et points de vente) s'est accru de 8,4% pour se fixer à 2.306 unités. Les progressions sont comprises dans un intervalle de 5 guichets au Sénégal à 102 au Mali. Le nombre de Guichets Automatiques de Banque et Distributeurs Automatiques de Billets (GAB/DAB) a augmenté de 13,2% pour s'établir à 2.571 unités au 31 décembre 2014.

Les effectifs en activité dans le secteur bancaire se sont accrus de 1.245 postes, soit 6,2%. Le nombre total des employés est ainsi ressorti à 24.375 à fin 2014, contre 23.130 en 2013. Cette évolution est due à l'augmentation du nombre d'agents non-cadres de 1.309 (+7,3%) et du personnel d'encadrement de 206 (+2,3%).

Le nombre de comptes de la clientèle a progressé de 15,1% pour s'établir à 8.687.464. Les comptes de particuliers ont augmenté de 14,7% contre 6,1% un an auparavant et ceux détenus par les personnes morales de 20,7% contre une baisse de 3,3% l'année précédente.

**"132 établissements de crédit sont agréés à fin 2014, dont 121 en activité :  
42 grandes banques, 20 banques de taille moyenne et 59 banques de petite taille."**

## 1.2. Analyse des établissements en activité selon la taille du bilan

Le critère de classification des établissements de crédit de l'Union est basé sur la taille de leur bilan, selon trois (3) catégories : grande pour un total de bilan supérieur à 200 Mds, moyenne pour un total compris entre 100 Mds et 200 Mds et petite pour un total de bilan inférieur à 100 Mds.

Sur cette base, le paysage bancaire faisait ressortir 42 grandes banques, 20 banques moyennes et 59 établissements de petite taille au 31 décembre 2014.

Les grandes banques représentaient 78,3% des actifs de l'UMOA. Elles concentraient 71,9% du réseau bancaire, 78,4% des comptes de la clientèle, 76,7% des GAB/DAB et 66,8% des effectifs.

**TABLEAU N° 4 :**
**Répartition des établissements selon la taille du bilan**

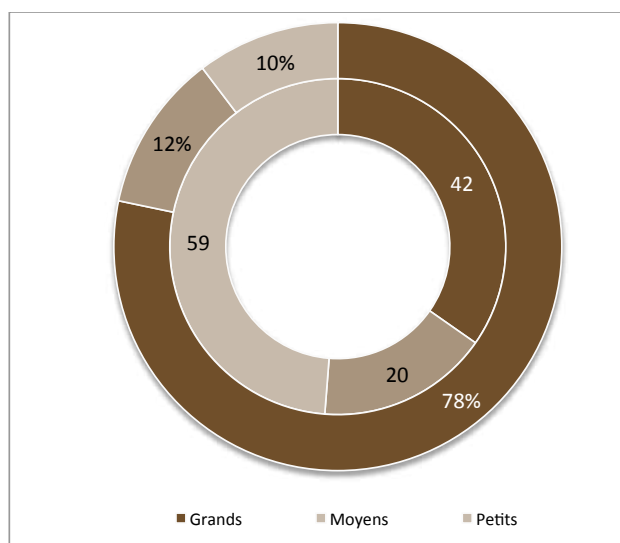
Catégorie	Nombre d'établissements									Parts de marché <sup>(1)</sup>	Guichets	GAB/DAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
<b>Grande</b> <i>(total de bilan &gt; 200 Mds)</i>	6	6	8	-	7	3	9	3	42	78,3%	1 533	1 973	6 810 144	16 272
<b>Moyenne</b> <i>(200 Mds ≤ total de bilan ≤ 100 Mds)</i>	2	3	6	-	-	2	4	3	20	11,4%	216	244	472 146	2 756
<b>Petite</b> <i>(total de bilan &lt; 100 Mds)</i>	4	7	10	4	10	7	9	8	59	10,3%	557	354	1 405 174	5 347
<i>dont banques</i>	4	3	9	4	7	6	7	6	46	9,2%	39	336	1 405 174	5 115
<i>dont établissements financiers</i>	-	4	1	-	3	1	2	2	13	1,1%	18	18	-	232
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>4</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>22</b>	<b>14</b>	<b>121</b>	<b>100,0%</b>	<b>2 306</b>	<b>2 571</b>	<b>8 687 464</b>	<b>24 375</b>

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

(1) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

Le cumul des actifs des banques de taille moyenne représente 11,4% de ceux du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 9,4% des implantations, 9,5% des GAB/DAB, 5,4% des comptes de la clientèle et 11,3% des effectifs.

Les cinquante-neuf (59) petits établissements détiennent ensemble 10,3% des actifs avec 24,2% des bureaux et agences, 13,8% des GAB/DAB, 16,2% des comptes bancaires et 21,9% des employés du système bancaire.

**GRAPHIQUE N° 2 :**
**Répartition du total de bilan et du nombre d'établissements selon la catégorie**


Couronne intérieure : Nombre d'établissements

Couronne extérieure : Part dans le total de bilan

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

### 1.3. Analyse des établissements de crédit par secteur cible privilégié

Au 31 décembre 2014, les cent huit (108) banques se répartissent entre quatre-vingt-dix-sept (97) établissements à vocation généraliste ou universelle et onze (11) unités spécialisées notamment dans le financement de l'agriculture (3) et de l'habitat (5), dans la microfinance (2) et dans les opérations de marché (1). Ces deux catégories d'établissements de crédit cumulent 98,9% des actifs dans le système bancaire de l'Union, à raison de 91,8% pour les banques généralistes et 7,1% pour les banques spécialisées. Elles totalisent respectivement 88,3% et 10,9% du réseau des agences et bureaux ainsi que 95,8% et 4,2% des GAB/DAB, couvrent 90,6% et 9,4% des comptes de la clientèle et emploient 92,4% et 6,7% des effectifs du personnel.

**TABLEAU N° 5 :**  
Répartition des établissements par secteur cible privilégié

Activités principales	Nombre d'établissements									Parts de marché (1)	Guichets (2)	GAB/ DAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
<b>Banques</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>23</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>108</b>	<b>98,9%</b>	<b>2 289</b>	<b>2 571</b>	<b>8 687 464</b>	<b>24 157</b>
Généralistes	11	11	22	4	11	10	16	12	97	91,8%	2037	2 462	7 874 163	22531
Spécialisées	1	1	1	-	3	1	4	-	11	7,1%	252	109	813 301	1626
• Agriculture	-	-	-	-	1	1	1	-	3	2,6%	98	44	385 574	733
• Habitat	1	1	1	-	1	-	1	-	5	2,2%	120	39	336 694	603
• Microfinance	-	-	-	-	1	-	1	-	2	1,3%	33	26	90 475	231
• Marché	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1,1%	1	0	558	59
Etablissements financiers	-	4	1	-	3	1	2	2	13	1,1%	17	0	0	218

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

(1) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(2) Agences, bureaux et points de ventes

Les treize (13) établissements financiers à caractère bancaire en activité dans l'Union représentent 1,1% des actifs bancaires. Ils détiennent 0,7% des guichets et emploient 0,9% des effectifs du personnel dans le système bancaire.



## ENCADRE N° 2 : Classification des établissements financiers à caractère bancaire de l'UMOA

Les Ministres chargés des Finances des Etats membres de l'Union ont pris les actes réglementaires afférents à la classification, en catégorie, des établissements financiers à caractère bancaire ci-après, en application des prescriptions de l'instruction n°011-12/2010/RB du 13 décembre 2010 de la Banque Centrale :

Etablissements financiers / Catégories		Catégorie 1 (Prêts)	Catégorie 2 (Crédit-bail ou location avec option d'achat)	Catégorie 3 (Affacturage)	Catégorie 4 (Cautionnement)	Catégorie 5 (Paiement)
Burkina	Société Burkinabè de Crédit Automobile (SOBCA)		x			
	Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina (SOFIGIB)	x	x	x	x	
	Fidelis-Finance Burkina Faso (Fidelis-Finance BF)	x	x	x	x	
Côte d'Ivoire	Société Africaine de Crédit Automobile (SAFCA-Alios Finance)	x	x	x		
Mali	Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali (FGHM)				x	
	Fonds de Garantie du Secteur Privé (FGSP)				x	
Niger	Société Sahélienne de Financement (SAHFI)				x	
Sénégal	Compagnie Ouest Africaine de Crédit-bail (LOCAFRIQUE)	x	x			
Togo	Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest (Fonds GARI)	x	x	x	x	
	Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA)	x				

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

### 1.4. Groupes bancaires en activité dans l'Union

#### 1.4.1. Analyse des établissements par affiliation à un groupe

Vingt-six (26) groupes bancaires exercent dans l'Union au 31 décembre 2014. Ils totalisent quatre-vingt-douze (92) établissements de crédit dont dix-sept (17) succursales, disposent de 85,7% des parts de marché, 75,7% des implantations, 84,5% des GAB/DAB, 76,6% des comptes de la clientèle, emploient 81,2% des effectifs du personnel et concentrent 85,6% du résultat net global provisoire.

L'effectif des principaux groupes bancaires détenant au moins 2% de parts de marché par rapport au total des bilans des banques de l'Union est demeuré à treize (13) au 31 décembre 2014. Avec soixante-neuf (69) des cent-vingt-une (121) unités en activité, ils étendent leur influence à l'ensemble des pays de l'Union. Ils concentrent 79,4% du total des bilans, 70,6% des guichets, emploient 74,2% des agents, détiennent 74,6% des comptes de la clientèle, contrôlent 81,0% des GAB et totalisent 213 Mds, soit 85,5% du résultat net global provisoire du système bancaire de l'Union.

TABLEAU N° 6 :

## Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA au 31 décembre 2014

Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Nombre d'éta- blissements	Parts de marché	Guichets	GAB/DAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
Ecobank	8	15,3%	259	547	1 684 410	2 946
BOA (BMCE Bank)	8	11,9%	213	248	1 145 912	2 100
Société Générale	4	9,4%	144	210	625 092	2 387
Atlantic Business International (ABI)	7	9,4%	183	190	553 181	1 528
Attijariwafa bank	7	7,7%	244	235	813 700	2 366
BNP Paribas	4	4,9%	99	160	330 441	1 406
Diamond Bank	4	3,9%	38	38	125 081	614
Oragroup	10	3,7%	71	65	271 094	1 073
United Bank for Africa (UBA)	4	3,0%	63	88	204 742	787
Coris Bank International (CBI)	3	2,7%	52	46	222 585	538
NSIA Banque	1	2,6%	63	102	222 509	749
Banque Sahélo-Saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	7	2,5%	93	95	135 769	1 088
Banque de Développement du Mali (BDM)	2	2,4%	105	58	147 653	494
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>79,4%</b>	<b>1 627</b>	<b>2 082</b>	<b>6 482 169</b>	<b>18 076</b>

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Le groupe **Ecobank**, avec une part des actifs de 15,3%, demeure le plus important. Il est présent dans tous les pays de l'Union et détient 11,2% du réseau, 21,3% des GAB/DAB, 19,4% des comptes de la clientèle et emploie 12,1% des effectifs. Il contribue à hauteur de 20,4% à la formation du résultat net global provisoire.

Constitué de huit (8) banques dans l'UMOA, le groupe **BOA** (BMCE Bank) se positionne au deuxième rang avec 11,9% du total des bilans. Il concentre 9,2% des guichets, 9,6% des GAB/DAB, 13,2% des comptes bancaires de la clientèle et 9,8% des effectifs et réalise 16,2% du résultat net global provisoire.

Le groupe **Société Générale** occupe la troisième place, avec une part des actifs de 9,4%. Présent dans quatre (4) pays de l'UMOA, il totalise 6,2% des guichets, 8,2% des GAB/DAB, 7,2% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 9,8% des salariés. Il réalise 0,1% du résultat net global provisoire du système bancaire de l'Union.

Le groupe **ABI** couvre 9,4% de part de marché. Hormis la Guinée-Bissau, il est présent dans tous les pays de l'Union et concentre 7,9% du réseau, 7,4% des GAB/DAB, 6,4% des comptes-clients et 6,3% des salariés. Il affiche 10,4% du résultat net global provisoire.

A la cinquième place, avec un cumul de 7,7% des actifs de l'Union, le groupe **Attijariwafa bank** dispose de cinq (5) filiales et deux (2) succursales. Il détient 10,6% du réseau, 9,1% des GAB/DAB, 9,4% des comptes-clients et 9,7% des employés. Il dégagne 7,0% du résultat net global provisoire enregistré par les banques.

La part de marché du groupe **BNP Paribas** ressort à 4,9% à fin décembre 2014. Avec ses quatre (4) filiales, le groupe détient 4,3% des guichets, 6,2% des GAB/DAB, 3,8% des comptes de la clientèle, 5,8% des employés et contribue à hauteur de 7,9% au résultat net global provisoire.

Le groupe **Diamond Bank**, avec sa filiale et ses trois (3) succursales représente 3,9% du total des bilans de l'Union, détient 1,6% des guichets, 1,5% des GAB/DAB, 1,4% des comptes de la clientèle et 2,5% des salariés. Il cumule 1,4% du résultat net global provisoire.

**Oragroup** détient 3,7% des actifs bancaires, 3,1% du réseau, 2,5% des GAB/DAB, 3,1% des comptes de la clientèle, 4,4% des salariés et réalise 1,0% du résultat net global provisoire.

Le groupe **UBA**, avec ses quatre (4) unités, détient 3,0% des actifs totaux, couvre 2,7% du réseau, 3,4% des GAB/DAB, 2,4% des comptes de la clientèle et 3,2% de l'effectif total des employés du secteur. Il concourt à hauteur de 3,5% à la formation du résultat net global provisoire du système.

Le groupe **CBI**, avec trois (3) banques, représente 2,7% du total des bilans de l'Union, détient 2,3% des guichets de l'Union, 1,8% des GAB/DAB, 2,6% des comptes de la clientèle, 2,2% des salariés et contribue pour 6,4% au résultat net global provisoire.

**NSIA Banque**, qui fait partie d'un groupe financier, détient 2,6% des actifs bancaires de l'Union, 2,7% du réseau, 4,0% des GAB/DAB, 2,6% des comptes de la clientèle, 3,1% des effectifs et concourt à hauteur de 3,9% du résultat net global provisoire.

Avec sept (7) unités, le groupe **BSIC** représente 2,5% du total des actifs de l'Union, concentre 4,0% du réseau, 3,7% des GAB/DAB, 1,6% des comptes de la clientèle, 4,5% des salariés et cumule 1,8% du résultat net global provisoire.

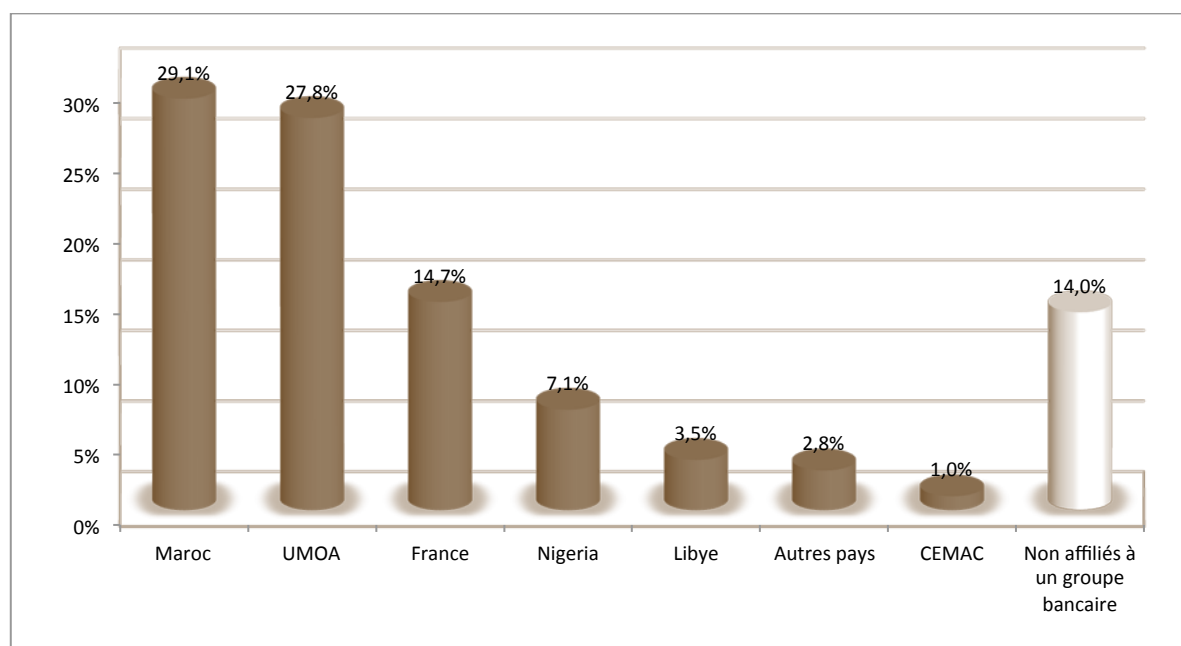
Le groupe **BDM** avec deux (2) banques cumule 2,4% des actifs bancaires de l'Union, détient 4,6% des guichets de l'Union, 2,3% des GAB/DAB, 1,7% des comptes de la clientèle, 2,0% des salariés et réalise 5,5% du résultat net global provisoire.

***"26 groupes bancaires sont en activité dans l'Union et proviennent de 6 principales zones géographiques. Ils détiennent ensemble 85,7% des actifs et représentent 85,6% du résultat net global provisoire du système bancaire."***

Treize (13) autres groupes, de moindre envergure (détenant moins de 2% des actifs chacun) font également partie du paysage bancaire : CITI (2 banques), Libyan Foreign Bank (LFB - 4 banques), Tamweel Africa Holding (2 banques), BGFIBANK (2 banques), Standard Chartered Bank (1 banque), Bridge Group West Africa (2 banques), COFIPA (1 banque), Afriland First Group (1 banque), Guaranty Trust Bank (GTB - 1 banque), First Bank (1 banque), Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI - 1 banque), Crédit Libanais (1 banque) et Alios Finance (4 établissements financiers). Ensemble, ils contrôlent 23 établissements de crédit de l'Union, totalisent 6,3% des actifs, détiennent 5,1% des implantations, 3,5% des GAB/DAB, 1,9% des comptes de la clientèle, emploient 7,0% des effectifs et contribuent au résultat net global provisoire à hauteur de 0,1%.

#### **1.4.2. Analyse des établissements par zone géographique d'origine**

Les vingt-six (26) groupes en activité au sein de l'UMOA proviennent principalement du Maroc, de l'UMOA, de la France, du Nigeria, de la Libye et de la Communauté Economique et Monétaire des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC). S'y ajoutent les établissements appartenant à des groupes dont les sièges sont implantés dans d'autres pays ainsi que les établissements non affiliés à un groupe bancaire.

**GRAPHIQUE N° 3 :**
**Part de marchés<sup>(a)</sup> des groupes bancaires par zone géographique d'origine**


(a) Sur la base du total de bilan

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Avec une part des actifs de 29,1%, les trois (3) **groupes bancaires marocains** présents dans l'UMOA disposent de 22 unités bancaires et représentent 27,8% du réseau d'agences. Ils détiennent 28,9% des comptes de la clientèle, 27,8% des dépôts de la clientèle et portent 25,1% des crédits octroyés. A fin décembre 2014, ces institutions contribuent à hauteur de 33,6% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le système bancaire.

Les **groupes bancaires de l'UMOA** concernent les banques dont la maison-mère est installée dans l'Union. Ils sont au nombre de sept (7) et détiennent 27 unités bancaires représentant 24,5% du réseau. Ces entités totalisent 29,4% des comptes de la clientèle et 28,3% des dépôts. Ils portent 24,2% des crédits à la clientèle et réalisent 38,5% du résultat net global provisoire.

Les trois (3) **groupes bancaires français**, avec douze (12) filiales, concentrent 14,7% des actifs, mobilisent 16,8% des dépôts et sont à l'origine de 15,6% des crédits accordés à la clientèle. Ils ont dégagé 22,6 Mds de résultat net global provisoire, soit 8,4% de celui de l'Union.

Les **groupes bancaires nigériens**, au nombre de quatre (4), cumulent 7,1% des actifs de l'Union. Leurs dix (10) unités assurent la mobilisation de 5,9% des dépôts et l'octroi de 3,8% des crédits à la clientèle dans l'Union. Ils contribuent à hauteur de 4,1% au résultat net global provisoire de l'UMOA à fin 2014.

Les deux (2) **groupes bancaires libyens** disposent de onze (11) unités représentant 5,3% du réseau. Ils détiennent 3,5% du total des actifs, 3,2% du total des dépôts et 3,6% du total des crédits à la clientèle. Au 31 décembre 2014, leur résultat net cumulé représentait 0,1% de celui de l'Union.

Le seul **groupe bancaire de la CEMAC**, avec deux (2) unités bancaires, représente 1,0% du total de bilan, 0,8% des dépôts et 1,0% des crédits à la clientèle.

Les **groupes bancaires des autres pays** sont au nombre de cinq (5) et détiennent sept (7) unités. Ils détiennent 2,7% du total des actifs de l'Union, ainsi que 2,9% des dépôts et 2,1% des crédits à la clientèle. Ces entités ont contribué à hauteur de 2,9% à la formation du résultat net global provisoire.

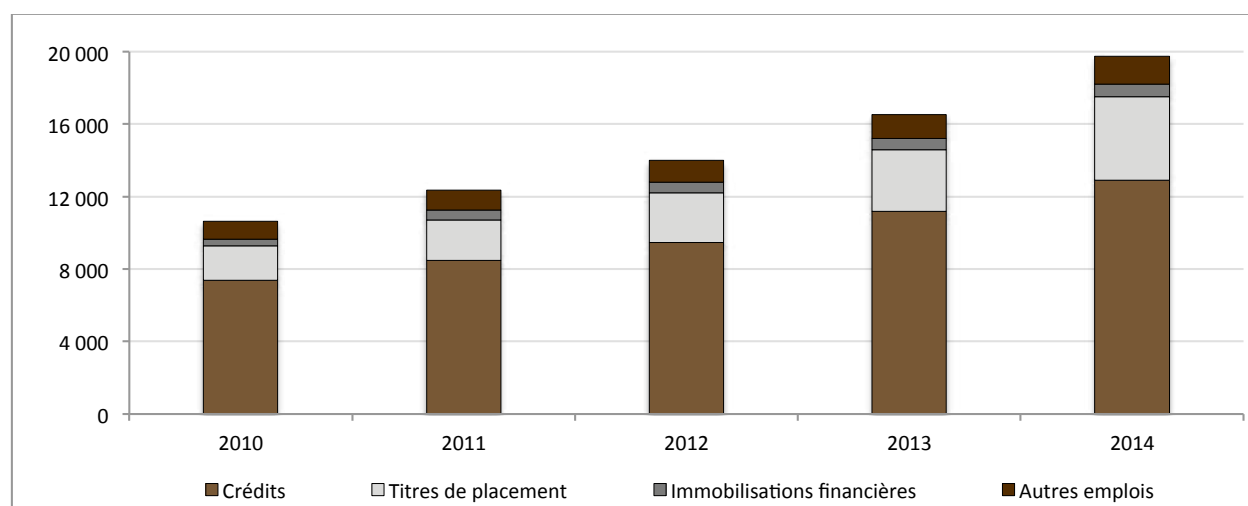
## 2. ACTIVITES ET RESULTATS

### 2.1. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont établis à 19.760 Mds à fin 2014, en progression annuelle de 19,5%. Ils sont constitués essentiellement des crédits à la clientèle (65,3% en 2014 contre 67,6% à fin décembre 2013) et des titres de participation (23,4% en 2014 contre 20,6% un an plus tôt), tandis que la part des immobilisations financières et des autres emplois reste sensiblement inchangée autour de 3,5% et 7,8%.

#### GRAPHIQUE N°4 :

##### Evolution globale des emplois (MDS FCFA)



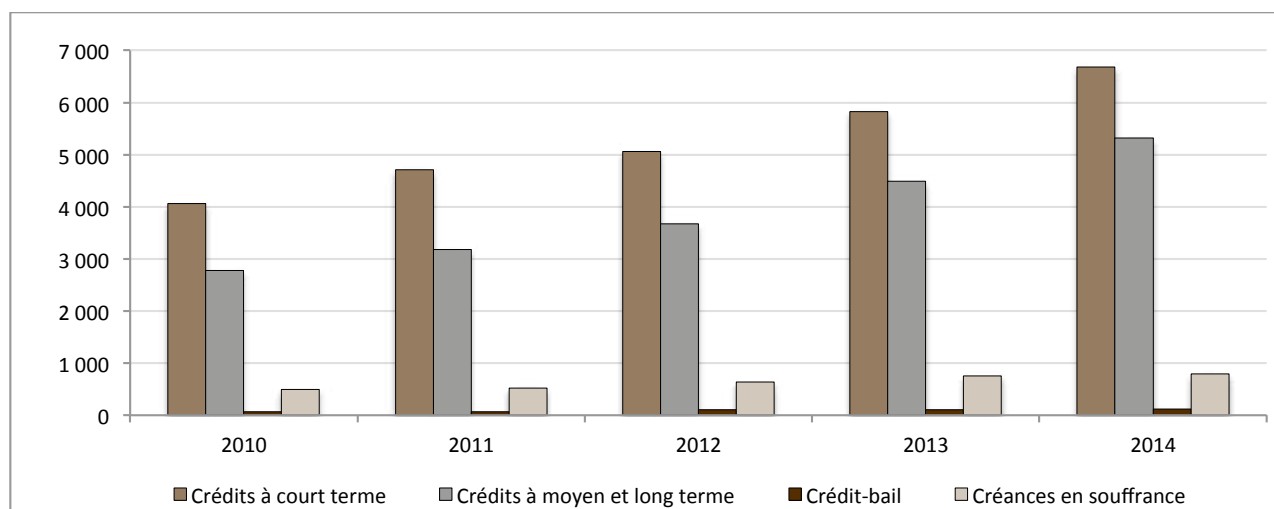
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 15,5% en variation annuelle en ressortant à 12.905 Mds à fin 2014. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen et long termes et des engagements de crédit-bail.

Les **crédits à court terme** s'élèvent à 6.675 Mds et représentent plus de la moitié (51,7%) du total des crédits. Ils ont enregistré un accroissement de 14,6% en rythme annuel, contre 15,0% à fin 2013.

Quant aux **crédits à moyen et long terme**, ils ont affiché une progression annuelle de 21,5%, en légère hausse par rapport à l'exercice précédent (19,4%). Ils représentent 41,2% du total des crédits (soit 5.317 Mds) contre 40,2% un an auparavant.

Les **engagements de crédit-bail**, pour leur part, après un recul de 1,2% en 2013, ont enregistré une progression de 12,4% en rythme annuel à fin décembre 2014 en atteignant 119 Mds.

**GRAPHIQUE N° 5 :**
**Analyse des crédits par maturité**


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les **titres de placement** qui contribuaient, jusqu'en 2013, à 20,7% en moyenne à la croissance des emplois, ont vu leur part augmenter à 35,8% à fin décembre 2014, à la faveur notamment de la progression des émissions de titres publics par les Etats de l'UMOA.

Enfin, en ce qui concerne les **immobilisations financières** et les **autres emplois**, ils se sont situés respectivement à 692 Mds et 1.545 Mds, en augmentation respective de 8,9% et 16,8% en glissement annuel.

La répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit au cours de l'exercice 2014, telle que retracée par la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit :

**TABLEAU N° 7 :**
**Utilisations de crédit déclarées à la centrale des risques**

Secteurs d'activité	Décembre 2010	Décembre 2011	Décembre 2012	Décembre 2013	Décembre 2014
Agriculture, sylviculture et pêche	2%	3%	3%	3%	3%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	19%	19%	18%	17%	18%
Electricité, gaz, eau	3%	3%	3%	4%	4%
Bâtiments, travaux publics	6%	7%	7%	8%	9%
Commerces, restaurants, hôtels	32%	33%	34%	33%	30%
Transports, entrepôts et communications	14%	11%	10%	11%	10%
Assurances, immobilier, services aux entreprises	5%	6%	6%	6%	7%
Services à la collectivité	17%	16%	17%	16%	17%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

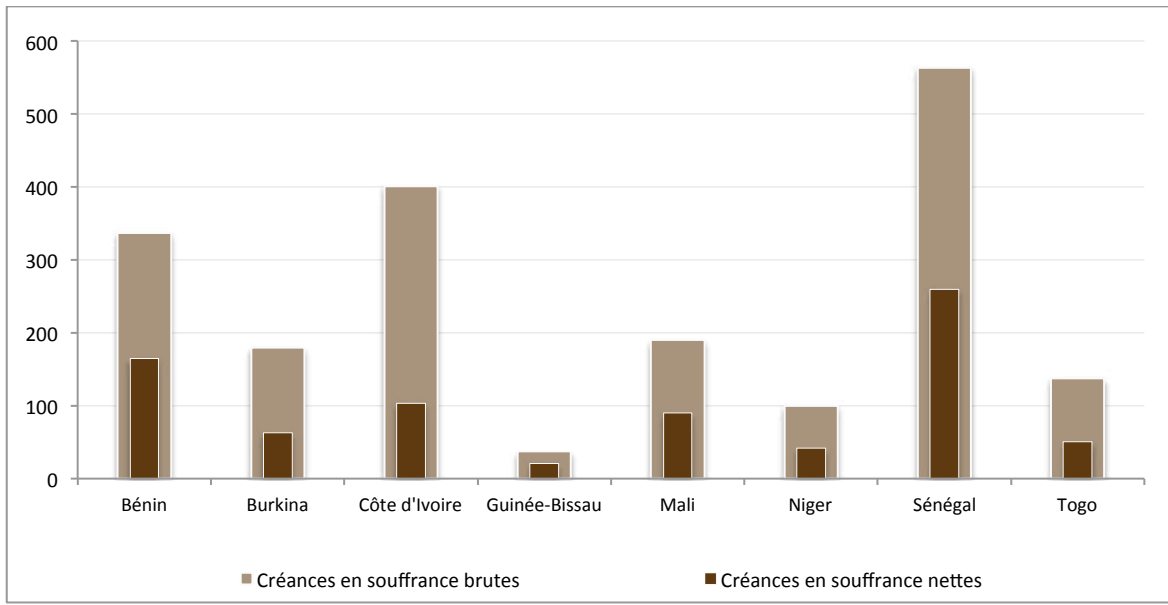
Source : BCEAO

En liaison avec l'accroissement du portefeuille de crédits à la clientèle, l'encours des créances en souffrance brutes a augmenté de 72 Mds pour se fixer à 1.935 Mds à l'échelle de l'Union en 2014. Cette progression résulte de l'effet cumulé, d'une part des hausses des créances compromises observées notamment au

Sénégal (+75 Mds) et au Bénin (+41 Mds) et, d'autre part, des baisses enregistrées principalement au Mali (-109 Mds) et en Côte d'Ivoire (-25 Mds). En prenant en compte l'impact des provisions constituées (soit 1.141 Mds), les créances en souffrance nettes de l'ensemble des pays de l'Union s'élèvent à 794 Mds au 31 décembre 2014. Le taux de provisionnement ressort ainsi à 59,0% contre 60,9% au terme de l'exercice 2013.

**GRAPHIQUE N° 6 :**

**Niveau des créances en souffrance brutes et nettes par place bancaire**

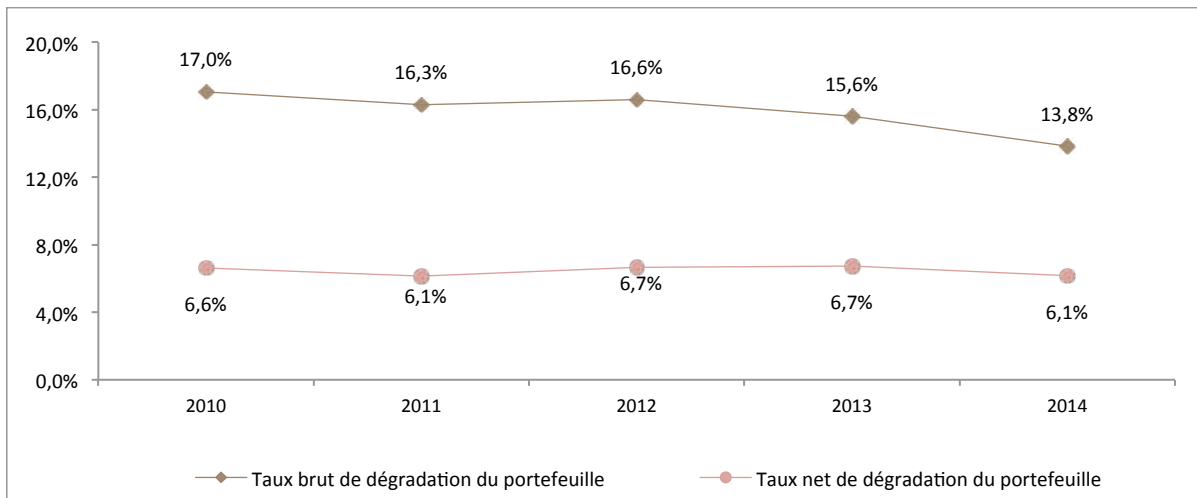


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

En conséquence, les taux brut et net de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 13,8% et 6,1% à fin décembre 2014, en contraction respective de 1,8 point et 0,6 point de pourcentage par rapport à 2013.

**GRAPHIQUE N° 7 :**

**Evolution des taux de dégradation du portefeuille de l'UMOA**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

## 2.2. Ressources

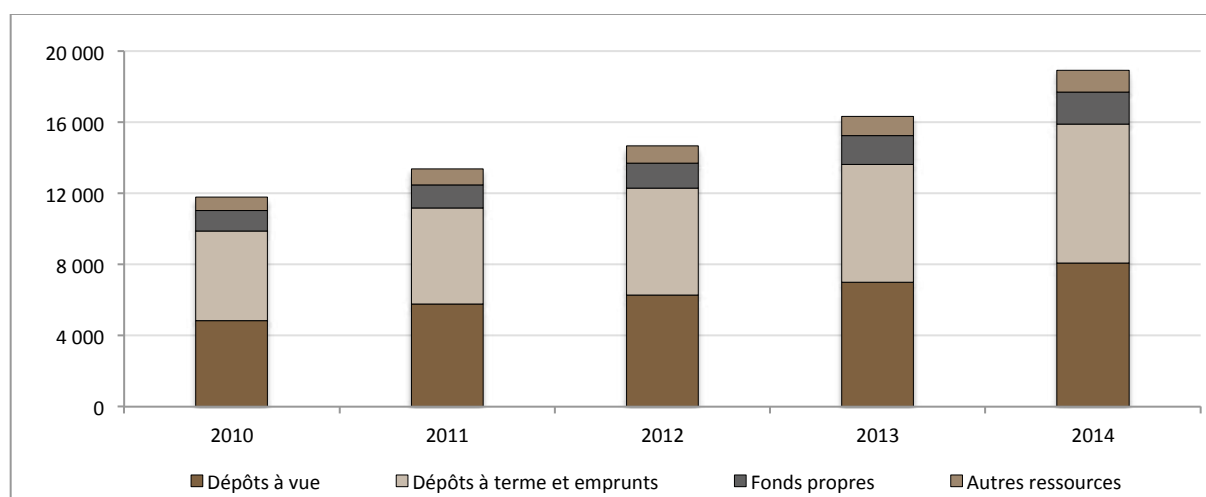
Les ressources mobilisées par les établissements de crédit de l'Union ont progressé de 16,0% en glissement annuel pour s'établir à 18.924 Mds au 31 décembre 2014.

Les **dépôts et emprunts** ont affiché une hausse de 2.243 Mds au 31 décembre 2014, soit 16,4% de plus que l'exercice précédent, pour ressortir à 15.885 Mds. Ils sont constitués pour l'essentiel des dépôts à vue et à terme, qui ont augmenté respectivement de 15,4% et 17,5%.

Poursuivant la tendance haussière des exercices précédents, les **fonds propres** des établissements de crédit de l'Union ont augmenté de 12,1% pour s'établir à 1.805 Mds contre 1.609 Mds à fin 2013. Les progressions les plus importantes sont localisées au Mali (+25,9%), au Burkina (+19,6%) et en Côte d'Ivoire (+18,4%), tandis que des baisses sont enregistrées en Guinée-Bissau (-25,3%) et au Togo (-11,7%).

Quant aux **autres ressources** (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordres et divers, provisions pour risques et charges), elles ont progressé de 15,6% en glissement annuel pour se fixer à 1.234 Mds.

**GRAPHIQUE N° 8 :**  
**Evolution des ressources (MDS FCFA)**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

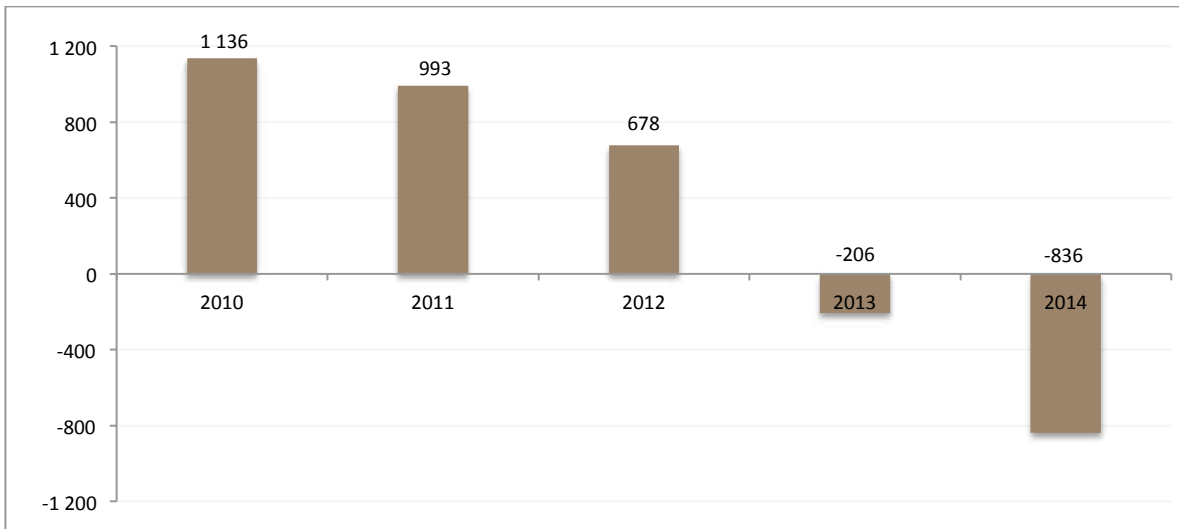
## 2.3. Trésorerie

Dans le sillage de l'exercice précédent, le déficit de la trésorerie des établissements de crédit de l'Union, qui est ressorti à 214 Mds à fin décembre 2013, s'est accentué au cours de l'exercice 2014 pour se fixer à 836 Mds.



**GRAPHIQUE N° 9 :**

**Evolution de la trésorerie des établissements de crédit de l'Union**



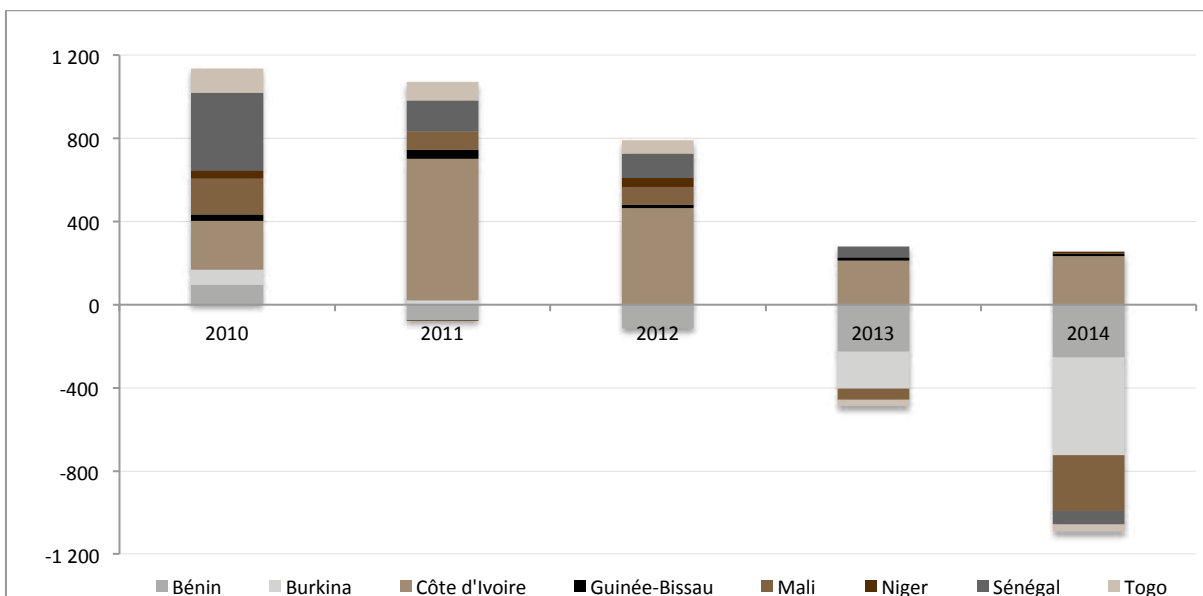
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Au cours de la période sous revue, les évolutions ci-après ont été observées sur les places bancaires de l'Union :

- l'accentuation du déficit des places bancaires du Burkina (de -180 Mds à -469 Mds), du Mali (de -52 Mds à -268 Mds), du Bénin (de -224 Mds à -254 Mds) et du Sénégal (de -1Md à -67 Mds) ;
- l'inversion du profil excédentaire du Togo (de +18 Mds à -32 Mds) ;
- la contraction de l'excédent de la place bancaire de Guinée-Bissau (de +16 Mds à +15 Mds) ;
- l'inversion du profil déficitaire du Niger (de -1 Md à +6 Mds) ;
- l'amélioration du profil excédentaire de la Côte d'Ivoire (de +211 Mds à +233 Mds).

**GRAPHIQUE N° 10 :**

**Evolution de la trésorerie nette par place bancaire**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

### ENCADRE N° 3 : Aperçu sur le fonds régional de garantie du règlement des soldes du SICA-UEMOA

Dans le cadre du renforcement de la sécurité du Système Interbancaire de Compensation Automatisé de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (SICA-UEMOA), un Fonds Régional de Garantie du Règlement des soldes dudit système a été créé le 10 mars 2014, par la signature d'une convention entre la BCEAO et les participants au SICA-UEMOA.

Le Fonds a pour objet de garantir le règlement des soldes du SICA-UEMOA. A ce titre, il permet d'octroyer des facilités d'avances pour couvrir les soldes débiteurs des participants défaillants ayant les positions débitrices les plus élevées, lors de l'imputation des soldes de compensations.

La Banque Centrale est chargée d'administrer son fonctionnement, d'en suivre l'évolution, d'animer les relations avec les adhérents et de produire annuellement un rapport d'activités du Fonds. En particulier, les activités du gestionnaire consistent à :

- réévaluer chaque année le montant de la dotation du Fonds et des contributions de chaque adhérent ;
- communiquer le montant global de la dotation du Fonds à chaque adhérent et lui notifier sa quote-part ;
- procéder aux appels à contribution et aux prélèvements automatiques y afférents ;
- centraliser les contributions dans les comptes ouverts au nom du Fonds dans ses livres ;
- veiller aux ajustements et à la reconstitution du Fonds après son utilisation ;
- recouvrer les avances effectuées par le Fonds en faveur des adhérents et les intérêts y relatifs ;
- assurer la mise en œuvre des sanctions prévues par la Convention ;
- organiser, entre adhérents, une concertation annuelle relative à la gestion du Fonds ;
- élaborer et communiquer aux Participants un rapport annuel sur le Fonds.

L'adhésion au Fonds est ouverte à toute structure, participant direct ou indirect au SICA-UEMOA. Ses ressources sont constituées des contributions des adhérents, des intérêts versés par les participants défaillants, des produits issus de l'application aux participants défaillants, de pénalités de non-remboursement, dans les délais requis et de tous autres revenus ou ressources compatibles avec son objet.

Sa dissolution peut être prononcée par les adhérents, sur proposition de la BCEAO.

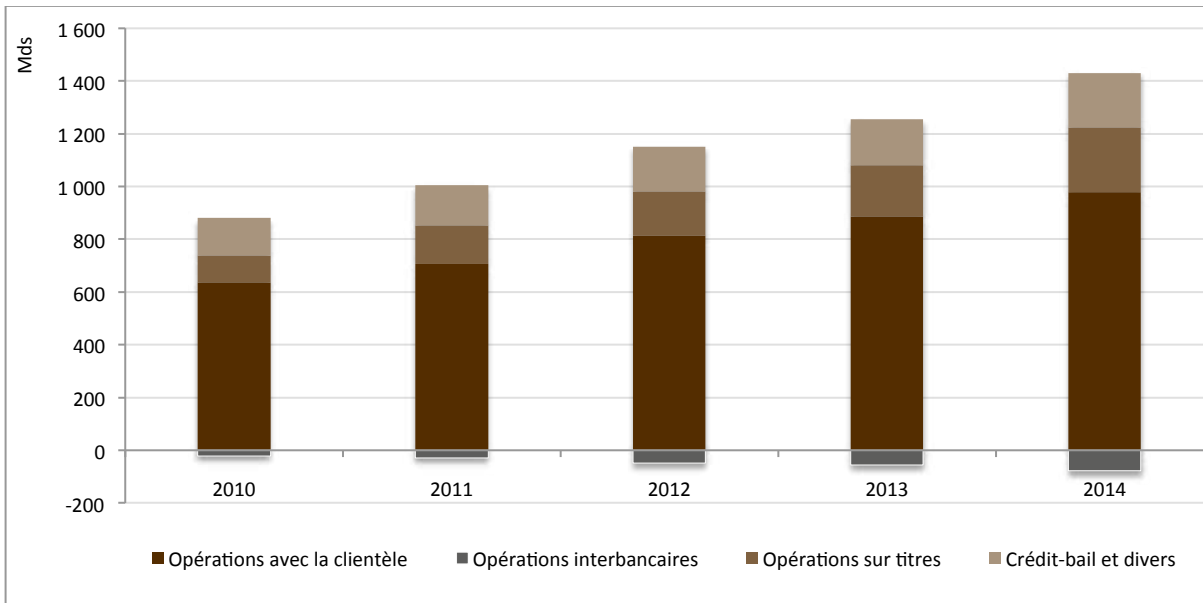
## 2.4. Résultats

Le **Produit Net Bancaire** des établissements de crédit de l'Union s'est établi à 1.350 Mds, en progression de 12,4% en rythme annuel contre 9,2% en 2013. Il est majoritairement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et des opérations sur titres, qui en représentent respectivement 72,3% et 18,3%, contre 74,1% et 16,8% en 2013.

Les résultats des opérations de trésorerie sont ressortis déficitaires de 77,7 Mds contre 57,4 Mds à fin décembre 2013, du fait notamment d'une augmentation de 30,8% des charges bancaires, insuffisamment couverte par un accroissement de 14,7% des produits.

Le produit net des opérations avec la clientèle a progressé de 9,8% et se fixe à 977 Mds, contre 890 Mds un an plus tôt. Quant à la moyenne des taux de base bancaire, elle s'est appréciée de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année 2013 pour s'établir à 6,9% au 31 décembre 2014.

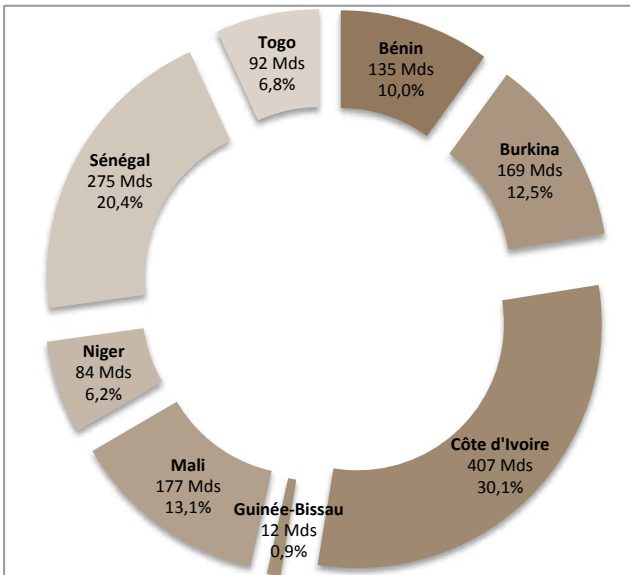
**GRAPHIQUE N° 11 :**  
**Evolution et de composition du produit net bancaire**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les places bancaires de chaque pays de l'Union ont enregistré des évolutions dans des proportions sensiblement identiques à celles de l'exercice précédent.

**GRAPHIQUE N° 12 :**  
**Produit net bancaire par place bancaire en 2014**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

La croissance du PNB a permis de porter le **produit global d'exploitation** à 1.420 Mds contre 1.266 Mds en 2013, eu égard à la légère progression des produits accessoires chiffrés à 70 Mds au titre de l'exercice 2014.

En ce qui concerne le **résultat brut d'exploitation**, il a augmenté de 20,7% en ressortant à 531 Mds, en liaison avec une progression de 8,7% des frais généraux, les amortissements et provisions nets sur immobilisations étant demeurés quasiment stables. Poursuivant la tendance baissière entamée depuis plusieurs années, le **coefficient net d'exploitation** a reculé de 2,9 points de pourcentage en glissement annuel, pour se situer à 65,9% en 2014.

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 197 Mds (-4,3%), le **résultat d'exploitation** s'est établi à 336 Mds à l'issue de l'exercice 2014, contre 236 Mds un an plus tôt. Les constitutions de provisions ont concerné principalement, par ordre d'importance, les établissements du Sénégal (81 Mds), du Bénin (25 Mds), du Burkina (24 Mds) et de la Côte d'Ivoire (20 Mds).

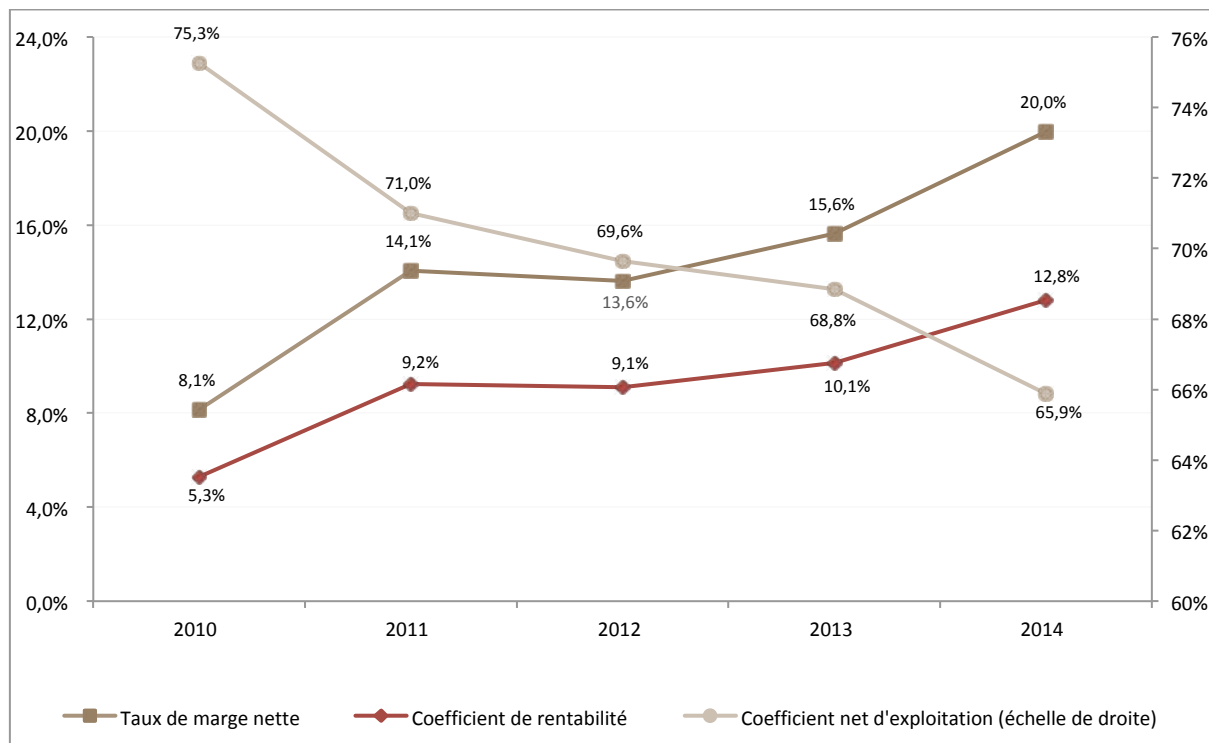
L'**effort net de provisionnement** a reculé de 9,7 points de pourcentage en atteignant 37,0% à fin 2014.

Le **résultat net** global provisoire a affiché une croissance annuelle de 43,5% à 270 Mds, contre 188 Mds au terme de l'exercice 2013. Il est bénéficiaire dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau. Les résultats positifs sont tirés principalement par les établissements de crédit de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Burkina, dans des proportions respectives de 37,3%, 18,1% et 17,9%.

En définitive, le **taux de marge** a progressé de 4,3 points de pourcentage d'une année à l'autre pour se fixer à 20,0% au 31 décembre 2014, tandis que le coefficient de rentabilité a crû de 2,7 points de pourcentage en ressortant à 12,8% à fin 2014.

### GRAPHIQUE N° 13 :

#### Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire de l'Union



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

TABLEAU N° 8 :

## Situation résumée de l'activité et des ratios caractéristiques

RUBRIQUES	31/12/2013	31/12/2014 (*)	Variations 2013-2014	
			Montants (Mds)	%
<b>EMPLOIS / RESSOURCES</b>				
<b>EMPLOIS NETS (1+2)</b>			<b>3 226 723</b>	<b>19,5%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>11 174 456</b>	<b>12 905 173</b>	<b>1 730 717</b>	<b>15,5%</b>
a) Crédits à court terme	5 823 506	6 675 523	852 017	14,6%
b) Crédits à moyen terme	3 982 195	4 837 842	855 647	21,5%
c) Crédits à long terme	510 710	479 543	-31 167	-6,1%
d) Opérations de crédit-bail	105 647	118 725	13 078	12,4%
e) Crédits en souffrance	752 398	793 540	41 142	5,5%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>5 358 806</b>	<b>6 854 812</b>	<b>1 496 006</b>	<b>27,9%</b>
a) Titres de placement	3 401 191	4 618 112	1 216 921	35,8%
b) Immobilisations financières	635 336	691 573	56 237	8,9%
c) Autres immobilisations	731 192	830 158	98 966	13,5%
d) Divers	591 087	714 969	123 882	21,0%
<b>RESSOURCES (1+2+3)</b>			<b>2 604 968</b>	<b>16,0%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>13 642 080</b>	<b>15 885 415</b>	<b>2 243 335</b>	<b>16,4%</b>
a) A vue	7 015 150	8 098 234	1 083 084	15,4%
b) A terme	6 626 930	7 787 181	1 160 251	17,5%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>1 609 551</b>	<b>1 804 845</b>	<b>195 294</b>	<b>12,1%</b>
a) Capital, dotations & réserves	1 400 677	1 530 071	130 094	9,3%
b) Autres	208 874	274 074	65 200	31,2%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>1 067 338</b>	<b>1 233 677</b>	<b>166 339</b>	<b>15,6%</b>
<b>TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-214 293</b>	<b>-836 048</b>	<b>-621 755</b>	<b>290,1%</b>
<b>EVOLUTION DES RESULTATS</b>				
Opérations de trésorerie et interbancaires	-57 382	-77 704	-20 322	35,4%
Opérations avec la clientèle	889 833	976 989	87 155	9,8%
Opérations sur titres et diverses	194 150	247 377	53 568	27,6%
Crédit-bail & opérations assimilées	14 138	15 672	1 534	10,9%
Opérations diverses	162 158	190 219	28 099	17,3%
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	-1 633	-2 158		
<b>1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER</b>	<b>1 201 264</b>	<b>1 350 395</b>	<b>149 507</b>	<b>12,4%</b>
Produits accessoires nets	64 631	69 778	-2 605	-3,6%
<b>2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION</b>	<b>1 265 895</b>	<b>1 420 173</b>	<b>146 902</b>	<b>11,5%</b>
Frais généraux	-728 512	-791 669	-63 544	8,7%
Amortissements & provisions nets sur immo.	-97 490	-97 678	36	0,0%
<b>3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>439 893</b>	<b>530 826</b>	<b>83 394</b>	<b>18,6%</b>
Provisions nettes sur risques	-206 018	-197 066	4 824	-2,4%
Réintégration des intérêts s/ créances en souffrance	1 633	2 158	527	32,3%
<b>4. RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>235 508</b>	<b>335 918</b>	<b>88 745</b>	<b>35,9%</b>
Résultat exceptionnel net	7 315	-11 155	-18 134	-259,8%
Résultat sur exercices antérieurs	-652	1 970	2 572	-427,2%
Impôt sur le bénéfice	-54 237	-57 123	-2 885	5,3%
<b>5. RESULTAT</b>	<b>187 934</b>	<b>269 610</b>	<b>70 298</b>	<b>35,3%</b>
<b>RATIOS CARACTERISTIQUES</b>				
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,1%</b>	<b>-0,6</b>	
<i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>				
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	<b>60,9%</b>	<b>59,0%</b>	<b>-1,9</b>	
<i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>				
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX &amp; LITIGIEUX</b>	<b>75,8%</b>	<b>74,0%</b>	<b>-1,8</b>	
<i>Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes</i>				
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>7,9%</b>	<b>6,7%</b>	<b>-1,2</b>	
<i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>				
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b>	<b>68,8%</b>	<b>65,9%</b>	<b>-2,9</b>	
<i>(Frais généraux + Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>				
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b>	<b>15,6%</b>	<b>20,0%</b>	<b>4,4</b>	
<i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>				
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b>	<b>10,1%</b>	<b>12,8%</b>	<b>2,7</b>	
<i>Résultat net / Fonds propres</i>				

(\*) Données provisoires



### III. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Hall d'entrée du siège de la Commission Bancaire de l'UMOA





## **1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL**

### **1.1. Rôles et attributions de la Commission Bancaire**

La Commission Bancaire de l'UMOA est chargée de veiller notamment à l'organisation et au contrôle des établissements de crédit, tels que définis dans la loi portant réglementation bancaire. Elle contribue également à la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

Présidée par le Gouverneur de la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA comprend deux (2) collèges dont l'un est composé d'un représentant désigné par chaque Etat participant à la gestion de la Banque Centrale et l'autre, de membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA.

La Commission Bancaire a adopté son règlement intérieur ainsi qu'un code de déontologie applicable à ses membres et qui règle notamment les conflits d'intérêt.

La Commission Bancaire se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux (2) fois l'an, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

***"La Commission Bancaire assure le contrôle des établissements de crédit et de microfinance de l'Union. Elle tient des sessions selon une périodicité trimestrielle dans la pratique."***

Le cadre juridique définit les responsabilités de la Commission Bancaire ainsi que ses prérogatives :

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;
- de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Institut d'émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;
- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de certaines décisions après avis simple ou conforme de la Commission Bancaire.

Ainsi, outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et fondent l'action de la Commission Bancaire de l'UMOA :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;
- la loi uniforme portant réglementation bancaire ;
- la loi uniforme portant réglementation des Systèmes financiers décentralisés ;
- le dispositif prudentiel, qui fixe notamment les exigences en matière d'adéquation des fonds propres, en rapport avec les risques portés par les établissements de crédit ;
- les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA ;
- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB), qui revêt un caractère uniforme et obligatoire ;
- le règlement communautaire sur les relations financières extérieures ;

- la loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la loi uniforme sur les instruments de paiement ;
- le règlement communautaire relatif aux systèmes de paiement ;
- la loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;
- la loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme ;
- les instructions, circulaires et avis pris en application des textes de base.
- le Référentiel Comptable Spécifique des SFD (RCSFD) de l'UMOA ;
- le Décret d'application de la loi portant réglementation des SFD de l'UMOA.

La Commission Bancaire a notamment les attributions principales ci-après :

- l'émission d'avis conformes pour l'agrément et le retrait d'agrément des établissements de crédit ;
- le contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et le droit de requérir de ces derniers toutes informations utiles ;
- la prise de mesures administratives (mise en garde, injonction) ;
- la prise de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme, suspension ou interdiction de tout ou partie des opérations, toutes autres limitations dans l'exercice de la profession, suspension ou démission d'office des dirigeants responsables, retrait d'agrément) et pécuniaires à l'encontre des établissements assujettis ;
- le prononcé de la décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation ;
- l'approbation et le retrait d'approbation de la désignation des commissaires aux comptes des établissements de crédit ;
- l'émission d'avis, simple ou conforme, pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation, notamment les cessions ou prises de participation au-delà de certains seuils caractéristiques, les changements de dénomination, etc. ;
- l'élaboration de circulaires d'application de la réglementation bancaire et des systèmes financiers décentralisés.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Par ailleurs, lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

## **1.2. Activités du Secrétariat Général**

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

Au 31 décembre 2014, l'organisation du Secrétariat Général est articulée autour des Structures suivantes : le Contrôle des Opérations (CO), la Direction des Affaires Juridiques (DAJ), la Direction des Etudes et des Relations Extérieures (DERE), la Direction de l'Inspection des Etablissements de Crédit et de Microfinance (DIECM), la Direction de l'Administration (DA) et la Direction de la Comptabilité, du Budget et de l'Informatique (DCBI).

La DIECM, organisée en cabinet, a en charge la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles de la situation individuelle des établissements de crédit et de microfinance agréés. Ses attributions couvrent les deux aspects du contrôle (sur pièces et sur place), consacrant la synergie de ces métiers au sein d'une même direction.

La Direction des Affaires Juridiques (DAJ), également organisée en cabinet, a notamment en charge la préparation et le suivi de la mise en œuvre des décisions de la Commission Bancaire par les Autorités Nationales.

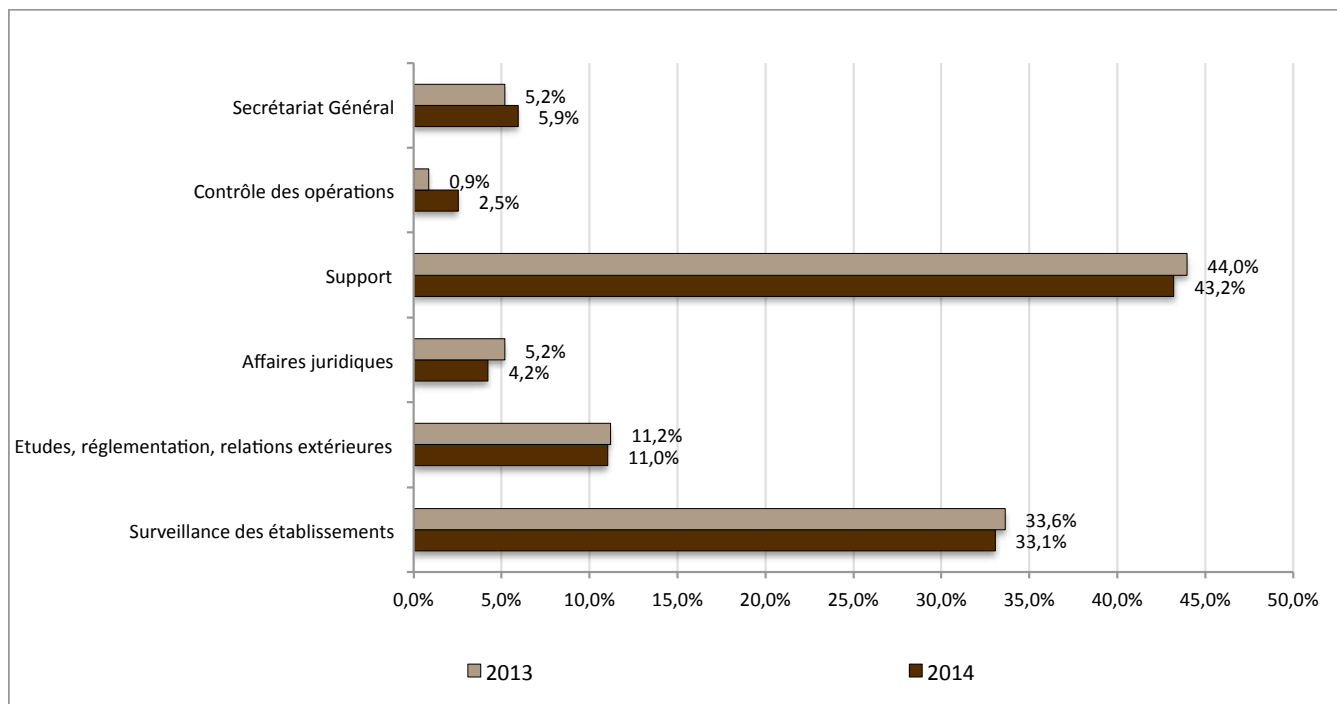
La Direction des Etudes et des Relations Extérieures (DERE), composée du Service des Etudes et de la Réglementation (SER) et du Service des Relations Extérieures (SRE), a notamment en charge les études sur l'évolution du système bancaire de l'Union, le suivi des holdings et des groupes bancaires ainsi que les échanges avec les autres instances et Autorités de contrôle ou de surveillance du secteur financier.

Les activités de support, pour la plupart, sont assurées par la Direction de l'Administration (DA) et la Direction de la Comptabilité, du Budget et de l'Informatique (DCBI).

Au terme de l'exercice 2014, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à cent dix-huit (118) agents, contre cent seize (116) à fin décembre 2013. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, de 6 Directeurs, 72 agents d'encadrement et 40 agents relevant du corps du personnel administratif et technique. Après une progression rapide entre 2011 et 2013, les effectifs du Secrétariat Général se sont quasiment stabilisés en 2014. La part des effectifs consacrée aux métiers de la supervision (surveillance, études et agréments, affaires juridiques) est globalement ressortie à 48% contre 40% en 2011. Les métiers de support mobilisent pour leur part 43% des effectifs contre 48% en 2011.

#### GRAPHIQUE N° 14 :

#### Répartition des effectifs par type d'activité entre 2013 et 2014



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Une attention particulière a été accordée au renforcement des capacités des agents dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2011-2015. A cet effet, le Secrétariat Général a entamé, depuis 2012, une série de formations en interne, en collaboration notamment avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) sur des sujets en rapport avec la supervision bancaire.

### **1.2.1. Contrôle sur pièces**

Le contrôle sur pièces recouvre les activités de suivi individuel des établissements de crédit et de microfinance (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, suivi de la situation financière, notation, etc.).

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, des données comptables et financières remises sur support magnétique aux Directions Nationales de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB). Il est également renforcé par le suivi des holdings. A cet égard, un rapport d'activités périodique est requis des entités concernées.

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des établissements de crédit et de microfinance. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire dans l'UMOA.

Le contrôle sur pièces met en évidence les signes de difficultés d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore, d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses objectifs.

### **1.2.2. Contrôle sur place**

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme triennal glissant approuvé par le Président de la Commission Bancaire, tenant compte de la nécessité de procéder à des évaluations régulières au sein de chaque établissement de crédit et de microfinance. Ce programme est réajusté en cours d'année, le cas échéant, par la Commission Bancaire ou son Président, en fonction de préoccupations particulières ou des risques relevés par le contrôle sur pièces.

Les contrôles sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation, notamment prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements de crédit. Ils permettent aussi d'évaluer le gouvernement d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la mise en œuvre des systèmes et moyens de paiement, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, le respect du règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons mères et aux filiales des établissements assujettis. Elles peuvent avoir un caractère global, ponctuel ou thématique.

Les vérifications globales visent à appréhender l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un établissement. Quant aux vérifications ponctuelles ou ciblées, elles couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

***"42 vérifications ont été effectuées au cours de l'année et ont concerné 34 établissements de crédit, 7 institutions de microfinance et 1 holding "***

Au cours de l'année 2014, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a effectué quarante-deux (42) vérifications d'établissements assujettis, dont sept (7) institutions de microfinance et une (1) holding. Deux (2) de ces missions ont été conduites conjointement d'une part, avec une équipe de Bank Al-Maghrib et de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et, d'autre part, avec une équipe de la Banque Centrale du Nigéria, dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération avec ces Autorités de supervision bancaire. D'autres missions conjointes ont été réalisées hors place avec des équipes de Bank Al-Maghrib et de la COBAC, au Maroc et au Cameroun.

Ces contrôles ont permis de relever les insuffisances sur la tenue de la comptabilité, la mise en place de procédures adéquates de traitement automatisé des données comptables, le non-respect des dispositions administratives de la loi bancaire ainsi que des dispositions prudentielles relatives à la comptabilisation et au provisionnement des créances en souffrance.

Les constats ont abouti à l'élaboration de rapports et de lettres de suite qui présentent les principales conclusions des vérifications et qui invitent les établissements de crédit concernés à prendre les mesures correctives requises. Les conclusions des vérifications sont portées à la connaissance du Président de la Commission Bancaire, du Président du Conseil d'Administration de l'établissement contrôlé ainsi que du Ministre chargé des Finances du pays d'implantation.

### **1.2.3. Contrôle des systèmes financiers décentralisés**

L'activité de microfinance, elle est régie par la loi uniforme portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et son décret d'application. Conformément à l'article 44 de cette loi, sept (7) SFD ont été contrôlés par la Commission Bancaire au titre de l'exercice 2014, contre neuf (9) en 2013. Il s'agit de deux (2) SFD au Bénin, d'un (1) en Côte d'Ivoire, deux (2) au Sénégal et deux (2) au Togo.

Les investigations réalisées au cours de l'exercice 2014 sont assorties de recommandations précises portant sur le renforcement des actions en matière de gouvernance, de gestion des risques, de contrôle, ainsi que de systèmes d'information et de gestion. La mise en œuvre de ces actions vise prioritairement à conforter la sécurité des dépôts collectés auprès du public et à permettre aux SFD de mieux maîtriser les différents risques auxquels ils sont exposés, de dégager une rentabilité satisfaisante pour contribuer à la consolidation de la stabilité du système financier, en rapport avec les exigences prudentielles.

### **1.2.4. Autres activités**

Dans le cadre de la préparation de la 7<sup>e</sup> session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), le Secrétariat Général a participé aux travaux du Groupe d'Experts. Les travaux ont notamment porté sur la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier de l'Union. Cette session a également été marquée par la présentation de la cartographie des risques du système bancaire de l'UMOA.

S'agissant de la concertation avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé, au cours de l'année 2014, vingt-sept (27) audiences à des dirigeants des établissements de crédit, holdings et groupes bancaires ainsi qu'à des institutions financières internationales et autres institutions sous-régionales. Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels les établissements de crédit sont exposés, leur environnement et leurs perspectives d'activités. En outre, le Secrétariat Général a pris part aux rencontres semestrielles entre la BCEAO et la Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UMOA (FAPBEF).

L'Autorité de contrôle a également participé à plusieurs rencontres régionales et internationales dans le cadre de la dynamisation des actions visant le renforcement de la coopération en matière de supervision bancaire, en vue de la stabilité du système financier.

## ENCADRE N° 4 : Aperçu sur le Fonds de Stabilité Financière (FSF)

Le Fonds de Stabilité Financière (FSF) a été créé par la Décision du Conseil des Ministres de l'UMOA du 10 mai 2012. Il a pour objet de prévenir le défaut de paiement des Etats au titre de leurs engagements sur les marchés financiers.

Ses interventions sont déclenchées par la survenance d'un choc dans un Etat membre de l'Union et l'accroissement subséquent du risque de défaut de l'Etat concerné.

L'assistance financière du Fonds consiste exclusivement en la prise en charge du service de la dette publique émise sous la forme de bons ou d'obligations, sur le marché régional ou international. L'intervention du Fonds est limitée aux engagements à court terme. Le remboursement des sommes mises à disposition est effectuée sur une durée de cinq (5) ans.

Les Etats bénéficiaires des ressources du FSF doivent se soumettre à une obligation de transparence singulièrement en ce qui concerne les données relatives à l'évolution des finances publiques et de la situation macroéconomique.

Les ressources du fonds proviennent des Etats membres de l'Union, des institutions communautaires (BCEAO, BOAD et Commission de l'UEMOA), des partenaires au développement, des sommes résultant d'opérations du Fonds et de toutes autres ressources obtenues par le Fonds. La dotation initiale du FSF sera constituée par la BCEAO.

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a donné mandat au Gouverneur de la BCEAO pour préciser les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds. A cet effet, l'Administrateur délégué du Fonds a été nommé par Décision n°034-01-2014 du 24 janvier 2014 du Gouverneur. Sous l'Autorité du Gouverneur, l'Administrateur délégué a pour mission de préparer l'institution des organes de gouvernance du Fonds ainsi que les textes organiques appropriés (Statuts, Règles d'intervention, Politique de gestion financière et politique de gestion des risques, etc.).

## 2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos à fin décembre 2014, la situation prudentielle du système bancaire de l'Union concerne quatre-vingt-seize (96) banques et dix (10) établissements financiers, à l'exclusion des succursales.

### 2.1. Situation prudentielle des banques

#### 2.1.1. Normes de solvabilité

##### ▪ Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base (FPB)

Cette norme exige des établissements de crédit de l'Union qu'ils détiennent à tout moment des fonds propres de base au moins égaux au capital minimum légal de 5 Mds ou au montant fixé dans la décision d'agrément. Sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014, soixante-dix-huit (78) banques sont conformes, contre quatre-vingt et un (81) en 2013.

Le déficit en fonds propres des dix-huit (18) banques non conformes est ressorti à 156 Mds à fin 2014. Ces besoins concernaient principalement des établissements de crédit en activité au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo, qui représentent 5,4% des actifs et 6,2% des risques pondérés.

##### ▪ Fonds propres effectifs (FPE) et ratio de couverture des risques

Au 31 décembre 2014, les fonds propres effectifs sont ressortis à 1.555 Mds, en progression de 49 Mds (+2,9%) par rapport au 31 décembre 2013. A la même date, les risques pondérés ont augmenté de 1.039 Mds (+9,2%), en relation avec la hausse des crédits accordés à la clientèle. Cette tendance est relevée principalement au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

**TABLEAU N° 9 :**

**Répartition des banques selon le niveau du ratio de couverture des risques**

Tranches	Nombre de banques	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
<8%	9	3,8%	4,3%
≥8%	87	96,2%	95,7%
<b>TOTAL</b>	<b>96</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

*Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire*

En liaison avec une augmentation des risques pondérés plus importante que celle des fonds propres effectifs, le ratio moyen de couverture des risques (principal ratio de solvabilité) des banques a baissé de 0,2 point de pourcentage en glissement annuel, pour ressortir à 12,6% à fin décembre 2014, contre 12,8% au 31 décembre 2013. Par pays, ce ratio se présente comme suit :

**TABLEAU N° 10 :**

**Ratio moyen de couverture des risques par pays**

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée -Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
9,0%	11,4%	10,0%	25,8%	14,2%	16,2%	17,0%	14,0%	12,6%

*Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire*

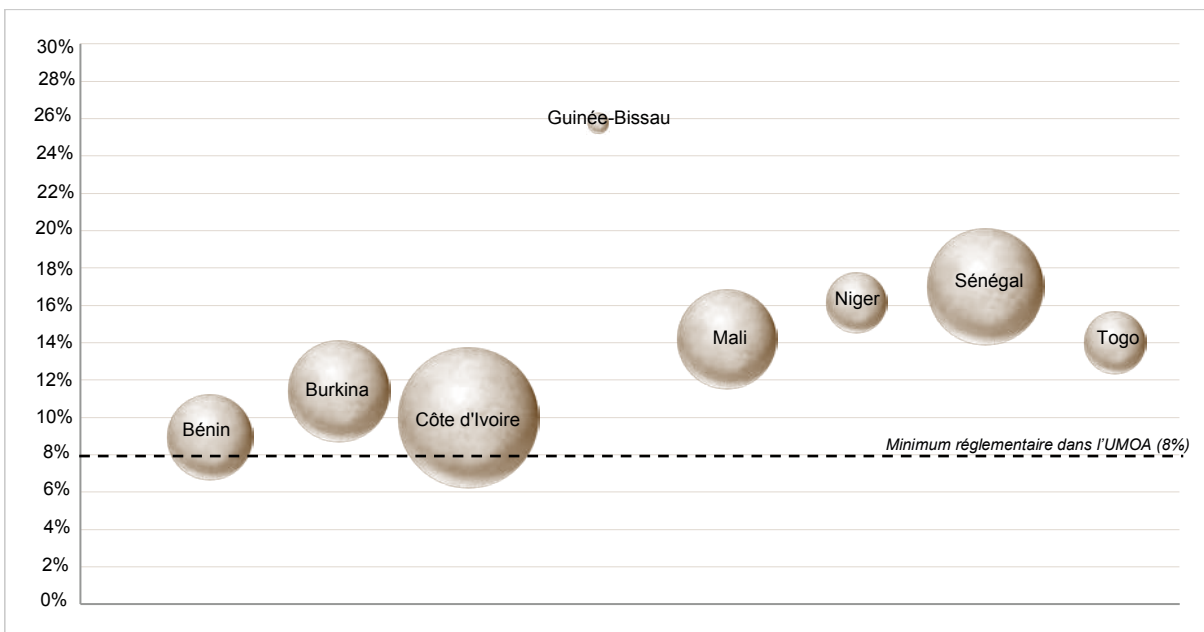
A l'instar de l'année 2013, quatre-vingt-sept (87) banques respectaient la principale norme de solvabilité. Ces banques représentent 95,3% des actifs bancaires et 95,0% des risques pondérés.

#### ▪ Limitation des immobilisations et participations

Quatre-vingt-treize (93) banques représentant 94,8% des actifs et 95,1% des risques pondérés étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant leurs immobilisations et participations au niveau de leurs fonds propres effectifs. Cette norme était respectée par quatre-vingt-huit (88) banques au 31 décembre 2013.

### GRAPHIQUE N° 15 :

#### Ratio de solvabilité par pays en fonction des risques pondérés



La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

### 2.1.2. Autres normes prudentielles

#### ▪ Ratio de division des risques (limitation du volume global des risques individuels)

Le dispositif prudentiel fait obligation aux établissements de crédit de limiter à huit (8) fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres.

Le nombre de banques respectant cette norme est ressorti à quatre-vingt-quinze (95) à fin décembre 2014 contre quatre-vingt-neuf (89) à fin décembre 2013. Ces établissements concentrent 98,8% des actifs bancaires et 98,6% des risques pondérés.

#### ▪ Norme de limitation des concours aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Quatre-vingt-douze (92) banques représentant 87,2% des actifs et 86,8% des risques pondérés respectent la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs, contre quatre-vingt-quatre (84) banques à fin décembre 2013.



▪ **Ratio de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables**

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

A fin décembre 2014, quatre-vingt-quatre (84) banques représentant 92,9% des actifs et des risques se conforment à cette exigence, contre quarante-six (46) au 31 décembre 2013.

▪ **Coefficient de liquidité**

Destinée à prévenir les risques d'illiquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des banques des disponibilités suffisantes ou des emplois dont la durée résiduelle n'excède pas trois mois pour couvrir, à concurrence d'au moins 75%, leurs exigibilités de même maturité.

A fin décembre 2014, soixante-quatorze (74) banques représentant 82,1% des actifs et 82,5% des risques satisfont à cette exigence, contre soixante-onze (71) banques un an plus tôt.

▪ **Synthèse de la situation prudentielle des banques de l'UMOA au 31 décembre 2014**

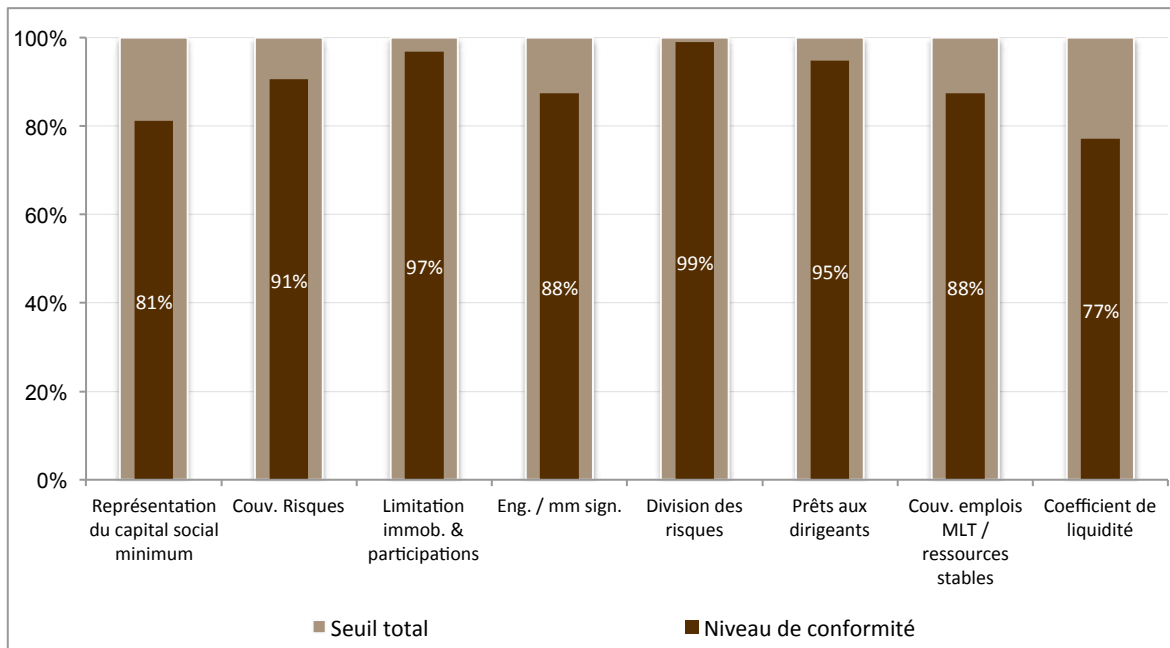
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les banques en activité dans l'Union.

**TABLEAU N° 11 :**

**Nombre de banques conformes au dispositif prudentiel**

Pays / Indicateurs	Représentation du capital social par les fonds propres de base	Norme de solvabilité (couverture des risques)	Limitation des immobilisations et participations	Prêts aux dirigeants	Division des risques	Coefficient de liquidité	Couverture emplois MLT par des ressources stables
Bénin (11)	9	9	10	10	11	10	9
Burkina (10)	8	9	9	10	10	7	10
Côte d'Ivoire (22)	16	20	22	20	22	16	19
Guinée-Bissau (3)	2	3	3	3	3	3	3
Mali (13)	11	13	12	13	13	12	11
Niger (9)	8	7	9	9	8	7	7
Sénégal (18)	17	18	18	16	18	12	17
Togo (10)	7	8	10	10	10	7	8
<b>Total : 96</b>	<b>78</b>	<b>87</b>	<b>93</b>	<b>92</b>	<b>95</b>	<b>74</b>	<b>84</b>

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

**GRAPHIQUE N° 16 :****Niveau de conformité des banques au dispositif prudentiel**

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

## 2.2. Situation prudentielle des établissements financiers

Les établissements financiers assujettis au dispositif prudentiel en vigueur sont au nombre de dix (10). Leur conformité vis-à-vis dudit dispositif est résumée comme suit :

- six (6) établissements respectent la norme de représentation du capital social minimum par les fonds propres de base ;
- la totalité des dix (10) satisfait à la norme de couverture des risques, à celle de division des risques ainsi qu'à celle de couverture des emplois à moyen et longs terme par des ressources stables ;
- neuf (9) établissements respectent les autres normes : la norme de limitation des immobilisations et participations, la limitation des prêts aux dirigeants et la limitation des engagements sur une même signature.

Il convient de préciser que :

- la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel n'est pas applicable aux établissements spécialisés dans les opérations de garantie (2) ;
- aucun établissement n'est assujéti au coefficient de liquidité, à l'exception de SAFCA Alios Finance, qui le respecte. En effet, ce ratio s'applique uniquement aux établissements financiers à caractère bancaire qui reçoivent des fonds du public.

TABLEAU N° 12 :

## Nombre d'établissements financiers conformes au dispositif prudentiel

Pays / Indicateurs	Représentation du capital social par les fonds propres de base	Norme de solvabilité (couverture des risques)	Limitation des immobilisations et participations	Prêts aux dirigeants	Division des risques	Coefficient de liquidité	Couverture emplois MLT par des ressources stables
Bénin (0)	-	-	-	-	-	-	-
Burkina (3)	1	3	3	3	3	3	3
Côte d'Ivoire (1)	1	1	1	1	1	1	1
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-
Mali (2)	2	2	2	2	2	1	2
Niger (1)	0	1	1	1	1	0	1
Sénégal (1)	0	1	0	1	1	1	1
Togo (2)	2	2	2	1	2	2	2
<b>UMOA (10)</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>10</b>

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

### 3. ACTES ET MESURES

Au cours de l'année 2014, la Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions :

- le 24 mars 2014 à Abidjan ;
- le 23 juin 2014 à Dakar ;
- le 29 septembre 2014 à Abidjan ;
- le 12 décembre 2014 à Abidjan.

Le quorum des deux tiers des membres requis par l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 7 du Règlement Intérieur de la Commission Bancaire, pour la validité des délibérations, a été respecté.

Aucun changement n'a été enregistré dans la composition de la Commission Bancaire durant l'année 2014, tant en ce qui concerne le collège des membres désignés par les Etats que celui des membres nommés par le Conseil des Ministres.

#### 3.1. Mesures administratives

En application des dispositions de l'article 27 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné neuf (9) injonctions pendant l'exercice 2014, contre cinq (5) en 2013. Ces injonctions ont été adressées à des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés installés respectivement au Bénin (1), au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (1) au Mali (2), au Niger (1), au Sénégal (2) et au Togo (1), à l'effet notamment, dans des délais déterminés, de :

- corriger les dysfonctionnements relevés dans la gouvernance ;
- veiller au respect intégral des normes prudentielles ;

- prendre des mesures utiles visant le recouvrement des créances compromises et l'amélioration de la qualité du portefeuille ;
- surseoir à toute distribution de dividendes, jusqu'à nouvel ordre ;
- mettre en œuvre les recommandations de l'Autorité de contrôle et assurer son information régulière et adéquate.

La Commission Bancaire a également levé la mesure de surveillance rapprochée d'un (1) établissement de crédit installé au Togo, au regard de la mise en œuvre satisfaisante de ses recommandations.

La Commission Bancaire a convoqué en audition simple à sa session de mars 2014, une banque installée au Sénégal, au regard de la mise en œuvre insuffisante des recommandations issues de la vérification de l'établissement.

### **3.2. Sanctions disciplinaires**

En vertu des dispositions des articles 28 et 30 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a pris les sanctions disciplinaires suivantes, après audition des dirigeants des établissements de crédit concernés :

- un (1) avertissement à une banque installée au Bénin, au regard de la détérioration de la situation de l'établissement caractérisée notamment par la mise en œuvre non-satisfaisante des recommandations issues de la vérification de la Commission Bancaire ;
- six (6) blâmes à trois (3) banques installées respectivement au Mali, au Niger et au Togo et à deux (2) établissements de microfinance de Côte d'Ivoire et du Togo, ainsi qu'au dirigeant d'un système financier décentralisé de Côte d'Ivoire. Ces décisions ont été prises en raison :
  - des nombreuses insuffisances relevées dans la gouvernance, la gestion des risques et autres actifs et d'actes de mauvaise gestion ;
  - de l'absence de mise en œuvre intégrale des termes de la surveillance rapprochée et des résultats très insuffisants de la gestion d'une banque sous administration provisoire ;
  - du non-respect généralisé de toutes les normes prudentielles ainsi que de l'insuffisance des actions correctives ;
  - du défaut de mise en œuvre des recommandations et injonctions de la Commission Bancaire, à l'issue d'une vérification ;
- trois (3) démissions d'office concernant :
  - l'Administrateur Provisoire d'une banque installée au Togo, eu égard à des actes de mauvaise gestion engageant directement sa responsabilité personnelle et accomplis dans des conditions contrevenant gravement aux règles de gouvernance prescrites par la Circulaire n° 005-2011/CB/C du 4 janvier 2011 de la Commission Bancaire relative à la gouvernance des établissements de crédit de l'UMOA ainsi qu'aux bonnes pratiques pour une saine gestion des risques ;
  - le Directeur Général d'un système financier décentralisé du Togo, en raison d'actes irréguliers de gestion relatifs à l'attribution d'importants bonus, primes et gratifications non prévus par la politique de rémunération de l'établissement ainsi que de fausses déclarations de diplômes faites aux Autorités nationales et de contrôle entachant son honorabilité ;

- le Président du conseil d'Administration d'une institution de microfinance installée en Côte d'Ivoire, aux motifs d'actes irréguliers commis, afférents notamment à l'utilisation des ressources de l'institution à son profit personnel et l'encaissement de chèques libellés au nom de l'établissement dans son compte d'épargne ;
- un retrait d'agrément d'une (1) banque en Côte d'Ivoire, au regard notamment de la persistance des manquements graves à la réglementation bancaire et de l'absence de perspectives de redressement.

Les mesures de démission d'office emportent pour les personnes concernées, l'interdiction d'exercer les fonctions de direction, d'administration ou de gérance d'établissements de crédit et de systèmes financiers décentralisés de l'UMOA, en application des dispositions de l'article 31 de la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés et celles des articles 26 et 66 de la loi portant réglementation bancaire.

### **3.3. Avis aux Ministres chargés des Finances**

#### **3.3.1. Avis simples**

##### **▪ Prorogation de la durée d'administration provisoire**

La Commission Bancaire a donné six (6) avis favorables à des demandes de prorogation de la durée de l'administration provisoire de cinq (5) banques :

- une banque installée au Bénin, pour une période de six (6) mois, à l'effet notamment de permettre aux Autorités nationales de finaliser le processus de reprise de l'établissement dans des conditions conformes à la réglementation bancaire ;
- une banque installée en Côte d'Ivoire, pour deux périodes successives de six (6) mois, en vue notamment de permettre à l'Administrateur Provisoire de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de sa mission ;
- une banque installée au Niger, jusqu'au 31 mars 2014, à l'effet de permettre à tous les acteurs concernés de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de sa mission ;
- deux (2) banques installées au Togo, jusqu'au 31 décembre 2014, pour permettre aux Administrateurs provisoires de finaliser, en relation avec les Autorités nationales l'ensemble des diligences résiduelles ressortant des termes de référence de leurs missions.

##### **▪ Remplacement d'Administrateur Provisoire**

La Commission Bancaire a émis un (1) avis favorable pour le remplacement de l'Administrateur provisoire d'une banque installée en Côte d'Ivoire, à titre de régularisation, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la loi-cadre portant réglementation bancaire.

##### **▪ Levée d'Administration provisoire**

La Commission Bancaire a émis un (1) avis favorable pour la levée de l'administration provisoire d'une banque installée au Niger, au regard des mesures prises pour mettre fin à la crise de gouvernance, notamment la clarification de l'actionnariat, la réalisation d'un audit financier, la nomination de nouveaux administrateurs et d'un nouveau Directeur général satisfaisant aux critères de compétence et d'honorabilité requis par la réglementation bancaire.

### ▪ Classification des établissements financiers à caractère bancaire

La Commission Bancaire a pris six (6) décisions relatives à la classification des établissements financiers à caractère bancaire installés dans les Etats membres de l'UMOA, en application des dispositions des articles 4, 32 et 47 de la loi-cadre portant réglementation bancaire.

#### 3.3.2. Avis conformes

### ▪ Dérogation à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non- ressortissants des Etats membres

Au cours de la période sous-revue, la Commission Bancaire a rendu les avis suivants, après examen des demandes de dérogation aux dispositions de l'article 25 de la loi bancaire, introduites par les établissements de crédit en faveur de personnes non-ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des postes de direction ou d'administration :

- trente-huit (38) avis conformes favorables, contre quarante-neuf (49) en 2013, concernant vingt-neuf (29) postes d'administrateurs et neuf (9) postes de dirigeants ;
- cinq (5) avis conformes défavorables concernant un (1) poste d'administrateur et quatre (4) postes de dirigeants.

Le détail de ces mesures figure dans le tableau suivant :

**TABLEAU N° 13 :**

#### Avis conformes relatifs à des dérogations à la condition de nationalité

Pays	Nombre d'avis conformes favorables		Nombre d'avis conformes défavorables	
	Administrateurs	Dirigeants	Administrateurs	Dirigeants
Benin	11 <sup>(*)</sup>	1 <sup>(*)</sup>	1	2
Burkina	2	-	-	-
Cote d'Ivoire	3	4	-	-
Guinée-Bissau	-	-	-	1
Mali	4	-	-	-
Niger	1	-	-	1
Sénégal	5	1	-	-
Togo	3	2	-	-
<b>UMOA</b>	<b>29</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>4</b>

(\*) Décision en faveur d'une personne pressentie aux fonctions d'administrateur et de dirigeant

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

### ▪ Modification de la structure de l'actionariat

En application des dispositions des articles 31 et 41 de la loi bancaire, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2014, des avis conformes favorables pour la modification de la structure de l'actionariat d'établissements de crédit installés au Bénin (Banque Atlantique Bénin), au Burkina (Coris Bank International, Banque de l'Habitat du Burkina Faso et Banque Atlantique Burkina Faso), en Côte d'Ivoire (Banque Atlantique Côte d'Ivoire), au Mali (Banque Atlantique Mali), au Niger (Banque Atlantique Niger), au Sénégal (International Commercial Bank-Sénégal, Banque Islamique du Sénégal et Banque Atlantique Sénégal) et au Togo (Banque Atlantique Togo).

## ▪ Agréments

En 2014, la Commission Bancaire a donné trois (3) avis conformes favorables à des demandes d'agrément introduites par :

- la société anonyme dénommée CCEI BANK BENIN pour l'exercice des activités de banque sur le territoire de la République du Bénin ;
- la société anonyme dénommée Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce (BAIC), pour l'exercice, sur le territoire de la République du Bénin, des activités de banque ;
- la société anonyme dénommée BGFIBank Sénégal, pour l'exercice des activités de banque sur le territoire de la République du Sénégal.

## **3.4. Autres mesures**

### **3.4.1. Autorisation d'installation selon la procédure de déclaration d'intention**

Sur la base des dispositions de l'article 14 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné une suite favorable aux déclarations d'intention faites par les banques suivantes :

- la Banque Malienne de Solidarité (BMS) pour l'installation d'une succursale en Côte d'Ivoire ;
- Fidélis Finance-Burkina Faso pour l'installation d'une succursale en Côte d'Ivoire ;
- la Société Générale-Bénin pour l'ouverture d'une succursale au Togo.

### **3.4.2. Approbation de la désignation ou du renouvellement de mandats de commissaires aux comptes**

Au cours de l'année 2014, la Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de trente-deux (32) établissements de crédit et quatre (4) systèmes financiers décentralisés.

### **3.4.3. Levée de la mesure de surveillance rapprochée**

Au cours de sa session tenue le 29 septembre 2014, la Commission Bancaire a prononcé la levée de la mesure de surveillance rapprochée d'une (1) banque installée au Togo, eu égard à la mise en œuvre satisfaisante des recommandations formulées lors de la mise en place de la mesure.

### **3.4.4. Clôture de procédure disciplinaire**

Lors de sa session de septembre 2014, la Commission Bancaire a décidé de clôturer la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un ancien Directeur Général d'une banque au Bénin, eu égard à l'absence d'éléments probants permettant d'établir de manière certaine la responsabilité individuelle et exclusive du dirigeant dans la commission des manquements qui lui sont reprochés dans l'exercice de ses précédentes fonctions.

### **3.4.5. Restructuration d'une banque**

La Commission Bancaire a, lors de sa session tenue le 29 septembre 2014, pris une décision relative à la restructuration d'une banque installée au Bénin en demandant aux Autorités nationales de préciser le statut juridique de l'établissement qui a fait l'objet d'une décision de prise de contrôle temporaire par l'Etat.

## **ENCADRE N° 5 : Aperçu sur le Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA**

Le Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA, en abrégé "FGD-UMOA" a été créé par Décision n° 088-03-2014 du 21 mars 2014 du Gouverneur de la BCEAO, en application de la Décision du Conseil des Ministres N°CM/UMOA/017/08/2012, en date du 28 septembre 2012, autorisant la BCEAO à mettre en place un système de protection des dépôts des institutions financières dans l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). L'institution de ce système explicite de garantie des dépôts renforce le filet de sécurité existant du secteur bancaire et financier. Il vient compléter le dispositif de prêteur en dernier ressort et le cadre réglementaire d'exercice et de surveillance des établissements de crédit.

Le FGD-UMOA a pour objectifs de protéger les petits déposants contre la perte de leur épargne en cas de cessation de paiements d'un établissement de crédit ou d'un Système Financier Décentralisé adhérent, de participer à la préservation de la stabilité des secteurs bancaire et de la microfinance dans l'Union et de contribuer à la promotion de la culture financière au sein de l'UMOA.

Sont garantis, dans la limite du plafond fixé par le Conseil des Ministres, les dépôts libellés en francs CFA et détenus par des personnes physiques ou morales, à savoir : les dépôts à vue ou à terme, les comptes sur livret et plans d'épargne, le solde créditeur des comptes courants ou des comptes ordinaires, les dépôts de garantie lorsqu'ils deviennent exigibles, toute autre somme due à la clientèle au titre des opérations bancaires en cours au jour de l'arrêté des comptes.

Le Fonds est constitué d'un compartiment pour les établissements de crédit et d'un compartiment pour les systèmes financiers décentralisés. Les articles 65 de la loi portant réglementation bancaire et 69 de celle régissant les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) font obligation aux établissements de crédit et de microfinance agréés dans l'UMOA d'adhérer à un système de garantie des dépôts.

Les organes de gouvernance du Fonds sont constitués d'un Conseil d'Administration et d'une Direction. Le Conseil d'Administration, présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale ou son représentant, est composé de cinq (5) autres membres dont deux (2) représentants de la profession bancaire, un (1) de la profession des SFD et deux (2) des Etats de l'Union. Les ressources du Fonds sont constituées des contributions des adhérents, des produits de placement et, le cas échéant, des dons, subventions et emprunts ainsi que de toutes autres ressources compatibles avec l'objet du Fonds. Les statuts précisent davantage les objectifs du Fonds, ses missions, ses attributions, ses ressources, ses organes de gestion et ses mécanismes de fonctionnement.



## IV. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION



21<sup>e</sup> Conférence des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones (Dakar, 14-16 mai 2014)



## **1. ACTIONS DE COOPERATION**

Les dernières évolutions de l'environnement bancaire de la zone UMOA sont porteuses de défis nouveaux pour les Autorités de contrôle de l'Union en termes de supervision, en l'occurrence les risques portés par les groupes bancaires régionaux et transfrontaliers.

Pour répondre à ces défis, les Autorités monétaire et de contrôle de l'Union ont renforcé les actions de coopération avec les autres superviseurs, notamment par la mise en œuvre des conventions signées et la consolidation des relations avec les groupes régionaux et internationaux de superviseurs.

### **1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération**

Au cours de l'année 2014, les initiatives ci-après ont été prises dans le cadre de l'application des accords de coopération conclus par la Commission Bancaire de l'UMOA avec ses homologues :

- l'organisation de trois (3) conférences téléphoniques entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et Bank Al Maghrib, les 10 janvier, 11 avril et 10 octobre 2014. Ces entretiens ont porté sur les situations financières et prudentielles des filiales des groupes bancaires marocains dans l'UMOA et celles de leurs maisons-mères ;
- la visite de travail et d'amitié du Gouverneur de Bank Al-Maghrib auprès de la BCEAO, du 16 au 19 janvier 2014 à Dakar. Au cours de cette rencontre, les travaux ont porté notamment sur les modalités de révision de la convention de coopération signée le 29 mai 2009 entre la Commission Bancaire de l'UMOA et Bank Al-Maghrib, prenant en compte des dispositions en termes de résolution de crises des entités transfrontalières ;
- la 3<sup>e</sup> rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et la COBAC, tenue du 11 au 12 février 2014 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Lors de cette réunion, les deux délégations ont eu des échanges portant sur les évolutions de la réglementation et de la situation des groupes bancaires installés dans les deux juridictions, l'état de la supervision du secteur de la microfinance, le dispositif de reporting en matière de contrôles sur pièces et sur place. Sur chacun de ces sujets, les deux parties ont partagé leurs expériences respectives et échangé sur les moyens de renforcer leurs dispositifs réglementaires ainsi que les outils de contrôle aux fins d'une supervision bancaire efficace ;
- la visite du Gouverneur de la Banque Centrale de l'Afrique Centrale (BEAC) le 27 février 2014 à Dakar. Cette rencontre a eu lieu dans le cadre de la concertation annuelle entre la BEAC et la BCEAO. Elle a, entre autres, porté sur les modalités de révision du protocole d'accord de coopération entre les deux institutions, prenant en compte la résolution des crises bancaires ;
- l'accueil d'une mission d'étude de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) auprès du Secrétariat Général de la Commission Bancaire, du 14 au 15 mai 2014. Cette mission avait pour objectif l'échange d'expériences dans le cadre du projet d'automatisation des reportings du Plan Comptable Guinéen initié par la BCRG ;
- la participation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA au Collège des Superviseurs du groupe UBA, à l'invitation de la Banque Centrale du Nigéria, du 18 au 19 juin 2014 à Abuja ainsi qu'à la première réunion du collège des superviseurs du groupe Attijariwafa bank, à l'invitation de Bank Al-Maghrib, le 24 juin 2014 à Casablanca.

Par ailleurs, la Commission Bancaire de l'UMOA a signé deux (2) protocoles d'accord de coopération avec la Banque Centrale du Ghana d'une part et la Banque Centrale du Liberia d'autre part, respectivement les 11 août et 5 septembre 2014.

## ENCADRE N° 6 : Objectifs et modalités de fonctionnement des groupes de superviseurs bancaires

Dans le cadre multilatéral de coopération et de concertation entre le Comité de Bâle et les superviseurs bancaires, il a été institué des groupes de supervision bancaire. Ces Groupes constituent un cadre de concertation et d'échange en vue du renforcement de la coopération entre les membres pour le développement des règles relatives à la supervision bancaire, en s'appuyant notamment sur les travaux du Comité de Bâle.

La BCEAO, à travers le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, participe à deux (2) Groupes de superviseurs bancaires : le Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) et le Comité des Superviseurs des Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC).

Le GSBF a été mis en place à l'initiative des Gouverneurs des Banques Centrales Francophones lors de la réunion de la Conférence Internationale des Contrôleurs Bancaires à Madrid en 2004. Il regroupe actuellement vingt-trois (23) membres dont six (6) pays réunis au sein de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, huit (8) au sein de la Commission Bancaire de l'UMOA et neuf (9) Banques Centrales.

Le Comité des Superviseurs des Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC) a été créé à Accra (Ghana) en avril 1994. Il regroupe actuellement 23 membres dont 6 pays réunis au sein de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, 8 au sein de la Commission Bancaire de l'UMOA et 9 Banques Centrales.

La création de ces Groupes répond à la volonté du Comité de Bâle de développer la collaboration avec les groupes de superviseurs. Ils ont pour objectif de mieux prendre en compte les caractéristiques propres aux systèmes bancaires des États qui ne sont pas membres du Comité. De plus, ces Groupes favorisent la communication et le dialogue entre les superviseurs et le Comité de Bâle. Cette initiative permet en outre de renforcer les relations de travail et d'améliorer le processus de consultation entre les superviseurs qui ne sont pas membres du G10 et le Comité de Bâle. Enfin, les Groupes bénéficient du soutien de l'Institut pour la stabilité financière, organisme de formation rattaché à la Banque des Règlements Internationaux (BRI) susceptible d'assurer des formations en matière de supervision bancaire.

Le fonctionnement de chacun des groupes de superviseurs bancaires est régi par une charte spécifique. Leur programme de travail est basé sur l'examen des questions présentant un intérêt commun pour les superviseurs membres. Les contacts ainsi noués permettent aux membres des Groupes de prendre connaissance des différentes approches envisagées et de répondre à une crise ou à une difficulté, en cas de nécessité. Les discussions relatives aux réformes internationales, tels Bâle II, Bâle III ou le nouveau référentiel comptable, se trouvent également au cœur des travaux et ont pour objectif d'en faciliter la mise en œuvre. Les Groupes de superviseurs bancaires sont généralement structurés autour d'une Assemblée, d'une Présidence tournante et d'un Secrétariat.

Les assemblées sont chargées de réunir les membres du Groupe au moins une fois par an. Les réunions plénières du GSBF et du CSBAOC sont généralement suivies d'un séminaire de formation animé par l'Institut pour la Stabilité Financière (ISFI) de la BRI.

## **1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires**

Le développement des activités des groupes bancaires, notamment ceux ayant des activités transfrontalières, a mis en évidence l'impérieuse nécessité de renforcer les relations de coopération entre superviseurs et régulateurs.

A cet égard, la Commission Bancaire de l'UMOA prend de plus en plus une part active aux instances des groupes de superviseurs régionaux et internationaux pour une évaluation commune du profil de risque et la coordination des actions de surveillance des institutions financières transfrontalières. Elle a ainsi pris part aux rencontres ci-après :

- la réunion de haut niveau du Groupe de Travail sur le Programme d'Activités et le Budget détaillé de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA), tenue du 20 au 22 janvier 2014 à Maurice ;
- la rencontre du groupe de travail restreint du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) en vue de la validation du rapport portant sur la surveillance des groupes bancaires transfrontaliers, tenue le 18 mars 2014 à Abidjan. A cette occasion, le projet de rapport a été analysé et des observations et recommandations ont été faites par les participants ;
- les 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> réunions du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO), tenues respectivement du 23 au 26 avril 2014 à Akosombo au Ghana et du 14 au 18 juillet 2014 à Abuja (Nigeria). Ces rencontres ont permis de faciliter le partage des informations entre superviseurs d'accueil et d'origine des groupes bancaires régionaux (notamment ETI et UBA) en termes de surveillance et de résolution d'éventuelles crises. Ces cadres de concertation ont également permis à la Commission Bancaire de l'UMOA d'échanger sur les évolutions en matière de supervision bancaire dans la ZMAO, d'approfondir les contacts entre responsables de la supervision et de finaliser des protocoles d'accord de coopération avec des membres du Collège. La première rencontre a été suivie d'un séminaire de haut niveau sur la supervision des sociétés de participation.

## **1.3. Relations avec les autres organes de contrôle, organisations sous-régionales et institutions financières internationales**

Au-delà des actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération et de la participation aux activités des groupes de superviseurs, la Commission Bancaire de l'UMOA a également été associée aux séances de travail et rencontres suivantes :

- les Consultations régionales au titre de l'article IV des statuts du FMI avec la BCEAO, le 17 janvier 2014 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la zone Franc (CLAB), le 20 février 2014 à Yaoundé (Cameroun) ;
- la réunion des Ministres des Finances de la Zone Franc, les 3 et 4 avril 2014 à Malabo et les 2 et 3 octobre 2014 à Paris (France) ;
- la séance de travail avec une mission exploratoire de la Banque Mondiale en faveur du secteur financier de la Côte d'Ivoire, le 3 avril 2014 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- les Réunions de Printemps et les Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale et du FMI, respectivement, du 10 au 13 avril et du 7 au 12 octobre 2014 à Washington DC (Etats-Unis) ;
- les rencontres semestrielles de l'année 2014 de la BCEAO avec les Présidents des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de l'UMOA, respectivement les 8 mai et 5 décembre 2014 à Dakar (Sénégal) ;

- la 21<sup>e</sup> Conférence des Gouverneurs des Banques Centrales des pays Francophones, tenue du 14 au 16 mai 2014 à Dakar (Sénégal) ;
- les réunions annuelles (Réunion du Comité Technique, réunion du Bureau, Symposium des Gouverneurs et réunion du Conseil des Gouverneurs) de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), tenues à Malabo (Guinée-Equatoriale) du 25 au 29 août 2014.
- la rencontre avec le Département Monétaire et des Marchés de Capitaux et le Département Afrique du FMI sur les activités bancaires transfrontalières en Afrique et notamment dans l'UMOA, le 3 septembre 2014 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la 22<sup>e</sup> Réunion Plénière de la Commission Technique du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), du 10 au 14 novembre 2014 à Dakar (Sénégal) ;
- la Mission d'assistance technique de la Banque Mondiale et du FMI en vue d'apprécier l'évolution du secteur financier ivoirien, le 9 décembre 2014 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

## **2. ACTIONS DE FORMATION**

A l'instar de l'année précédente, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a poursuivi ses actions de renforcement des capacités des agents, conformément au plan stratégique 2011-2015 de la BCEAO.

Des formations, en rapport avec la supervision bancaire, ont notamment été organisées en collaboration avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI (AFRITAC de l'Ouest) à Abidjan. Ces actions de formation ont porté sur les modules suivants :

- « outils du contrôle sur pièces et sur place en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le contexte de l'UMOA », du 27 au 31 janvier 2014 ;
- « contrôle des systèmes d'information des banques », du 3 au 4 février 2014 ;
- « définition d'un cadre de mise en œuvre des stress tests : atelier de travail portant sur les stress tests », du 18 au 21 février 2014 ;
- « supervision basée sur les risques », du 24 au 28 février 2014.

Par ailleurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part à des formations et séminaires organisés par des institutions régionales et internationales, notamment :

- le séminaire régional portant sur la microfinance islamique, organisé par l'Institut Islamique de Formation et de Recherche (IRTI), basé à Dakar, du 20 au 22 janvier 2014 à Dakar (Sénégal) ;
- l'atelier de formation portant sur le thème « Pilier II et évaluation des profils de risques des banques », organisé par l'Institut Bancaire Financier International (IBFI), en collaboration avec le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etude Bancaires (COFEB), tenu du 3 au 6 février 2014 à Paris (France) ;
- l'atelier de formation sur l'application informatique dénommée « Solution Informatique Centralisée de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (SICS-SFD) », qui s'est déroulé du 2 au 18 juin 2014 au siège de la BCEAO à Dakar (Sénégal) ;
- le séminaire portant sur l'intensité et l'efficacité de la supervision bancaire, organisé par le Comité de Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC), du 3 au 6 juin 2014 à Kinshasa (République Démocratique du Congo) ;

- le séminaire de formation portant sur le thème « les indicateurs de solidité financière (ISF) », organisé par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etude Bancaires (COFEB), en collaboration avec le Partenariat Multilatéral pour l'Afrique du 16 au 20 juin 2014 à Tunis (Tunisie) ;
- l'atelier de formation des formateurs sur le guide et le programme-type de travail de l'inspecteur des SFD de l'UMOA, qui s'est tenu du 23 au 27 juin 2014 au siège de la BCEAO à Dakar (Sénégal) ;
- le séminaire de formation sur la supervision des Institutions financières, organisé par la Réserve Fédérale de New York, du 30 septembre au 3 octobre 2014 à New York (Etats-Unis) ;
- le séminaire portant sur « Accord de Bâle II et Bâle III », organisé par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), en collaboration avec l'IBFI du 10 au 14 novembre 2014 à Dakar (Sénégal) ;
- la formation sur les normes comptables internationales et d'information financière (IAS/IFRS), organisée par la Direction de la Stabilité Financière, en collaboration avec le COFEB du 8 au 10 décembre 2014 à Dakar (Sénégal).





# ANNEXES



# LISTE DES ANNEXES

I - Liste des établissements de crédit et données agrégées de l'UMOA

II - Liste des établissements de crédit et données agrégées par pays



# ANNEXE I : UMOA

**I.1** - Liste des établissements de crédit

**I.2** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2014  
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (\*)**

**BANQUES (108)***(En millions de FCFA)*

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	1 019 981	1	843 597	1	612 149	1
Côte d'Ivoire	BACI	907 320	2	546 062	4	375 105	6
Côte d'Ivoire	ECOBANK	823 661	3	641 640	2	437 759	3
Bénin	BOA-BENIN	773 207	4	481 066	6	263 355	15
Sénégal	CBAO	738 742	5	554 038	3	455 629	2
Sénégal	SGBS	682 955	6	511 623	5	422 999	5
Côte d'Ivoire	BIAO-CI	628 121	7	478 664	7	433 705	4
Burkina	ECOBANK	605 608	8	429 069	9	356 495	8
Sénégal	ECOBANK	569 602	9	419 905	10	306 211	13
Mali	BDM	553 121	10	355 704	13	226 355	18
Bénin	ECOBANK	544 192	11	373 448	12	313 329	12
Burkina	CBI	535 140	12	313 869	16	332 294	11
Côte d'Ivoire	BICICI	515 164	13	447 130	8	343 388	10
Bénin	DIAMOND BANK	514 033	14	254 543	24	188 279	25
Mali	BOA-MALI	501 938	15	259 498	21	227 010	17
Côte d'Ivoire	SIB	500 775	16	408 892	11	365 110	7
Burkina	BOA-BURKINA	497 141	17	325 971	15	344 500	9
Côte d'Ivoire	BOA-CI	493 079	18	277 072	19	204 083	22
Côte d'Ivoire	BNI	459 667	19	354 798	14	249 404	16
Mali	ECOBANK	439 306	20	262 698	20	184 179	27
Togo	ORABANK	419 290	21	256 364	22	279 157	14
Sénégal	BICIS	377 733	22	302 428	17	224 147	19
Togo	ECOBANK	355 884	23	255 886	23	182 758	28
Mali	BIM	346 083	24	296 383	18	145 886	33
Mali	BNDA	342 531	25	200 538	26	185 293	26
Burkina	UBA	330 550	26	207 198	25	102 101	43
Burkina	BA-BURKINA	326 818	27	175 316	30	215 731	20
Burkina	SGBB	322 032	28	169 078	31	201 990	23
Sénégal	BOA-SENEGAL	285 566	29	147 568	36	173 234	29
Sénégal	BHS	270 111	30	195 534	27	199 050	24
Sénégal	BA-SENEGAL	269 279	31	145 634	37	166 321	30
Mali	BMS	268 427	32	180 450	28	140 634	35
Mali	BA-MALI	255 630	33	144 689	38	151 560	32
Sénégal	BRM	254 033	34	87 343	53	110 955	41
Togo	UTB	245 567	35	179 987	29	155 088	31
Niger	ECOBANK	245 333	36	155 794	34	109 711	42
Niger	SONIBANK	237 389	37	157 776	33	133 080	37
Sénégal	CNCAS	235 840	38	158 712	32	206 177	21
Niger	BOA-NIGER	232 932	39	126 325	43	142 263	34
Bénin	ORABANK	229 077	40	141 568	39	110 987	40
Bénin	BA-BENIN	214 900	41	133 087	41	124 025	39
Bénin	SGB	211 962	42	141 384	40	138 292	36
Burkina	BICIA-B	190 701	43	155 786	35	125 590	38
Sénégal	BIS	167 286	44	125 648	45	101 993	44
Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	163 951	45	129 568	42	92 154	46
Togo	DIAMOND BANK, Succ	160 431	46	81 967	56	41 079	71
Niger	BIA-NIGER	151 880	47	125 801	44	66 373	51
Togo	BA-TOGO	147 887	48	83 320	54	74 227	49
Sénégal	CDS	139 694	49	114 103	48	93 653	45
Côte d'Ivoire	SCB-CI	138 470	50	95 464	52	55 733	56
Burkina	BCB	136 335	51	115 731	47	90 843	47
Sénégal	UBA-Sénégal	135 035	52	96 386	51	58 178	55
Bénin	UBA	134 095	53	103 229	50	37 304	74
Côte d'Ivoire	DIAMOND BANK, Succ	127 993	54	52 863	69	46 464	65
Côte d'Ivoire	BGFIBANK-CI	122 311	55	64 339	59	80 060	48
Sénégal	DIAMOND BANK, Succ	122 217	56	60 730	63	44 133	67
Burkina	BSIC-BURKINA	119 628	57	73 968	58	61 095	54
Côte d'Ivoire	UBA	116 833	58	59 774	64	38 976	72
Togo	BTCI	110 352	59	121 267	46	62 071	53
Côte d'Ivoire	CITIBANK-CI	107 020	60	82 821	55	31 116	79

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Bénin	BGFIBANK-Bénin	106 215	61	60 884	62	53 939	59
Niger	BA-NIGER	104 806	62	57 325	65	66 400	50
Côte d'Ivoire	CNCE	97 137	63	111 788	49	28 061	81
Mali	BICI-M	93 356	64	74 866	57	51 974	61
Mali	BSIC-MALI	93 312	65	38 236	78	63 580	52
Bénin	BSIC-BENIN	90 596	66	55 657	66	47 965	62
Mali	BCS	86 718	67	43 176	76	54 879	58
Mali	BHM	86 067	68	49 250	70	35 409	78
Côte d'Ivoire	BSIC-CI	83 747	69	54 403	67	53 290	60
Niger	BSIC-NIGER	83 486	70	45 363	72	46 575	64
Mali	BCI	78 961	71	62 830	60	55 158	57
Togo	BIA-TOGO	76 119	72	53 995	68	47 474	63
Sénégal	BSIC-SENEGAL	74 000	73	31 931	81	43 838	68
Côte d'Ivoire	CORIS BANK INTERNATIONAL CI	71 753	74	44 087	75	43 670	69
Côte d'Ivoire	BHCI	69 868	75	62 123	61	37 196	75
Sénégal	CITIBANK-SENEGAL	68 977	76	42 044	77	25 615	86
Burkina	BHBF	58 448	77	35 515	80	46 225	66
Côte d'Ivoire	ORABANK CI	58 233	78	28 392	83	35 694	76
Sénégal	BNDE	57 415	79	11 073	102	23 747	91
Guinée-Bissau	BAO	50 468	80	44 829	74	26 246	85
Togo	BSIC-TOGO	49 924	81	27 900	85	35 669	77
Togo	BPEC	49 385	82	45 201	73	38 498	73
Côte d'Ivoire	VERSUS BANK	48 770	83	48 177	71	41 095	70
Guinée-Bissau	ECOBANK	48 131	84	29 117	82	26 748	82
Niger	BIN	43 957	85	28 120	84	28 957	80
Mali	ORABANK, Succ du Mali	39 008	86	25 947	87	26 364	84
Sénégal	CREDIT INTERNATIONAL	38 904	87	23 775	89	18 406	94
Sénégal	BIMAO	35 059	88	20 072	91	26 701	83
Burkina	ORABANK, Succ du Burkina	34 593	89	27 795	86	23 270	93
Niger	BAGRI	34 439	90	18 548	93	25 101	87
Bénin	BIBE	33 949	91	35 967	79	23 783	90
Burkina	CBAO, Succ du Burkina	33 577	92	12 247	100	24 362	88
Sénégal	ORABANK, Succ du Sénégal	31 554	93	24 885	88	23 954	89
Bénin	BHB	30 556	94	22 310	90	23 521	92
Guinée-Bissau	ORABANK, Succ de la GB	30 055	95	19 988	92	8 216	101
Guinée-Bissau	BDU	28 699	96	13 996	96	10 208	99
Togo	BOA-TOGO	27 675	97	12 806	99	11 876	97
Sénégal	ICBS	27 470	98	13 707	97	8 159	102
Mali	CBI Mali	24 636	99	15 629	95	16 843	96
Côte d'Ivoire	CIBCI	20 444	100	16 764	94	17 591	95
Côte d'Ivoire	AFRILAND FIRST BANK CI	19 041	101	12 016	101	4 711	104
Côte d'Ivoire	GTB	15 511	102	7 448	105	2 112	107
Bénin	ORABANK, Succ du Bénin	13 966	103	13 678	98	11 659	98
Niger	BCN	13 394	104	10 565	103	2 789	105
Niger	ORABANK, Succ du Niger	12 063	105	9 553	104	8 353	100
Togo	SIAB	8 654	106	5 430	106	5 613	103
Niger	CBAO, Succ du Niger	8 130	107	3 431	108	661	108
Togo	ORABANK, Succ du Togo	5 682	108	4 949	107	2 674	106
<b>Total</b>		<b>23 468 747</b>		<b>15 798 882</b>		<b>12 825 649</b>	

(\*) : Données provisoires



**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2014  
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (\*)**

**ETABLISSEMENTS FINANCIERS (13)**

*(En millions de FCFA)*

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	CRRH-UEMOA	76 523	1	60 447	1	0	-
Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	57 025	2	15 672	2	30 023	1
Togo	GARI	32 331	3	0	-	445	8
Sénégal	LOCAFRIQUE	28 120	4	1 142	6	14 690	2
Mali	FGSP	15 008	5	0	-	0	-
Sénégal	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	13 159	6	1 144	5	11 284	3
Burkina	FIDELIS FINANCE	12 581	7	1 615	4	9 611	4
Burkina	SOBCA	8 682	8	5 171	3	3 511	7
Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	6 767	9	871	7	5 529	5
Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	4 914	10	102	9	4 303	6
Niger	SAHFI	3 974	11	3	10	0	-
Burkina	SOFIGIB	3 568	12	366	8	0	-
Mali	FGHM	2 849	13	0	-	128	9
<b>Total</b>		<b>265 501</b>		<b>86 533</b>		<b>79 524</b>	

(\*) : Données provisoires

<b>B I L A N S</b>	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>3 305 484</b>	<b>3 518 254</b>	<b>3 971 513</b>	<b>6,4%</b>	<b>12,9%</b>
- Caisse	459 886	545 082	602 407	18,5%	10,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 937 650	1 989 140	2 472 385	2,7%	24,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	313 600	270 557	247 503	-13,7%	-8,5%
- Comptes de prêts	582 820	700 246	636 735	20,1%	-9,1%
- Valeurs non imputées	46	711	198	1445,7%	-72,2%
- Créances rattachées	5 097	7 377	7 740	44,7%	4,9%
- Créances en souffrance (provisions)	6 385 4 392	5 141 4 264	4 546 1 309	-19,5% -2,9%	-11,6% -69,3%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>9 329 545</b>	<b>11 018 315</b>	<b>12 780 428</b>	<b>18,1%</b>	<b>16,0%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	347 643	415 293	459 370	19,5%	10,6%
. Crédits de campagne	868	420	1 205	-51,6%	186,9%
. Crédits ordinaires	346 775	414 873	458 165	19,6%	10,4%
- Autres crédits à court terme	2 649 426	3 322 256	3 874 500	25,4%	16,6%
. Crédits de campagne	295 212	366 207	491 520	24,0%	34,2%
. Crédits ordinaires	2 354 214	2 956 049	3 382 980	25,6%	14,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 899 461	1 906 562	2 176 001	0,4%	14,1%
- Crédits à moyen terme	3 335 976	3 982 195	4 837 842	19,4%	21,5%
- Crédits à long terme	342 591	510 710	479 543	49,1%	-6,1%
- Affacturage	21 786	25 627	26 738	17,6%	4,3%
- Valeurs non imputées	17 212	14 823	18 945	-13,9%	27,8%
- Créances rattachées	85 590	93 057	121 244	8,7%	30,3%
- Créances en souffrance	629 860	747 792	786 245	18,7%	5,1%
. Impayées ou immobilisées (provisions)	355 609 50 765	391 538 54 405	414 888 77 995	10,1% 7,2%	6,0% 43,4%
. Douteuses ou litigieuses (provisions)	262 205 1 061 530	342 241 1 102 067	368 850 1 044 662	30,5% 3,8%	7,8% -5,2%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	12 046 10 195	14 013 11 191	2 507 11 651	16,3% 9,8%	-82,1% 4,1%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>3 299 827</b>	<b>4 022 042</b>	<b>5 316 913</b>	<b>21,9%</b>	<b>32,2%</b>
- Titres de placement	2 722 975	3 401 191	4 618 112	24,9%	35,8%
- Comptes de stocks	1 194	2 771	3 409	132,1%	23,0%
- Débiteurs divers	138 042	139 334	148 634	0,9%	6,7%
- Créances rattachées	35 223	40 854	59 973	16,0%	46,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	127 652	138 945	119 969	8,8%	-13,7%
- Valeurs à rejeter	3 802	8 842	11 157	132,6%	26,2%
- Comptes d'ordre & divers	270 939	290 105	355 659	7,1%	22,6%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>1 357 983</b>	<b>1 488 125</b>	<b>1 658 277</b>	<b>9,6%</b>	<b>11,4%</b>
- Immobilisations financières	585 059	635 336	691 573	8,6%	8,9%
- Dépôts & cautionnements	14 775	16 703	18 493	13,0%	10,7%
- Immobilisations en cours	76 208	90 190	120 417	18,3%	33,5%
dont Immobilisations incorporelles	8 844	11 323	7 921	28,0%	-30,0%
- Immobilisations d'exploitation	434 347	456 611	470 047	5,1%	2,9%
dont Immobilisations incorporelles	33 478	31 581	36 428	-5,7%	15,3%
- Immobilisations hors-exploitation	135 237	167 688	221 201	24,0%	31,9%
dont Immobilisations incorporelles	5 786	5 612	4 915	-3,0%	-12,4%
- Crédit-bail & opérations assimilées	100 193	105 647	118 725	5,4%	12,4%
- Créances rattachées	10 216	11 344	10 526	11,0%	-7,2%
- Créances en souffrance (provisions)	1 948 6 270	4 606 6 025	7 295 7 034	136,4% -3,9%	58,4% 16,7%
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>462</b>	<b>3 126</b>	<b>7 117</b>	<b>576,6%</b>	<b>127,7%</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	1 250	1 250	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	462	1 876	5 867	306,1%	212,7%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>17 293 301</b>	<b>20 049 862</b>	<b>23 734 248</b>	<b>15,9%</b>	<b>18,4%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>2 633 234</b>	<b>3 739 558</b>	<b>4 815 952</b>	<b>42,0%</b>	<b>28,8%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	686 398	836 417	1 089 349	21,9%	30,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	171 619	206 127	139 950	20,1%	-32,1%
- Comptes d'emprunts	1 751 367	2 676 319	3 565 259	52,8%	33,2%
- Autres sommes dues	13 997	8 904	8 636	-36,4%	-3,0%
- Dettes rattachées	9 853	11 791	12 758	19,7%	8,2%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>12 270 854</b>	<b>13 592 930</b>	<b>15 851 706</b>	<b>10,8%</b>	<b>16,6%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	6 081 746	6 800 052	7 881 263	11,8%	15,9%
- Dépôts à terme reçus	3 110 781	3 407 385	4 043 228	9,5%	18,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 306 580	2 558 802	2 913 466	10,9%	13,9%
- Dépôts de garantie reçus	385 615	402 512	594 815	4,4%	47,8%
- Autres dépôts	20 844	29 210	34 493	40,1%	18,1%
- Bons de caisse	80 290	73 898	49 523	-8,0%	-33,0%
- Comptes d'affacturage	5	356	3 260	7020,0%	815,7%
- Emprunts à la clientèle	39 177	34 588	34 813	-11,7%	0,7%
- Autres sommes dues	180 602	214 742	213 711	18,9%	-0,5%
- Dettes rattachées	65 214	71 385	83 134	9,5%	16,5%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>607 947</b>	<b>704 574</b>	<b>775 805</b>	<b>15,9%</b>	<b>10,1%</b>
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	74 635	120 535	116 843	61,5%	-3,1%
- Crédoeurs divers	161 972	178 323	175 774	10,1%	-1,4%
- Dettes rattachées	1 360	2 263	1 943	66,4%	-14,1%
- Comptes d'ordre & divers	369 980	403 453	481 245	9,0%	19,3%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>4 441</b>	<b>755</b>	<b>1 498</b>	<b>-83,0%</b>	<b>98,4%</b>
- Parts dans les entreprises liées	3 566	0	0	-100,0%	-
- Titres de participation	108	6	38	-94,4%	533,3%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	767	749	1 460	-2,3%	94,9%
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>1 776 825</b>	<b>2 012 045</b>	<b>2 289 287</b>	<b>13,2%</b>	<b>13,8%</b>
- Subventions d'investissement	13 133	12 202	11 575	-7,1%	-5,1%
- Fonds affectés	49 694	71 126	86 036	43,1%	21,0%
- Provisions pour risques & charges	129 735	147 360	172 576	13,6%	17,1%
- Provisions réglementées	684	747	684	9,2%	-8,4%
- Comptes bloqués d'actionnaires	30 312	11 805	21 118	-61,1%	78,9%
- Titres et emprunts subordonnés	57 078	72 153	106 302	26,4%	47,3%
- Dettes rattachées	2 264	5 660	3 173	150,0%	-43,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	62 703	59 800	65 345	-4,6%	9,3%
- Primes liées au capital	59 239	70 839	89 507	19,6%	26,4%
- Réserves	424 877	474 217	517 005	11,6%	9,0%
- Ecart de réévaluation	25 452	25 285	27 597	-0,7%	9,1%
- Capital	1 026 494	1 096 354	1 087 534	6,8%	-0,8%
- Dotations	28 637	40 242	37 159	40,5%	-7,7%
- Report à nouveau	-283 340	-263 679	-205 934	-6,9%	-21,9%
- Résultat de l'exercice	149 863	187 934	269 610	25,4%	43,5%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17 293 301</b>	<b>20 049 862</b>	<b>23 734 248</b>	<b>15,9%</b>	<b>18,4%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	673 662	736 140	720 532	9,3%	-2,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	2 370 681	2 920 579	3 338 107	23,2%	14,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	86 686	84 239	233 112	-2,8%	176,7%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	28 755	43 275	39 103	50,5%	-9,6%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>EMPLOIS - RESSOURCES</b>	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>13 991 416</b>	<b>16 533 262</b>	<b>19 759 985</b>	<b>18,2%</b>	<b>19,5%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>9 473 748</b>	<b>11 174 456</b>	<b>12 905 173</b>	<b>18,0%</b>	<b>15,5%</b>
a) Crédits à court terme	5 063 180	5 823 506	6 675 523	15,0%	14,6%
<i>dont Crédits de campagne</i>	296 080	366 627	492 725	23,8%	34,4%
b) Crédits à moyen terme	3 335 976	3 982 195	4 837 842	19,4%	21,5%
c) Crédits à long terme	342 591	510 710	479 543	49,1%	-6,1%
d) Opérations de crédit-bail	100 193	105 647	118 725	5,4%	12,4%
e) Crédits en souffrance	631 808	752 398	793 540	19,1%	5,5%
impayés ou immobilisés	356 639	394 791	419 685	10,7%	6,3%
<i>provisions</i>	51 728	55 435	78 151	7,2%	41,0%
douteux ou litigieux	275 169	357 607	373 855	30,0%	4,5%
<i>provisions</i>	1 077 032	1 118 253	1 063 191	3,8%	-4,9%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>4 517 668</b>	<b>5 358 806</b>	<b>6 854 812</b>	<b>18,6%</b>	<b>27,9%</b>
a) Titres de placement	2 722 975	3 401 191	4 618 112	24,9%	35,8%
b) Immobilisations financières	585 059	635 336	691 573	8,6%	8,9%
c) Autres immobilisations	660 567	731 192	830 158	10,7%	13,5%
d) Divers	549 067	591 087	714 969	7,7%	21,0%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>14 669 458</b>	<b>16 318 969</b>	<b>18 923 937</b>	<b>11,2%</b>	<b>16,0%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>12 280 275</b>	<b>13 642 080</b>	<b>15 885 415</b>	<b>11,1%</b>	<b>16,4%</b>
a) A vue	6 262 353	7 015 150	8 098 234	12,0%	15,4%
b) A terme	6 017 922	6 626 930	7 787 181	10,1%	17,5%
dépôts à terme et bons de caisse	3 191 071	3 481 283	4 092 751	9,1%	17,6%
comptes d'épargne à régime spécial	2 306 580	2 558 802	2 913 466	10,9%	13,9%
autres	520 271	586 845	780 964	12,8%	33,1%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>1 436 596</b>	<b>1 609 482</b>	<b>1 804 845</b>	<b>12,0%</b>	<b>12,1%</b>
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 244 687	1 400 608	1 530 771	12,5%	9,3%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	32 766	39 584	49 318	20,8%	24,6%
b) Autres	191 909	208 874	274 074	8,8%	31,2%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>952 587</b>	<b>1 067 407</b>	<b>1 233 677</b>	<b>12,1%</b>	<b>15,6%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>678 042</b>	<b>-214 293</b>	<b>-836 048</b>	<b>-131,6%</b>	<b>290,1%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-678 042</b>	<b>214 293</b>	<b>836 048</b>	<b>-131,6%</b>	<b>290,1%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-460 922</b>	<b>-547 679</b>	<b>-605 780</b>	<b>18,8%</b>	<b>10,6%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-217 120</b>	<b>761 972</b>	<b>1 441 828</b>	<b>-450,9%</b>	<b>89,2%</b>
emplois	-2 840 501	-2 965 795	-3 361 367	4,4%	13,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-720 857	-539 867	-487 919	-25,1%	-9,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	5 125	3 397	3 844	-33,7%	13,2%
ressources	2 623 381	3 727 767	4 803 195	42,1%	28,8%
<i>dont hors UMOA</i>	334 201	454 137	594 953	35,9%	31,0%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>R E S U L T A T S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>1 622 849</b>	<b>1 901 212</b>	<b>2 311 144</b>	<b>17,2%</b>	<b>21,6%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	32 974	35 278	39 792	7,0%	12,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 074 150	1 178 097	1 305 048	9,7%	10,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	174 021	204 812	260 366	17,7%	27,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	57 840	61 740	66 032	6,7%	7,0%
+Produits sur opérations de change	202 886	333 203	540 701	64,2%	62,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	52 621	57 431	62 626	9,1%	9,0%
+Produits sur prestations de services financiers	22 848	27 338	32 066	19,7%	17,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	7 743	4 946	6 671	-36,1%	34,9%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	82	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	2 234	1 633	2 076	-26,9%	27,1%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>522 548</b>	<b>699 948</b>	<b>960 749</b>	<b>33,9%</b>	<b>37,3%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	81 331	92 660	117 496	13,9%	26,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	260 041	288 264	328 059	10,9%	13,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	6 991	10 662	12 989	52,5%	21,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	43 421	47 602	50 360	9,6%	5,8%
-Charges sur opérations de change	114 314	242 709	429 604	112,3%	77,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 596	1 728	1 895	8,3%	9,7%
-Charges sur prestations de services financiers	8 783	9 738	12 977	10,9%	33,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	6 071	6 585	7 369	8,5%	11,9%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>1 100 301</b>	<b>1 201 264</b>	<b>1 350 395</b>	<b>9,2%</b>	<b>12,4%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>60 167</b>	<b>64 631</b>	<b>69 778</b>	<b>7,4%</b>	<b>8,0%</b>
+Produits sur immobilisations financières	29 791	34 350	36 442	15,3%	6,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	31 153	31 121	34 142	-0,1%	9,7%
-Charges sur immobilisations financières	16	103	30	543,8%	-70,9%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	761	737	776	-3,2%	5,3%
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>1 160 468</b>	<b>1 265 895</b>	<b>1 420 173</b>	<b>9,1%</b>	<b>12,2%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>671 235</b>	<b>728 512</b>	<b>791 669</b>	<b>8,5%</b>	<b>8,7%</b>
-Frais de personnel	282 327	318 663	342 987	12,9%	7,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	27 077	29 208	36 473	7,9%	24,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	361 831	380 641	412 209	5,2%	8,3%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>93 443</b>	<b>97 490</b>	<b>97 678</b>	<b>4,3%</b>	<b>0,2%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	95 060	98 438	98 055	3,6%	-0,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 617	948	377	-41,4%	-60,2%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>395 790</b>	<b>439 893</b>	<b>530 826</b>	<b>11,1%</b>	<b>20,7%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>168 973</b>	<b>206 018</b>	<b>197 066</b>	<b>21,9%</b>	<b>-4,3%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	375 858	474 371	400 462	26,2%	-15,6%
+Reprises de provisions	206 885	268 353	203 396	29,7%	-24,2%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>2 234</b>	<b>1 633</b>	<b>2 158</b>	<b>-26,9%</b>	<b>32,1%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>229 051</b>	<b>235 508</b>	<b>335 918</b>	<b>2,8%</b>	<b>42,6%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-13 413</b>	<b>7 315</b>	<b>-11 155</b>	<b>-154,5%</b>	<b>-252,5%</b>
+Subventions d'exploitation	146	221	264	51,4%	19,5%
+Récupérations sur créances amorties	2 539	3 936	4 511	55,0%	14,6%
+Produits exceptionnels	12 359	16 931	7 885	37,0%	-53,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	7 576	8 591	5 203	13,4%	-39,4%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	4 933	5 373	6 288	8,9%	17,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	9 266	6 682	10 491	-27,9%	57,0%
-Charges exceptionnelles	21 834	10 309	12 239	-52,8%	18,7%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-18 447</b>	<b>-652</b>	<b>1 970</b>	<b>-96,5%</b>	<b>-402,1%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	28 273	36 578	32 857	29,4%	-10,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	46 720	37 230	30 887	-20,3%	-17,0%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>47 328</b>	<b>54 237</b>	<b>57 123</b>	<b>14,6%</b>	<b>5,3%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>149 863</b>	<b>187 934</b>	<b>269 610</b>	<b>25,4%</b>	<b>43,5%</b>
+Bénéfices	241 782	288 662	347 505	19,4%	20,4%
-Pertes	-91 919	-100 728	-77 895	9,6%	-22,7%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,6%	15,6%	13,8%	-1,0	-1,8
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,7%	6,7%	6,1%	0,1	-0,6
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	64,1%	60,9%	59,0%	-3,2	-1,9
<b>COUT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,6%	4,1%	3,0%	0,5	-1,1
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,3%	2,5%	2,2%	0,2	-0,3
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,5%	2,8%	2,4%	0,3	-0,4
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,5%	4,6%	4,8%	1,2	0,1
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	1,3%	1,4%	1,3%	0,1	-0,1
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,2%	13,4%	11,1%	1,2	-2,4
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,8%	10,7%	9,1%	0,9	-1,6
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,3%	7,9%	6,7%	0,6	-1,3
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	69,6%	68,8%	65,9%	-0,8	-3,0
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	42,5%	46,7%	37,0%	4,2	-9,7
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	13,6%	15,6%	20,0%	2,0	4,3
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	9,1%	10,1%	12,8%	1,0	2,7
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	30,8	31,5	32,5	2,2%	3,1%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	18,2	19,0	21,8	4,6%	14,5%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	57,7%	58,4%	55,6%	0,7	-2,8

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période  
Montants en millions de FCFA

<b>STATISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014 (*)</b>	<b>VARIATION 2012-2013</b>	<b>VARIATION 2013-2014</b>
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>1 026 494</b>	<b>1 096 354</b>	<b>1 087 534</b>	<b>6,8%</b>	<b>-0,8%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>1 026 429</b>	<b>1 096 353</b>	<b>1 098 514</b>	<b>6,8%</b>	<b>0,2%</b>
Nationaux	447 894	427 725	444 189	-4,5%	3,8%
<i>Etat</i>	158 066	167 418	188 606	5,9%	12,7%
<i>Privés</i>	289 828	260 307	255 583	-10,2%	-1,8%
Non-nationaux	578 535	668 628	654 325	15,6%	-2,1%
<i>dont UMOA</i>	174 971	199 229	207 815	13,9%	4,3%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>17 293 301</b>	<b>20 049 862</b>	<b>23 734 248</b>	<b>15,9%</b>	<b>18,4%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>2 010</b>	<b>2 127</b>	<b>2 306</b>	<b>5,8%</b>	<b>8,4%</b>
Périodiques	4	4	11	-	175,0%
Permanents	2 006	2 123	2 295	5,8%	8,1%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>1 858</b>	<b>2 272</b>	<b>2 571</b>	<b>22,3%</b>	<b>13,2%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>21 776</b>	<b>23 130</b>	<b>24 375</b>	<b>6,2%</b>	<b>5,4%</b>
Employés	13 200	14 276	15 315	8,2%	7,3%
<i>dont Etrangers</i>	101	119	171	17,8%	43,7%
Cadres	8 576	8 854	9 060	3,2%	2,3%
<i>dont Etrangers</i>	235	248	302	5,5%	21,8%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>7 162 509</b>	<b>7 547 255</b>	<b>8 687 464</b>	<b>5,4%</b>	<b>15,1%</b>
Personnes physiques	6 574 715	6 978 588	8 001 166	6,1%	14,7%
<i>dont Etrangers</i>	199 481	217 797	221 261	9,2%	1,6%
Personnes morales	587 794	568 667	686 298	-3,3%	20,7%
<i>dont Etrangers</i>	20 213	10 747	9 336	-46,8%	-13,1%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,98%	6,67%	6,85%	-1,31	0,18
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>118</b>	<b>121</b>	<b>121</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA





## **ANNEXE II.1 : BENIN**

**II.1.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.1.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**)(a)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES NATIONAUX						
	<b>BANQUES (15)</b>			143 376	1 867	19 983	121 526	199	947 330	414	2 217	2 631
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	10 073	0	4 379	5 694	44	332 715	64	512	576
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	5 000	0	1 058	3 942	37	300 669	93	324	417
B 0099 X	- Diamond Bank	DIAMOND BANK	24/01/2001	20 450	0	600	19 850	20	100 852	40	335	375
B 0058 C	- Orabank-Bénin	ORABANK-BENIN	05/12/1988	17 136	875	295	15 966	14	36 770	49	145	194
B 0115 P	- Banque Atlantique - Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	6 500	0	2 991	3 509	15	45 097	20	94	114
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	27/05/2002	15 000	0	1 954	13 046	15	26 773	47	171	218
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	10 997	617	1 979	8 401	17	10 107	19	191	210
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin	BGFIBANK-BENIN	23/04/2010	35 000	0	4 500	30 500	8	6 255	16	96	112
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	9 220	0	0	9 220	12	26 812	14	163	177
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	BIBE	05/02/1990	9 000	0	520	8 480	13	33 388	18	127	145
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin	BHB	05/04/2004	5 000	375	1 707	2 918	2	16 575	7	18	25
B 0170 Z	- ORABANK Côte d'Ivoire, Succursale du Bénin		05/06/2013	0	0	0	0	2	11 317	27	41	68
B 0177 G	- CBAO, Groupe Attijariwafa Bank Succursale du Bénin		06/09/2013									
B 0184 P	- CCEI BANK BENIN		16/07/2014(***)									
B 0185 Q	- Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	BAIC	20/11/2014									
	<b>ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)</b>			0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (15)</b>			143 376	1 867	19 983	121 526	199	947 330	414	2 217	2 631

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

(\*\*\*\*): Cet arrêté a été modifié par celui du 25 juin 2015

**BENIN**  
( 12 Etablissements )

Annexe 1.2

<b>B I L A N S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> 2012-2013	<b>VARIATION</b> 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>386 240</b>	<b>440 925</b>	<b>533 096</b>	<b>14,2%</b>	<b>20,9%</b>
- Caisse	55 224	58 370	70 200	5,7%	20,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	195 551	242 888	316 936	24,2%	30,5%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	38 106	28 459	17 155	-25,3%	-39,7%
- Comptes de prêts	95 997	108 724	126 526	13,3%	16,4%
- Valeurs non imputées	1	422	174	42100,0%	-58,8%
- Créances rattachées	1 303	1 343	1 788	3,1%	33,1%
- Créances en souffrance (provisions)	58 0	719 0	317 0	1139,7% -	-55,9% -
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 017 158</b>	<b>1 189 041</b>	<b>1 346 991</b>	<b>16,9%</b>	<b>13,3%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	21 252	16 913	14 127	-20,4%	-16,5%
. Crédits de campagne	786	0	0	-100,0%	-
. Crédits ordinaires	20 466	16 913	14 127	-17,4%	-16,5%
- Autres crédits à court terme	256 126	299 840	387 397	17,1%	29,2%
. Crédits de campagne	33 702	38 618	80 194	14,6%	107,7%
. Crédits ordinaires	222 424	261 222	307 203	17,4%	17,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	156 781	147 980	180 700	-5,6%	22,1%
- Crédits à moyen terme	440 250	501 707	519 277	14,0%	3,5%
- Crédits à long terme	27 150	55 551	56 727	104,6%	2,1%
- Affacturage	0	5 055	3 603	-	-28,7%
- Valeurs non imputées	52	157	256	201,9%	63,1%
- Créances rattachées	11 071	16 245	20 553	46,7%	26,5%
- Créances en souffrance	104 476	145 593	164 351	39,4%	12,9%
. Impayées ou immobilisées (provisions)	52 216 43	65 320 35	92 895 55	25,1% -18,6%	42,2% 57,1%
. Douteuses ou litigieuses (provisions)	40 333 111 725	66 587 135 250	69 435 155 079	65,1% 21,1%	4,3% 14,7%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	11 927 1 919	13 686 4 151	2 021 6 709	14,7% 116,3%	-85,2% 61,6%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>531 125</b>	<b>638 743</b>	<b>744 256</b>	<b>20,3%</b>	<b>16,5%</b>
- Titres de placement	475 251	563 100	670 982	18,5%	19,2%
- Comptes de stocks	193	258	248	33,7%	-3,9%
- Débiteurs divers	9 289	8 334	10 240	-10,3%	22,9%
- Créances rattachées	5 422	7 220	10 089	33,2%	39,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	7 183	15 134	9 463	110,7%	-37,5%
- Valeurs à rejeter	123	446	535	262,6%	20,0%
- Comptes d'ordre & divers	33 664	44 251	42 699	31,4%	-3,5%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>211 309</b>	<b>250 108</b>	<b>272 405</b>	<b>18,4%</b>	<b>8,9%</b>
- Immobilisations financières	144 003	179 642	192 062	24,7%	6,9%
- Dépôts & cautionnements	2 444	2 406	2 648	-1,6%	10,1%
- Immobilisations en cours	11 034	4 197	10 475	-62,0%	149,6%
dont Immobilisations incorporelles	386	120	1 460	-68,9%	1116,7%
- Immobilisations d'exploitation	45 227	50 540	48 268	11,7%	-4,5%
dont Immobilisations incorporelles	3 346	3 021	1 757	-9,7%	-41,8%
- Immobilisations hors-exploitation	4 175	9 349	14 732	123,9%	57,6%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	4 165	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	380	213	256	-43,9%	20,2%
- Créances rattachées	3 717	3 446	3 683	-7,3%	6,9%
- Créances en souffrance (provisions)	329 580	315 550	281 554	-4,3% -5,2%	-10,8% 0,7%
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 145 832</b>	<b>2 518 817</b>	<b>2 896 748</b>	<b>17,4%</b>	<b>15,0%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>499 523</b>	<b>664 996</b>	<b>786 656</b>	<b>33,1%</b>	<b>18,3%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	110 877	149 737	183 712	35,0%	22,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	30 473	70 225	55 087	130,4%	-21,6%
- Comptes d'emprunts	356 731	441 920	546 635	23,9%	23,7%
- Autres sommes dues	274	1 634	5	496,4%	-99,7%
- Dettes rattachées	1 168	1 480	1 217	26,7%	-17,8%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 401 972</b>	<b>1 595 317</b>	<b>1 829 570</b>	<b>13,8%</b>	<b>14,7%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	577 720	643 374	747 942	11,4%	16,3%
- Dépôts à terme reçus	570 487	655 457	738 612	14,9%	12,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	186 357	220 893	265 361	18,5%	20,1%
- Dépôts de garantie reçus	32 495	30 739	31 288	-5,4%	1,8%
- Autres dépôts	3 486	7 752	7 841	122,4%	1,1%
- Bons de caisse	1 294	894	684	-30,9%	-23,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	905	208	125	-77,0%	-39,9%
- Autres sommes dues	18 515	22 658	23 768	22,4%	4,9%
- Dettes rattachées	10 713	13 342	13 949	24,5%	4,5%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>69 684</b>	<b>74 777</b>	<b>70 654</b>	<b>7,3%</b>	<b>-5,5%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	4 400	2 800	1 200	-36,4%	-57,1%
- Crédeurs divers	16 588	21 571	21 993	30,0%	2,0%
- Dettes rattachées	106	61	17	-42,5%	-72,1%
- Comptes d'ordre & divers	48 590	50 345	47 444	3,6%	-5,8%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>737</b>	<b>721</b>	<b>772</b>	<b>-2,2%</b>	<b>7,1%</b>
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	32	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	737	721	740	-2,2%	2,6%
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>173 916</b>	<b>183 006</b>	<b>209 096</b>	<b>5,2%</b>	<b>14,3%</b>
- Subventions d'investissement	148	70	42	-52,7%	-40,0%
- Fonds affectés	1 009	1 014	1 014	0,5%	-
- Provisions pour risques & charges	10 248	10 665	11 766	4,1%	10,3%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	11 966	6 966	1 966	-41,8%	-71,8%
- Titres et emprunts subordonnés	15 086	21 973	23 656	45,7%	7,7%
- Dettes rattachées	1 223	1 892	897	54,7%	-52,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	8 023	1 980	3 226	-75,3%	62,9%
- Primes liées au capital	12 850	12 850	12 850	-	-
- Réserves	40 119	44 419	48 079	10,7%	8,2%
- Ecart de réévaluation	622	622	1 956	-	214,5%
- Capital	117 376	130 376	143 376	11,1%	10,0%
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-43 750	-58 935	-65 340	34,7%	10,9%
- Résultat de l'exercice	-1 004	9 114	25 608	-1007,8%	181,0%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 145 832</b>	<b>2 518 817</b>	<b>2 896 748</b>	<b>17,4%</b>	<b>15,0%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	111 960	124 171	85 322	10,9%	-31,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	299 020	363 045	315 636	21,4%	-13,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	8 645	9 297	23 577	7,5%	153,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 687	2 469	1 447	46,4%	-41,4%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>EMPLOIS - RESSOURCES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>1 760 702</b>	<b>2 079 004</b>	<b>2 365 209</b>	<b>18,1%</b>	<b>13,8%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>1 013 979</b>	<b>1 188 458</b>	<b>1 336 438</b>	<b>17,2%</b>	<b>12,5%</b>
a) Crédits à court terme	441 394	485 079	595 546	9,9%	22,8%
<i>dont Crédits de campagne</i>	34 488	38 618	80 194	12,0%	107,7%
b) Crédits à moyen terme	440 250	501 707	519 277	14,0%	3,5%
c) Crédits à long terme	27 150	55 551	56 727	104,6%	2,1%
d) Opérations de crédit-bail	380	213	256	-43,9%	20,2%
e) Crédits en souffrance	104 805	145 908	164 632	39,2%	12,8%
impayés ou immobilisés	52 545	65 635	93 170	24,9%	42,0%
<i>provisions</i>	43	35	55	-18,6%	57,1%
douteux ou litigieux	52 260	80 273	71 462	53,6%	-11,0%
<i>provisions</i>	114 224	139 951	162 342	22,5%	16,0%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>746 723</b>	<b>890 546</b>	<b>1 028 771</b>	<b>19,3%</b>	<b>15,5%</b>
a) Titres de placement	475 251	563 100	670 982	18,5%	19,2%
b) Immobilisations financières	144 003	179 642	192 062	24,7%	6,9%
c) Autres immobilisations	62 880	66 492	76 123	5,7%	14,5%
d) Divers	64 589	81 312	89 604	25,9%	10,2%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>1 647 477</b>	<b>1 855 301</b>	<b>2 111 309</b>	<b>12,6%</b>	<b>13,8%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>1 395 659</b>	<b>1 584 775</b>	<b>1 816 821</b>	<b>13,6%</b>	<b>14,6%</b>
a) A vue	596 235	666 032	771 710	11,7%	15,9%
b) A terme	799 424	918 743	1 045 111	14,9%	13,8%
dépôts à terme et bons de caisse	571 781	656 351	739 296	14,8%	12,6%
comptes d'épargne à régime spécial	186 357	220 893	265 361	18,5%	20,1%
autres	41 286	41 499	40 454	0,5%	-2,5%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>146 590</b>	<b>155 369</b>	<b>174 585</b>	<b>6,0%</b>	<b>12,4%</b>
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	117 759	124 724	145 951	5,9%	17,0%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 798	2 661	3 857	-4,9%	44,9%
b) Autres	28 831	30 645	28 634	6,3%	-6,6%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>105 228</b>	<b>115 157</b>	<b>119 903</b>	<b>9,4%</b>	<b>4,1%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>-113 225</b>	<b>-223 703</b>	<b>-253 900</b>	<b>97,6%</b>	<b>13,5%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>113 225</b>	<b>223 703</b>	<b>253 900</b>	<b>97,6%</b>	<b>13,5%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-55 417</b>	<b>-58 601</b>	<b>-70 431</b>	<b>5,7%</b>	<b>20,2%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>168 642</b>	<b>282 304</b>	<b>324 331</b>	<b>67,4%</b>	<b>14,9%</b>
emplois	-329 713	-381 212	-461 108	15,6%	21,0%
<i>dont hors UMOA</i>	-89 737	-97 589	-77 256	8,8%	-20,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-58	-719	-317	1139,7%	-55,9%
ressources	498 355	663 516	785 439	33,1%	18,4%
<i>dont hors UMOA</i>	46 094	55 828	37 650	21,1%	-32,6%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>R E S U L T A T S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>175 952</b>	<b>246 206</b>	<b>355 359</b>	<b>39,9%</b>	<b>44,3%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 825	5 576	6 341	-4,3%	13,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	110 865	121 872	137 485	9,9%	12,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	31 396	33 849	38 671	7,8%	14,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	960	393	215	-59,1%	-45,3%
+Produits sur opérations de change	21 058	77 378	162 014	267,5%	109,4%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3 922	3 965	4 168	1,1%	5,1%
+Produits sur prestations de services financiers	1 855	2 886	4 574	55,6%	58,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	181	539	2 421	197,8%	349,2%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	110	252	530	129,1%	110,3%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>70 959</b>	<b>137 585</b>	<b>220 565</b>	<b>93,9%</b>	<b>60,3%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	14 034	15 950	19 558	13,7%	22,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	42 149	50 373	57 276	19,5%	13,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	468	522	466	11,5%	-10,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 016	275	207	-72,9%	-24,7%
-Charges sur opérations de change	11 903	69 795	141 666	486,4%	103,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	19	54	42	184,2%	-22,2%
-Charges sur prestations de services financiers	1 274	530	1 250	-58,4%	135,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	96	86	100	-10,4%	16,3%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>104 993</b>	<b>108 621</b>	<b>134 794</b>	<b>3,5%</b>	<b>24,1%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>7 467</b>	<b>8 707</b>	<b>11 206</b>	<b>16,6%</b>	<b>28,7%</b>
+Produits sur immobilisations financières	5 019	6 837	9 559	36,2%	39,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 448	1 873	1 650	-23,5%	-11,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	3	3	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>112 460</b>	<b>117 328</b>	<b>146 000</b>	<b>4,3%</b>	<b>24,4%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>72 326</b>	<b>75 921</b>	<b>82 076</b>	<b>5,0%</b>	<b>8,1%</b>
-Frais de personnel	29 779	32 393	35 320	8,8%	9,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 161	2 284	3 321	5,7%	45,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	40 386	41 244	43 435	2,1%	5,3%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>9 118</b>	<b>10 122</b>	<b>10 120</b>	<b>11,0%</b>	<b>0,0%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	9 119	10 135	10 120	11,1%	-0,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1	13	0	1200,0%	-100,0%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>31 016</b>	<b>31 285</b>	<b>53 804</b>	<b>0,9%</b>	<b>72,0%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>30 457</b>	<b>31 517</b>	<b>25 391</b>	<b>3,5%</b>	<b>-19,4%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	66 288	59 314	44 229	-10,5%	-25,4%
+Reprises de provisions	35 831	27 797	18 838	-22,4%	-32,2%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>110</b>	<b>252</b>	<b>530</b>	<b>129,1%</b>	<b>110,3%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>669</b>	<b>20</b>	<b>28 943</b>	<b>-97,0%</b>	<b>144615,0%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>1 621</b>	<b>13 749</b>	<b>-2 814</b>	<b>748,2%</b>	<b>-120,5%</b>
+Subventions d'exploitation	0	0	1	-	-
+Récupérations sur créances amorties	575	673	281	17,0%	-58,2%
+Produits exceptionnels	443	8 877	246	1903,8%	-97,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	5 652	6 054	21	7,1%	-99,7%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 008	1 288	1 438	27,8%	11,6%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	3 556	10	1 267	-99,7%	12570,0%
-Charges exceptionnelles	485	557	658	14,8%	18,1%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-895</b>	<b>-428</b>	<b>6 074</b>	<b>-52,2%</b>	<b>-1519,2%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	1 211	1 842	8 321	52,1%	351,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 106	2 270	2 247	7,8%	-1,0%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>2 399</b>	<b>4 227</b>	<b>6 595</b>	<b>76,2%</b>	<b>56,0%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>-1 004</b>	<b>9 114</b>	<b>25 608</b>	<b>-1007,8%</b>	<b>181,0%</b>
+Bénéfices	19 030	23 694	31 887	24,5%	34,6%
-Pertes	-20 034	-14 580	-6 279	-27,2%	-56,9%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	19,4%	21,5%	21,8%	2,1	0,3
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	10,3%	12,3%	12,3%	2,0	0,0
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	52,2%	49,0%	49,7%	-3,2	0,7
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,5%	3,0%	2,7%	-0,5	-0,3
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,2%	3,4%	3,3%	0,2	-0,1
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,3%	3,3%	3,1%	0,0	-0,2
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,8%	6,4%	8,5%	2,6	2,1
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	2,2%	1,7%	1,5%	-0,5	-0,2
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,6%	11,3%	10,7%	-0,3	-0,6
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,5%	9,1%	8,4%	-0,4	-0,7
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,2%	5,8%	5,3%	-0,4	-0,5
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	77,6%	79,2%	68,4%	1,6	-10,8
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	97,9%	99,9%	46,7%	2,0	-53,2
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-1,0%	8,4%	19,0%	9,4	10,6
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-0,6%	5,3%	13,0%	5,9	7,7
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	31,3	29,9	31,2	-4,5%	4,3%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	13,4	12,3	20,5	-8,2%	66,7%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	252,6%	184,5%	84,0%	-68,1	-100,5

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA



<b>STATISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014 (*)</b>	<b>VARIATION 2012-2013</b>	<b>VARIATION 2013-2014</b>
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>117 376</b>	<b>130 376</b>	<b>143 376</b>	<b>11,1%</b>	<b>10,0%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>117 376</b>	<b>130 376</b>	<b>143 376</b>	<b>11,1%</b>	<b>10,0%</b>
Nationaux	22 948	21 035	21 850	-8,3%	3,9%
<i>Etat</i>	1 867	1 867	1 867	-	-
<i>Privés</i>	21 081	19 168	19 983	-9,1%	4,3%
Non-nationaux	94 428	109 341	121 526	15,8%	11,1%
<i>dont UMOA</i>	29 637	30 350	30 729	2,4%	1,2%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>2 145 832</b>	<b>2 518 817</b>	<b>2 896 748</b>	<b>17,4%</b>	<b>15,0%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>180</b>	<b>186</b>	<b>199</b>	<b>3,3%</b>	<b>7,0%</b>
Périodiques	0	0	5	-	-
Permanents	180	186	194	3,3%	4,3%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>197</b>	<b>254</b>	<b>264</b>	<b>28,9%</b>	<b>3,9%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>2 311</b>	<b>2 537</b>	<b>2 631</b>	<b>9,8%</b>	<b>3,7%</b>
Employés	1 922	2 118	2 217	10,2%	4,7%
<i>dont Etrangers</i>	42	39	43	-7,1%	10,3%
Cadres	389	419	414	7,7%	-1,2%
<i>dont Etrangers</i>	18	26	27	44,4%	3,8%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>735 472</b>	<b>826 183</b>	<b>947 330</b>	<b>12,3%</b>	<b>14,7%</b>
Personnes physiques	651 482	755 355	854 069	15,9%	13,1%
<i>dont Etrangers</i>	27 544	21 871	27 528	-20,6%	25,9%
Personnes morales	83 990	70 828	93 261	-15,7%	31,7%
<i>dont Etrangers</i>	1 745	1 862	1 936	6,7%	4,0%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,59%	6,59%	6,59%	-	-
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	12	12	12	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	10	11	11	1	0
Banques spécialisées	2	1	1	-1	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	3	4	6	1	2
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	4	3	2	-1	-1
Petits ( Actifs < 100 milliards )	5	5	4	0	-1

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA



## **ANNEXE II.2 : BURKINA**

**II.2.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.2.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



IMMUTRI-CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (e)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**)(a)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES		
					ETAT	PRIVES	NON-NATIONAUX				CADRES	TOTAL	
	<b>BANQUES (13)</b>			<b>126 508</b>	<b>26 976</b>	<b>37 850</b>	<b>61 682</b>	<b>3 190 571</b>	<b>235</b>	<b>1 227 617</b>	<b>1 154</b>	<b>1 532</b>	<b>2 686</b>
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	11 205	250	906	10 049	605 608	42	326 247	214	214	428
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	25 000	2 710	21 224	1 066	535 140	36	206 820	110	265	375
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina	BOA-BURKINA	30/10/1997	11 000	0	4 730	6 270	497 141	32	233 902	17	328	345
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-Burkina	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	14 960	330 550	27	135 230	79	210	289
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	6 000	1 098	1 537	3 365	326 818	23	81 452	61	152	213
C 0074 P	- Société Générale de Banques au Burkina	SGBB	12/12/1974	6 400	960	1 118	4 322	322 032	16	66 098	236	9	245
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 390	5 110	190 701	19	75 587	135	163	298
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	13/06/1988	21 125	15 063	3 000	3 062	136 335	15	51 809	137	44	181
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Burkina	BSC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	0	12 212	119 628	11	19 273	53	102	155
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/2005	5 000	2 495	1 239	1 266	58 448	7	13 305	66	3	69
C 0171 V	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	-	05/06/2013	0	0	0	0	34 593	4	15 582	42	21	63
C 0161 J	- CBAC, Atijanwafabank, Succursale du Burkina	-	20/06/2011	0	0	0	0	33 577	3	2 312	4	21	25
C 0179 K	- Banque De l'Union - Burkina Faso	BDU-BF	13/12/2013										
	<b>ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)</b>			<b>8 543</b>	<b>3 127</b>	<b>3 322</b>	<b>2 094</b>	<b>29 745</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>56</b>	<b>86</b>
C 0085 B	- Fidelis Finance - Burkina Faso	Fidelis Finance BF	30/10/1997	4 593	689	1 836	2 068	12 581	3	0	5	16	21
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	2 750	1 853	871	26	8 682	4	0	14	35	49
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE	21/06/2007	0	0	0	0	4 914	1	0	2	4	6
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	1 200	585	615	0	3 568	1	0	9	1	10
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (17)</b>			<b>135 051</b>	<b>30 103</b>	<b>41 172</b>	<b>63 776</b>	<b>3 220 316</b>	<b>244</b>	<b>1 227 617</b>	<b>1 184</b>	<b>1 588</b>	<b>2 772</b>

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

**BURKINA**  
( 16 Etablissements )

**Annexe 2.2**

<b>B I L A N S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			<b>(*)</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>351 046</b>	<b>350 484</b>	<b>321 149</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-8,4%</b>
- Caisse	49 492	53 512	54 444	8,1%	1,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	168 359	170 550	188 475	1,3%	10,5%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	36 304	37 688	38 870	3,8%	3,1%
- Comptes de prêts	95 313	87 774	38 624	-7,9%	-56,0%
- Valeurs non imputées	3	3	3	-	-
- Créances rattachées	981	804	699	-18,0%	-13,1%
- Créances en souffrance	594	153	34	-74,2%	-77,8%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 245 500</b>	<b>1 600 760</b>	<b>1 943 367</b>	<b>28,5%</b>	<b>21,4%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	42 572	80 099	75 930	88,1%	-5,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	77	385	32	400,0%	-91,7%
. <i>Crédits ordinaires</i>	42 495	79 714	75 898	87,6%	-4,8%
- Autres crédits à court terme	420 896	553 414	684 411	31,5%	23,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	90 048	110 989	126 812	23,3%	14,3%
. <i>Crédits ordinaires</i>	330 848	442 425	557 599	33,7%	26,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	252 318	248 097	281 841	-1,7%	13,6%
- Crédits à moyen terme	441 854	617 524	777 459	39,8%	25,9%
- Crédits à long terme	23 467	25 845	36 621	10,1%	41,7%
- Affacturage	3 444	1 291	4 045	-62,5%	213,3%
- Valeurs non imputées	815	2 134	1 228	161,8%	-42,5%
- Créances rattachées	12 338	14 465	19 799	17,2%	36,9%
- Créances en souffrance	47 796	57 891	62 033	21,1%	7,2%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	23 158	30 108	28 657	30,0%	-4,8%
<i>(provisions)</i>	2 391	3 051	7 886	27,6%	158,5%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	24 638	27 783	33 376	12,8%	20,1%
<i>(provisions)</i>	89 620	95 557	107 900	6,6%	12,9%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	350	366	408	4,6%	11,5%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>517 507</b>	<b>622 515</b>	<b>783 323</b>	<b>20,3%</b>	<b>25,8%</b>
- Titres de placement	461 054	562 539	700 573	22,0%	24,5%
- Comptes de stocks	223	185	85	-17,0%	-54,1%
- Débiteurs divers	7 710	10 649	15 343	38,1%	44,1%
- Créances rattachées	7 390	7 028	7 760	-4,9%	10,4%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	17 254	13 738	12 880	-20,4%	-6,2%
- Valeurs à rejeter	356	4 294	2 687	1106,2%	-37,4%
- Comptes d'ordre & divers	23 520	24 082	43 995	2,4%	82,7%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>170 968</b>	<b>175 692</b>	<b>167 946</b>	<b>2,8%</b>	<b>-4,4%</b>
- Immobilisations financières	101 664	94 208	76 448	-7,3%	-18,9%
- Dépôts & cautionnements	1 764	1 707	2 021	-3,2%	18,4%
- Immobilisations en cours	8 016	9 334	13 027	16,4%	39,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	110	157	472	42,7%	200,6%
- Immobilisations d'exploitation	41 276	46 919	48 816	13,7%	4,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 901	1 576	1 122	-17,1%	-28,8%
- Immobilisations hors-exploitation	12 002	18 410	21 039	53,4%	14,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	5 634	3 260	4 849	-42,1%	48,7%
- Créances rattachées	392	1 454	1 122	270,9%	-22,8%
- Créances en souffrance	220	400	624	81,8%	56,0%
<i>(provisions)</i>	28	402	424	1335,7%	5,5%
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>4 531</b>	<b>-</b>	<b>14516,1%</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	31	31	4 531	-	14516,1%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 285 052</b>	<b>2 749 482</b>	<b>3 220 316</b>	<b>20,3%</b>	<b>17,1%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S ( Suite )	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>349 224</b>	<b>530 370</b>	<b>790 785</b>	<b>51,9%</b>	<b>49,1%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	73 856	92 215	149 986	24,9%	62,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	4 714	4 660	10 411	-1,1%	123,4%
- Comptes d'emprunts	269 906	432 676	629 218	60,3%	45,4%
- Autres sommes dues	316	109	11	-65,5%	-89,9%
- Dettes rattachées	432	710	1 159	64,4%	63,2%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 626 359</b>	<b>1 894 328</b>	<b>2 054 767</b>	<b>16,5%</b>	<b>8,5%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	739 087	862 349	891 320	16,7%	3,4%
- Dépôts à terme reçus	548 799	647 507	711 068	18,0%	9,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	272 782	317 386	370 163	16,4%	16,6%
- Dépôts de garantie reçus	34 513	33 543	44 318	-2,8%	32,1%
- Autres dépôts	2 125	3 062	3 380	44,1%	10,4%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	9	-	-
- Emprunts à la clientèle	3 219	6 125	9 289	90,3%	51,7%
- Autres sommes dues	16 899	14 532	13 950	-14,0%	-4,0%
- Dettes rattachées	8 935	9 824	11 270	9,9%	14,7%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>84 066</b>	<b>79 834</b>	<b>81 839</b>	<b>-5,0%</b>	<b>2,5%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 500	7 400	5 300	-22,1%	-28,4%
- Crédeurs divers	22 995	17 866	16 013	-22,3%	-10,4%
- Dettes rattachées	318	289	225	-9,1%	-22,1%
- Comptes d'ordre & divers	51 253	54 279	60 301	5,9%	11,1%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>3 569</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-99,9%</b>	<b>-</b>
- Parts dans les entreprises liées	3 566	0	0	-100,0%	-
- Titres de participation	3	3	3	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>221 834</b>	<b>244 947</b>	<b>292 922</b>	<b>10,4%</b>	<b>19,6%</b>
- Subventions d'investissement	51	42	133	-17,6%	216,7%
- Fonds affectés	12 589	15 338	17 126	21,8%	11,7%
- Provisions pour risques & charges	5 045	6 128	5 985	21,5%	-2,3%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	11 469	1 541	2 154	-86,6%	39,8%
- Titres et emprunts subordonnés	5 442	5 212	11 015	-4,2%	111,3%
- Dettes rattachées	94	105	138	11,7%	31,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 712	8 161	9 404	42,9%	15,2%
- Primes liées au capital	11 681	11 670	16 670	-0,1%	42,8%
- Réserves	39 857	50 528	60 532	26,8%	19,8%
- Ecart de réévaluation	2 743	2 743	2 743	-	-
- Capital	121 541	136 741	135 051	12,5%	-1,2%
- Dotations	2 500	4 000	4 000	60,0%	-
- Report à nouveau	-41 065	-43 110	-20 356	5,0%	-52,8%
- Résultat de l'exercice	44 175	45 848	48 327	3,8%	5,4%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 285 052</b>	<b>2 749 482</b>	<b>3 220 316</b>	<b>20,3%</b>	<b>17,1%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	64 479	107 147	45 148	66,2%	-57,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	460 355	537 427	565 992	16,7%	5,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	3 048	9	99 306	-99,7%	1103300,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 128	5 391	5 934	153,3%	10,1%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>1 934 891</b>	<b>2 399 709</b>	<b>2 895 250</b>	<b>24,0%</b>	<b>20,7%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>1 256 270</b>	<b>1 603 693</b>	<b>1 941 921</b>	<b>27,7%</b>	<b>21,1%</b>
a) Crédits à court terme	737 299	898 773	1 060 335	21,9%	18,0%
<i>dont Crédits de campagne</i>	90 125	111 374	126 844	23,6%	13,9%
b) Crédits à moyen terme	441 854	617 524	777 459	39,8%	25,9%
c) Crédits à long terme	23 467	25 845	36 621	10,1%	41,7%
d) Opérations de crédit-bail	5 634	3 260	4 849	-42,1%	48,7%
e) Crédits en souffrance	48 016	58 291	62 657	21,4%	7,5%
impayés ou immobilisés	23 184	30 166	28 883	30,1%	-4,3%
<i>provisions</i>	2 394	3 056	7 908	27,7%	158,8%
douteux ou litigieux	24 832	28 125	33 774	13,3%	20,1%
<i>provisions</i>	89 995	96 320	108 710	7,0%	12,9%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>678 621</b>	<b>796 016</b>	<b>953 329</b>	<b>17,3%</b>	<b>19,8%</b>
a) Titres de placement	461 054	562 539	700 573	22,0%	24,5%
b) Immobilisations financières	101 664	94 208	76 448	-7,3%	-18,9%
c) Autres immobilisations	63 058	76 370	84 903	21,1%	11,2%
d) Divers	52 845	62 899	91 405	19,0%	45,3%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>1 936 229</b>	<b>2 219 791</b>	<b>2 426 159</b>	<b>14,6%</b>	<b>9,3%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>1 626 924</b>	<b>1 891 904</b>	<b>2 048 797</b>	<b>16,3%</b>	<b>8,3%</b>
a) A vue	755 986	876 881	905 279	16,0%	3,2%
b) A terme	870 938	1 015 023	1 143 518	16,5%	12,7%
dépôts à terme et bons de caisse	548 799	647 507	711 068	18,0%	9,8%
comptes d'épargne à régime spécial	272 782	317 386	370 163	16,4%	16,6%
autres	49 357	50 130	62 287	1,6%	24,3%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>180 112</b>	<b>198 932</b>	<b>240 789</b>	<b>10,4%</b>	<b>21,0%</b>
a) Capital, dotations & réserves	147 818	174 056	202 412	17,8%	16,3%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	6 450	7 014	7 319	8,7%	4,3%
b) Autres	32 294	24 876	38 377	-23,0%	54,3%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>129 193</b>	<b>128 955</b>	<b>136 573</b>	<b>-0,2%</b>	<b>5,9%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>1 338</b>	<b>-179 918</b>	<b>-469 091</b>	<b>-13546,8%</b>	<b>160,7%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-1 338</b>	<b>179 918</b>	<b>469 091</b>	<b>-13546,8%</b>	<b>160,7%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-49 557</b>	<b>-53 574</b>	<b>-54 529</b>	<b>8,1%</b>	<b>1,8%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>48 219</b>	<b>233 492</b>	<b>523 620</b>	<b>384,2%</b>	<b>124,3%</b>
emplois	-300 573	-296 168	-266 006	-1,5%	-10,2%
<i>dont hors UMOA</i>	-77 050	-57 253	-56 740	-25,7%	-0,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-550	-153	-34	-72,2%	-77,8%
ressources	348 792	529 660	789 626	51,9%	49,1%
<i>dont hors UMOA</i>	13 214	42 765	60 679	223,6%	41,9%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA



**BURKINA**  
( 16 Etablissements )

**Annexe 2.2**

<b>R E S U L T A T S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			<b>(*)</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2013-2014</b>
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>220 352</b>	<b>245 680</b>	<b>349 965</b>	<b>11,5%</b>	<b>42,4%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 948	4 778	4 251	-3,4%	-11,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	131 509	156 292	173 153	18,8%	10,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	26 597	31 197	37 789	17,3%	21,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 078	2 466	3 516	18,7%	42,6%
+Produits sur opérations de change	43 966	38 209	116 486	-13,1%	204,9%
+Produits sur opérations de hors-bilan	7 861	8 785	9 390	11,8%	6,9%
+Produits sur prestations de services financiers	3 318	3 817	4 792	15,0%	25,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	271	245	753	-9,6%	207,3%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	196	109	165	-44,4%	51,4%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>84 101</b>	<b>90 986</b>	<b>181 413</b>	<b>8,2%</b>	<b>99,4%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	11 205	13 059	17 199	16,5%	31,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	40 615	50 213	57 694	23,6%	14,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	740	819	731	10,7%	-10,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 234	1 826	1 957	48,0%	7,2%
-Charges sur opérations de change	29 153	23 174	101 447	-20,5%	337,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	35	97	143	177,1%	47,4%
-Charges sur prestations de services financiers	1 040	1 627	2 213	56,4%	36,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	79	171	29	116,5%	-83,0%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>136 251</b>	<b>154 694</b>	<b>168 552</b>	<b>13,5%</b>	<b>9,0%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>9 502</b>	<b>9 006</b>	<b>9 270</b>	<b>-5,2%</b>	<b>2,9%</b>
+Produits sur immobilisations financières	6 584	5 427	5 364	-17,6%	-1,2%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	3 016	3 653	3 906	21,1%	6,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	98	74	0	-24,5%	-100,0%
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>145 753</b>	<b>163 700</b>	<b>177 822</b>	<b>12,3%</b>	<b>8,6%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>67 467</b>	<b>74 076</b>	<b>81 761</b>	<b>9,8%</b>	<b>10,4%</b>
-Frais de personnel	30 109	33 247	35 571	10,4%	7,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 606	1 599	2 016	-0,4%	26,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	35 752	39 230	44 174	9,7%	12,6%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>8 231</b>	<b>9 319</b>	<b>10 282</b>	<b>13,2%</b>	<b>10,3%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	8 262	9 448	10 301	14,4%	9,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	31	129	19	316,1%	-85,3%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>70 055</b>	<b>80 305</b>	<b>85 779</b>	<b>14,6%</b>	<b>6,8%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>7 507</b>	<b>19 521</b>	<b>23 892</b>	<b>160,0%</b>	<b>22,4%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	39 642	38 973	43 975	-1,7%	12,8%
+Reprises de provisions	32 135	19 452	20 083	-39,5%	3,2%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>196</b>	<b>109</b>	<b>165</b>	<b>-44,4%</b>	<b>51,4%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>62 744</b>	<b>60 893</b>	<b>62 052</b>	<b>-3,0%</b>	<b>1,9%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-4 504</b>	<b>-1 602</b>	<b>-1 126</b>	<b>-64,4%</b>	<b>-29,7%</b>
+Subventions d'exploitation	6	19	44	216,7%	131,6%
+Récupérations sur créances amorties	1 228	761	879	-38,0%	15,5%
+Produits exceptionnels	578	1 879	795	225,1%	-57,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	366	0	0	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 334	1 006	482	-24,6%	-52,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 232	2 448	1 244	98,7%	-49,2%
-Charges exceptionnelles	4 116	807	1 118	-80,4%	38,5%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-2 568</b>	<b>-580</b>	<b>-831</b>	<b>-77,4%</b>	<b>43,3%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	8 188	4 253	3 255	-48,1%	-23,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	10 756	4 833	4 086	-55,1%	-15,5%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>11 497</b>	<b>12 863</b>	<b>11 768</b>	<b>11,9%</b>	<b>-8,5%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>44 175</b>	<b>45 848</b>	<b>48 327</b>	<b>3,8%</b>	<b>5,4%</b>
+Bénéfices	45 144	51 034	53 448	13,0%	4,7%
-Pertes	-969	-5 186	-5 121	435,2%	-1,3%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	10,4%	9,3%	8,7%	-1,1	-0,6
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,8%	3,6%	3,2%	-0,2	-0,4
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	65,8%	63,0%	65,0%	-2,8	2,0
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,9%	3,4%	4,5%	-0,5	1,1
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,7%	2,8%	3,3%	0,1	0,5
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,9%	2,9%	3,5%	0,0	0,6
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,4%	3,9%	7,8%	-0,5	3,9
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	1,8%	1,6%	1,5%	-0,2	-0,1
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,9%	11,2%	12,5%	-0,7	1,3
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,9%	9,6%	10,6%	-0,3	1,0
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,0%	6,7%	7,1%	-0,3	0,4
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	55,6%	54,0%	54,6%	-1,6	0,6
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	10,7%	24,3%	27,8%	13,6	3,5
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	32,4%	29,6%	28,7%	-2,8	-0,9
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	20,4%	19,2%	17,1%	-1,2	-2,1
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	27,1	28,1	29,5	3,7%	5,0%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	28,2	30,4	30,9	7,8%	1,6%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	36,9%	75,6%	72,5%	38,7	-3,1

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

**BURKINA**  
( 16 Etablissements )

**Annexe 2.2**

<b>STATISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014 (*)</b>	<b>VARIATION 2012-2013</b>	<b>VARIATION 2013-2014</b>
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>121 541</b>	<b>136 741</b>	<b>135 051</b>	<b>12,5%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>121 541</b>	<b>136 741</b>	<b>135 051</b>	<b>12,5%</b>	<b>-1,2%</b>
Nationaux	51 194	65 911	71 275	28,7%	8,1%
<i>Etat</i>	22 489	22 472	30 103	-0,1%	34,0%
<i>Privés</i>	28 705	43 439	41 172	51,3%	-5,2%
Non-nationaux	70 347	70 830	63 776	0,7%	-10,0%
<i>dont UMOA</i>	17 712	33 046	21 615	86,6%	-34,6%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>2 285 052</b>	<b>2 749 482</b>	<b>3 220 316</b>	<b>20,3%</b>	<b>17,1%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>212</b>	<b>235</b>	<b>244</b>	<b>10,8%</b>	<b>3,8%</b>
Périodiques	0	0	1	-	-
Permanents	212	235	243	10,8%	3,4%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>206</b>	<b>245</b>	<b>305</b>	<b>18,9%</b>	<b>24,5%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>2 488</b>	<b>2 639</b>	<b>2 772</b>	<b>6,1%</b>	<b>5,0%</b>
Employés	1 440	1 567	1 588	8,8%	1,3%
<i>dont Etrangers</i>	2	1	10	-50,0%	900,0%
Cadres	1 048	1 072	1 184	2,3%	10,4%
<i>dont Etrangers</i>	22	14	24	-36,4%	71,4%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>942 045</b>	<b>1 076 431</b>	<b>1 227 617</b>	<b>14,3%</b>	<b>14,0%</b>
Personnes physiques	857 333	985 975	1 122 276	15,0%	13,8%
<i>dont Etrangers</i>	17 650	20 495	11 395	16,1%	-44,4%
Personnes morales	84 712	90 456	105 341	6,8%	16,5%
<i>dont Etrangers</i>	1 001	1 142	199	14,1%	-82,6%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	9,57%	6,58%	5,58%	-2,99	-1,00
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	12	12	12	0	0
Etablissements Financiers	5	5	4	0	-1
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	10	11	11	1	0
Banques spécialisées	2	1	1	-1	0
Etablissements Financiers	5	5	4	0	-1
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	5	6	6	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	3	2	3	-1	1
Petits ( Actifs < 100 milliards )	9	9	7	0	-2

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA



## **ANNEXE II.3 : COTE D'IVOIRE**

**II.3.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.3.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (b) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES						
	<b>BANQUES (25)</b>			<b>282 182</b>	<b>68 200</b>	<b>63 934</b>	<b>6 608 850</b>	<b>598</b>	<b>2 538 260</b>	<b>3 127</b>	<b>4 159</b>	<b>7 286</b>
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	01/09/1966	15 556	0	3 755	1 019 981	68	351 725	501	656	1 157
A 0034 G	- Banque Atlantique de Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	14 963	0	14 939	907 320	66	267 361	272	252	524
A 0059 J	- Ecobank-Côte d'Ivoire	ECOBANK-CI	16/03/1989	21 900	0	1 224	823 661	51	258 697	252	387	639
A 0042 Q	- NSIA Banque - Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	20 000	2 000	18 000	628 121	63	222 509	321	428	749
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	01/09/1966	16 667	0	5 419	515 164	39	105 343	288	273	561
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	10 000	4 900	0	500 775	49	298 887	317	317	634
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CI	14/12/1995	8 200	0	6 682	493 079	24	139 931	102	216	318
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 500	20 500	0	459 667	31	149 148	276	223	499
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	08/05/2006	8 500	0	6 900	163 951	7	4 891	92	40	132
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	SCB-CI	01/02/2000	10 300	0	0	138 470	4	1 560	66	25	91
A 0158 R	- Diamond Bank, Succursale de la Côte d'Ivoire	-	09/09/2010	0	0	0	127 993	5	8 553	17	73	90
A 0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	23/05/2011	10 000	0	2 000	122 311	2	612	38	16	54
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	14/05/2008	9 120	0	0	116 833	10	43 392	46	114	160
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	10 000	0	0	107 020	1	0	40	3	43
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/2009	35 000	35 000	0	97 137	130	554 356	192	645	837
A 0154 M	- Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC-CI	04/06/2009	12 500	0	0	83 747	14	18 656	60	121	181
A 0166 A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	-	26/09/2012	10 400	0	1 040	71 753	10	13 757	25	92	117
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	6 776	2 800	3 826	69 868	9	59 850	51	134	185
A 0121 B	- Orabank Côte d'Ivoire		11/02/2005	15 000	0	0	58 233	2	9 940	38	30	68
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	3 000	3 000	0	48 770	3	7 415	36	58	94
A 0071 X	- Cofipa Investment Bank-Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	21/07/1994	5 000	0	10	20 444	4	3 001	35	23	58
A 0106 K	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire		27/11/2013	8 800	0	38	19 041	2	5 685	27	17	44
A 0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	10 000	0	101	15 511	4	12 991	35	16	51
A 0180 Q	- Banque De l'Union - Côte d'Ivoire	BDU-CI	13/12/2013									
A 0188 Z	- Banque Maillemme de Solidarité, Succursale de la Côte d'Ivoire		29/09/2014									

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	TOTAL	
	<b>ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)</b>												
A 0001 W	- Société Africaine de Crédit Automobile- Alios Finance		27/04/1986	1 299	0	521	778	57 025	2	0	48	17	65
A 0186 X	- Fidellis Finance Burkina Faso, Succursale de la Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	29/09/2014	1 299	0	521	778	57 025	2	0	48	17	65
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (27)</b>			<b>283 481</b>	<b>68 200</b>	<b>64 455</b>	<b>150 826</b>	<b>6 665 875</b>	<b>600</b>	<b>2 538 260</b>	<b>3 175</b>	<b>4 176</b>	<b>7 351</b>

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*) : Données provisoires

(\*\*\*): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau



**COTE D'IVOIRE**  
( 24 Etablissements )

Annexe 3.2

<b>B I L A N S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			<b>(*)</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>983 110</b>	<b>960 868</b>	<b>1 165 728</b>	<b>-2,3%</b>	<b>21,3%</b>
- Caisse	142 585	193 989	227 341	36,1%	17,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	586 681	520 891	726 322	-11,2%	39,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	41 868	42 820	39 016	2,3%	-8,9%
- Comptes de prêts	210 887	200 622	170 792	-4,9%	-14,9%
- Valeurs non imputées	38	23	18	-39,5%	-21,7%
- Créances rattachées	688	2 083	1 652	202,8%	-20,7%
- Créances en souffrance	363	440	587	21,2%	33,4%
<i>(provisions)</i>	329	329	36	-	-89,1%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>2 402 567</b>	<b>2 956 234</b>	<b>3 562 604</b>	<b>23,0%</b>	<b>20,5%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	75 849	114 948	134 553	51,5%	17,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	5	5	999	-	19880,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	75 844	114 943	133 554	51,6%	16,2%
- Autres crédits à court terme	795 974	1 050 560	1 231 927	32,0%	17,3%
. <i>Crédits de campagne</i>	156 023	186 380	276 940	19,5%	48,6%
. <i>Crédits ordinaires</i>	639 951	864 180	954 987	35,0%	10,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	582 655	587 273	715 962	0,8%	21,9%
- Crédits à moyen terme	717 636	907 475	1 251 545	26,5%	37,9%
- Crédits à long terme	103 672	164 259	96 996	58,4%	-40,9%
- Affacturage	667	0	1 774	-100,0%	-
- Valeurs non imputées	1 945	1 847	2 197	-5,0%	18,9%
- Créances rattachées	17 042	18 866	24 794	10,7%	31,4%
- Créances en souffrance	107 127	111 006	102 856	3,6%	-7,3%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	59 258	56 709	52 274	-4,3%	-7,8%
<i>(provisions)</i>	1 850	1 150	6 057	-37,8%	426,7%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	47 868	54 281	50 580	13,4%	-6,8%
<i>(provisions)</i>	344 780	303 264	283 600	-12,0%	-6,5%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	1	16	2	1500,0%	-87,5%
<i>(provisions)</i>	4 669	4 248	3 267	-9,0%	-23,1%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>877 603</b>	<b>1 114 030</b>	<b>1 431 861</b>	<b>26,9%</b>	<b>28,5%</b>
- Titres de placement	644 323	901 251	1 192 297	39,9%	32,3%
- Comptes de stocks	136	1 130	629	730,9%	-44,3%
- Débiteurs divers	75 903	62 487	63 417	-17,7%	1,5%
- Créances rattachées	5 645	7 810	14 612	38,4%	87,1%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	54 815	62 745	51 442	14,5%	-18,0%
- Valeurs à rejeter	1 212	1 440	5 167	18,8%	258,8%
- Comptes d'ordre & divers	95 569	77 167	104 297	-19,3%	35,2%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>441 291</b>	<b>449 076</b>	<b>505 682</b>	<b>1,8%</b>	<b>12,6%</b>
- Immobilisations financières	165 797	153 925	190 109	-7,2%	23,5%
- Dépôts & cautionnements	5 197	6 326	5 852	21,7%	-7,5%
- Immobilisations en cours	24 939	23 786	38 191	-4,6%	60,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	5 038	2 570	2 126	-49,0%	-17,3%
- Immobilisations d'exploitation	167 040	180 165	181 853	7,9%	0,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	13 343	17 543	21 094	31,5%	20,2%
- Immobilisations hors-exploitation	20 187	18 134	17 486	-10,2%	-3,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	5 786	5 610	750	-3,0%	-86,6%
- Crédit-bail & opérations assimilées	54 761	61 994	68 908	13,2%	11,2%
- Créances rattachées	2 682	3 715	2 794	38,5%	-24,8%
- Créances en souffrance	688	1 031	489	49,9%	-52,6%
<i>(provisions)</i>	4 852	4 950	4 652	2,0%	-6,0%
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>4 704 571</b>	<b>5 480 208</b>	<b>6 665 875</b>	<b>16,5%</b>	<b>21,6%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>522 793</b>	<b>753 575</b>	<b>936 825</b>	<b>44,1%</b>	<b>24,3%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	151 769	180 544	230 821	19,0%	27,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	17 436	34 289	9 929	96,7%	-71,0%
- Comptes d'emprunts	342 941	531 868	684 208	55,1%	28,6%
- Autres sommes dues	7 287	2 555	6 771	-64,9%	165,0%
- Dettes rattachées	3 360	4 319	5 096	28,5%	18,0%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>3 608 361</b>	<b>4 044 394</b>	<b>4 881 613</b>	<b>12,1%</b>	<b>20,7%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	1 721 725	1 988 419	2 487 194	15,5%	25,1%
- Dépôts à terme reçus	789 600	847 243	914 716	7,3%	8,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	861 264	942 487	1 067 936	9,4%	13,3%
- Dépôts de garantie reçus	101 780	125 684	265 003	23,5%	110,8%
- Autres dépôts	5 290	4 416	4 650	-16,5%	5,3%
- Bons de caisse	29 786	22 426	29 185	-24,7%	30,1%
- Comptes d'affacturage	0	0	169	-	-
- Emprunts à la clientèle	5 540	1 548	964	-72,1%	-37,7%
- Autres sommes dues	73 240	87 941	84 136	20,1%	-4,3%
- Dettes rattachées	20 136	24 230	27 660	20,3%	14,2%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>172 162</b>	<b>191 167</b>	<b>239 894</b>	<b>11,0%</b>	<b>25,5%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	26 538	35 225	29 601	32,7%	-16,0%
- Crédeurs divers	48 833	57 012	62 043	16,7%	8,8%
- Dettes rattachées	355	331	268	-6,8%	-19,0%
- Comptes d'ordre & divers	96 436	98 599	147 982	2,2%	50,1%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>401 255</b>	<b>491 072</b>	<b>607 543</b>	<b>22,4%</b>	<b>23,7%</b>
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	278	712	1 057	156,1%	48,5%
- Provisions pour risques & charges	49 932	53 375	56 462	6,9%	5,8%
- Provisions réglementées	684	684	684	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	3 579	10	6 267	-99,7%	62570,0%
- Titres et emprunts subordonnés	10 992	19 605	42 066	78,4%	114,6%
- Dettes rattachées	433	661	1 237	52,7%	87,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	31 180	31 073	31 269	-0,3%	0,6%
- Primes liées au capital	6 954	7 474	12 474	7,5%	66,9%
- Réserves	98 796	111 274	125 050	12,6%	12,4%
- Ecart de réévaluation	6 711	6 711	6 711	-	-
- Capital	315 412	327 704	283 481	3,9%	-13,5%
- Dotations	8 951	9 951	8 984	11,2%	-9,7%
- Report à nouveau	-155 503	-133 672	-68 873	-14,0%	-48,5%
- Résultat de l'exercice	22 856	55 510	100 674	142,9%	81,4%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>4 704 571</b>	<b>5 480 208</b>	<b>6 665 875</b>	<b>16,5%</b>	<b>21,6%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	159 223	200 567	183 283	26,0%	-8,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	536 455	734 921	859 192	37,0%	16,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	67 848	51 045	51 317	-24,8%	0,5%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 698	10 907	6 274	91,4%	-42,5%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>EMPLOIS - RESSOURCES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>3 722 013</b>	<b>4 520 296</b>	<b>5 501 173</b>	<b>21,4%</b>	<b>21,7%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>2 495 789</b>	<b>3 063 138</b>	<b>3 658 649</b>	<b>22,7%</b>	<b>19,4%</b>
a) Crédits à court terme	1 511 905	1 817 373	2 137 855	20,2%	17,6%
<i>dont Crédits de campagne</i>	156 028	186 385	277 939	19,5%	49,1%
b) Crédits à moyen terme	717 636	907 475	1 251 545	26,5%	37,9%
c) Crédits à long terme	103 672	164 259	96 996	58,4%	-40,9%
d) Opérations de crédit-bail	54 761	61 994	68 908	13,2%	11,2%
e) Crédits en souffrance	107 815	112 037	103 345	3,9%	-7,8%
impayés ou immobilisés	59 599	57 314	52 691	-3,8%	-8,1%
<i>provisions</i>	2 810	2 175	6 124	-22,6%	181,6%
douteux ou litigieux	48 216	54 723	50 654	13,5%	-7,4%
<i>provisions</i>	353 341	311 437	291 452	-11,9%	-6,4%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>1 226 224</b>	<b>1 457 158</b>	<b>1 842 524</b>	<b>18,8%</b>	<b>26,4%</b>
a) Titres de placement	644 323	901 251	1 192 297	39,9%	32,3%
b) Immobilisations financières	165 797	153 925	190 109	-7,2%	23,5%
c) Autres immobilisations	217 363	228 411	243 382	5,1%	6,6%
d) Divers	198 741	173 571	216 736	-12,7%	24,9%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>4 185 138</b>	<b>4 730 952</b>	<b>5 734 146</b>	<b>13,0%</b>	<b>21,2%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>3 614 763</b>	<b>4 055 389</b>	<b>4 883 554</b>	<b>12,2%</b>	<b>20,4%</b>
a) A vue	1 794 965	2 076 360	2 571 499	15,7%	23,8%
b) A terme	1 819 798	1 979 029	2 312 055	8,7%	16,8%
dépôts à terme et bons de caisse	819 386	869 669	943 901	6,1%	8,5%
comptes d'épargne à régime spécial	861 264	942 487	1 067 936	9,4%	13,3%
autres	139 148	166 873	300 218	19,9%	79,9%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>278 990</b>	<b>351 084</b>	<b>431 311</b>	<b>25,8%</b>	<b>22,9%</b>
a) Capital, dotations & réserves	241 190	307 806	358 970	27,6%	16,6%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	8 788	11 268	17 017	28,2%	51,0%
b) Autres	37 800	43 278	72 341	14,5%	67,2%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>291 385</b>	<b>324 479</b>	<b>419 281</b>	<b>11,4%</b>	<b>29,2%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>463 125</b>	<b>210 656</b>	<b>232 973</b>	<b>-54,5%</b>	<b>10,6%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-463 125</b>	<b>-210 656</b>	<b>-232 973</b>	<b>-54,5%</b>	<b>10,6%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-142 721</b>	<b>-195 116</b>	<b>-227 967</b>	<b>36,7%</b>	<b>16,8%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-320 404</b>	<b>-15 540</b>	<b>-5 006</b>	<b>-95,1%</b>	<b>-67,8%</b>
emplois	-839 837	-764 796	-936 735	-8,9%	22,5%
<i>dont hors UMOA</i>	-219 847	-133 245	-136 774	-39,4%	2,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	363	440	587	21,2%	33,4%
ressources	519 433	749 256	931 729	44,2%	24,4%
<i>dont hors UMOA</i>	108 329	141 953	173 302	31,0%	22,1%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>R E S U L T A T S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			<b>(*)</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2013-2014</b>
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>455 752</b>	<b>540 538</b>	<b>626 931</b>	<b>18,6%</b>	<b>16,0%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 264	9 153	10 627	26,0%	16,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	303 275	338 092	386 080	11,5%	14,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	43 535	60 858	76 214	39,8%	25,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	36 749	39 768	38 392	8,2%	-3,5%
+Produits sur opérations de change	47 678	77 841	97 075	63,3%	24,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	7 239	9 147	11 735	26,4%	28,3%
+Produits sur prestations de services financiers	6 872	6 476	7 285	-5,8%	12,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	4 310	280	273	-93,5%	-2,5%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	1 170	1 077	750	-7,9%	-30,4%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>152 261</b>	<b>193 680</b>	<b>220 007</b>	<b>27,2%</b>	<b>13,6%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	15 116	18 083	23 001	19,6%	27,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	72 904	80 719	86 262	10,7%	6,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3 333	3 485	5 006	4,6%	43,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	29 890	31 429	30 660	5,1%	-2,4%
-Charges sur opérations de change	27 467	55 522	68 936	102,1%	24,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	618	784	825	26,9%	5,2%
-Charges sur prestations de services financiers	2 407	3 015	3 869	25,3%	28,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	526	643	1 448	22,2%	125,2%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>303 491</b>	<b>346 858</b>	<b>406 924</b>	<b>14,3%</b>	<b>17,3%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>18 395</b>	<b>19 113</b>	<b>16 569</b>	<b>3,9%</b>	<b>-13,3%</b>
+Produits sur immobilisations financières	11 449	11 036	9 474	-3,6%	-14,2%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7 341	8 444	7 538	15,0%	-10,7%
-Charges sur immobilisations financières	16	25	10	56,3%	-60,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	379	342	433	-9,8%	26,6%
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>321 886</b>	<b>365 971</b>	<b>423 493</b>	<b>13,7%</b>	<b>15,7%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>215 406</b>	<b>235 326</b>	<b>253 058</b>	<b>9,2%</b>	<b>7,5%</b>
-Frais de personnel	90 504	102 647	111 173	13,4%	8,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	10 906	11 903	13 731	9,1%	15,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	113 996	120 776	128 154	5,9%	6,1%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>30 704</b>	<b>32 238</b>	<b>31 608</b>	<b>5,0%</b>	<b>-2,0%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	31 049	32 561	31 631	4,9%	-2,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	345	323	23	-6,4%	-92,9%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>75 776</b>	<b>98 407</b>	<b>138 827</b>	<b>29,9%</b>	<b>41,1%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>31 851</b>	<b>39 255</b>	<b>19 458</b>	<b>23,2%</b>	<b>-50,4%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	105 763	150 915	69 542	42,7%	-53,9%
+Reprises de provisions	73 912	111 660	50 084	51,1%	-55,1%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>1 170</b>	<b>1 077</b>	<b>750</b>	<b>-7,9%</b>	<b>-30,4%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>45 095</b>	<b>60 229</b>	<b>120 119</b>	<b>33,6%</b>	<b>99,4%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-2 300</b>	<b>-1 306</b>	<b>-2 895</b>	<b>-43,2%</b>	<b>121,7%</b>
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	409	992	1 917	142,5%	93,2%
+Produits exceptionnels	6 994	1 861	1 667	-73,4%	-10,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	368	1 665	4 614	352,4%	177,1%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	417	1 019	2 313	144,4%	127,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	886	1 557	4 819	75,7%	209,5%
-Charges exceptionnelles	8 768	3 248	3 961	-63,0%	22,0%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-8 774</b>	<b>4 969</b>	<b>-703</b>	<b>-156,6%</b>	<b>-114,1%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	8 838	21 847	9 325	147,2%	-57,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	17 612	16 878	10 028	-4,2%	-40,6%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>11 165</b>	<b>8 382</b>	<b>15 847</b>	<b>-24,9%</b>	<b>89,1%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>22 856</b>	<b>55 510</b>	<b>100 674</b>	<b>142,9%</b>	<b>81,4%</b>
+Bénéfices	71 668	83 940	116 431	17,1%	38,7%
-Pertes	-48 812	-28 430	-15 757	-41,8%	-44,6%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>RATIOS CARACTERISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,3%	12,6%	10,1%	-3,7	-2,5
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,3%	3,7%	2,8%	-0,6	-0,9
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	76,8%	73,7%	74,2%	-3,1	0,5
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,7%	3,7%	3,2%	0,0	-0,5
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,1%	2,1%	2,0%	0,0	-0,1
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,3%	2,3%	2,1%	0,0	-0,2
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,7%	4,2%	4,0%	0,5	-0,2
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	0,9%	1,1%	1,2%	0,2	0,1
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,6%	13,3%	12,1%	-0,3	-1,2
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,1%	10,3%	9,7%	0,2	-0,6
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,8%	8,0%	7,6%	0,2	-0,4
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	81,2%	77,2%	70,0%	-4,0	-7,2
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	41,4%	39,5%	13,9%	-1,9	-25,6
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	7,5%	16,0%	24,7%	8,5	8,7
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,5%	12,7%	18,3%	6,2	5,6
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	33,5	33,4	34,4	-0,3%	3,0%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	11,8	13,9	18,9	17,8%	36,0%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	67,1%	64,1%	55,7%	-3,0	-8,4

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

<b>STATISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014 (*)</b>	<b>VARIATION 2012-2013</b>	<b>VARIATION 2013-2014</b>
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>315 412</b>	<b>327 704</b>	<b>283 481</b>	<b>3,9%</b>	<b>-13,5%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>315 347</b>	<b>327 703</b>	<b>294 461</b>	<b>3,9%</b>	<b>-10,1%</b>
Nationaux	185 879	137 224	132 655	-26,2%	-3,3%
<i>Etat</i>	63 334	73 334	68 200	15,8%	-7,0%
<i>Privés</i>	122 545	63 890	64 455	-47,9%	0,9%
Non-nationaux	129 468	190 479	161 806	47,1%	-15,1%
<i>dont UMOA</i>	44 719	53 603	52 610	19,9%	-1,9%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>4 704 571</b>	<b>5 480 208</b>	<b>6 665 875</b>	<b>16,5%</b>	<b>21,6%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>535</b>	<b>570</b>	<b>600</b>	<b>6,5%</b>	<b>5,3%</b>
Périodiques	0	3	3	-	-
Permanents	535	567	597	6,0%	5,3%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>528</b>	<b>701</b>	<b>832</b>	<b>32,8%</b>	<b>18,7%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>6 421</b>	<b>7 055</b>	<b>7 351</b>	<b>9,9%</b>	<b>4,2%</b>
Employés	3 716	4 075	4 207	9,7%	3,2%
<i>dont Etrangers</i>	7	8	37	14,3%	362,5%
Cadres	2 705	2 980	3 144	10,2%	5,5%
<i>dont Etrangers</i>	36	51	88	41,7%	72,5%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>2 187 171</b>	<b>2 445 152</b>	<b>2 538 260</b>	<b>11,8%</b>	<b>3,8%</b>
Personnes physiques	2 133 951	2 351 964	2 444 910	10,2%	4,0%
<i>dont Etrangers</i>	55 949	74 117	86 054	32,5%	16,1%
Personnes morales	53 220	93 188	93 350	75,1%	0,2%
<i>dont Etrangers</i>	1 316	3 093	1 763	135,0%	-43,0%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,59%	9,59%	9,18%	-1,00	-0,41
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>-1</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	23	24	23	1	-1
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	20	21	21	1	0
Banques spécialisées	3	3	2	0	-1
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	8	8	8	0	0
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	3	3	6	0	3
Petits ( Actifs < 100 milliards )	13	14	10	1	-4

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

## **ANNEXE II.4 : GUINEE-BISSAU**

**II.4.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.4.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques





IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES		TOTAL
					ETAT	NATIONAL PRIVES	NON- NATIONAL				CADRES	EMPLOYES	
	<b>BANQUES (4)</b>			<b>16 800</b>	<b>0</b>	<b>1 059</b>	<b>15 741</b>	<b>157 353</b>	<b>26</b>	<b>76 505</b>	<b>77</b>	<b>284</b>	<b>361</b>
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/1997	5 000	0	859	4 141	50 468	10	37 060	55	68	123
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK-GB	22/11/2006	6 800	0	0	6 800	48 131	6	20 645	9	109	118
S 0172 B	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau		05/06/2013	0	0	0	0	30 055	3	9 786	0	61	61
S 0128 D	- Banco Da União	BDU-SA	21/04/2005	5 000	0	200	4 800	28 699	7	9 014	13	46	59
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (4)</b>			<b>16 800</b>	<b>0</b>	<b>1 059</b>	<b>15 741</b>	<b>157 353</b>	<b>26</b>	<b>76 505</b>	<b>77</b>	<b>284</b>	<b>361</b>

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>38 158</b>	<b>41 236</b>	<b>43 380</b>	<b>8,1%</b>	<b>5,2%</b>
- Caisse	3 278	3 776	4 700	15,2%	24,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	26 788	22 999	26 378	-14,1%	14,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	516	516	654	-	26,7%
- Comptes de prêts	7 445	13 816	11 620	85,6%	-15,9%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	131	129	28	-1,5%	-78,3%
- Créances en souffrance (provisions)	0 0	0 0	0 0	- -	- -
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>77 849</b>	<b>67 646</b>	<b>72 034</b>	<b>-13,1%</b>	<b>6,5%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	0	0	174	-	-
. Crédits de campagne	0	0	174	-	-
. Crédits ordinaires	0	0	0	-	-
- Autres crédits à court terme	15 218	9 922	13 070	-34,8%	31,7%
. Crédits de campagne	0	57	360	-	531,6%
. Crédits ordinaires	15 218	9 865	12 710	-35,2%	28,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	23 934	12 291	10 771	-48,6%	-12,4%
- Crédits à moyen terme	22 808	26 503	24 933	16,2%	-5,9%
- Crédits à long terme	377	1 207	1 167	220,2%	-3,3%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	299	199	106	-33,4%	-46,7%
- Créances rattachées	1 090	899	945	-17,5%	5,1%
- Créances en souffrance	14 123	16 625	20 868	17,7%	25,5%
. Impayées ou immobilisées (provisions)	11 653 2 337	567 12	658 29	-95,1% -99,5%	16,0% 141,7%
. Douteuses ou litigieuses (provisions)	2 470 4 181	16 058 14 146	20 209 15 442	550,1% 238,3%	25,9% 9,2%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	0 353	0 379	1 901	- 7,4%	- 137,7%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>12 801</b>	<b>26 275</b>	<b>34 546</b>	<b>105,3%</b>	<b>31,5%</b>
- Titres de placement	9 711	23 457	30 724	141,6%	31,0%
- Comptes de stocks	0	130	173	-	33,1%
- Débiteurs divers	637	1 120	1 020	75,8%	-8,9%
- Créances rattachées	140	141	534	0,7%	278,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	692	975	329	40,9%	-66,3%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 621	452	1 766	-72,1%	290,7%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>7 433</b>	<b>6 662</b>	<b>7 393</b>	<b>-10,4%</b>	<b>11,0%</b>
- Immobilisations financières	1 949	1 443	1 822	-26,0%	26,3%
- Dépôts & cautionnements	70	69	90	-1,4%	30,4%
- Immobilisations en cours	596	247	492	-58,6%	99,2%
dont Immobilisations incorporelles	34	3	47	-91,2%	1466,7%
- Immobilisations d'exploitation	4 047	4 118	4 283	1,8%	4,0%
dont Immobilisations incorporelles	330	181	56	-45,2%	-69,1%
- Immobilisations hors-exploitation	771	780	706	1,2%	-9,5%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	5	0	-	-100,0%
- Créances en souffrance (provisions)	0 0	0 0	0 0	- -	- -
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>136 241</b>	<b>141 819</b>	<b>157 353</b>	<b>4,1%</b>	<b>11,0%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>21 775</b>	<b>25 532</b>	<b>28 982</b>	<b>17,3%</b>	<b>13,5%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	7 005	9 412	12 114	34,4%	28,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	0	116	116	-	-
- Comptes d'emprunts	14 702	16 000	16 728	8,8%	4,6%
- Autres sommes dues	1	0	0	-100,0%	-
- Dettes rattachées	67	4	24	-94,0%	500,0%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>90 035</b>	<b>95 188</b>	<b>108 123</b>	<b>5,7%</b>	<b>13,6%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	57 078	67 706	71 342	18,6%	5,4%
- Dépôts à terme reçus	18 639	15 910	20 238	-14,6%	27,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	5 487	6 413	9 841	16,9%	53,5%
- Dépôts de garantie reçus	7 353	4 712	2 300	-35,9%	-51,2%
- Autres dépôts	0	0	3	-	-
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	1 298	323	4 206	-75,1%	1202,2%
- Dettes rattachées	180	124	193	-31,1%	55,6%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>2 952</b>	<b>2 992</b>	<b>3 794</b>	<b>1,4%</b>	<b>26,8%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Créiteurs divers	982	739	611	-24,7%	-17,3%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 970	2 253	3 183	14,4%	41,3%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>21 479</b>	<b>18 107</b>	<b>16 454</b>	<b>-15,7%</b>	<b>-9,1%</b>
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	194	213	665	9,8%	212,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 047	1 005	1 043	-4,0%	3,8%
- Dettes rattachées	29	17	17	-41,4%	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	100	0	0	-100,0%	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-
- Réserves	2 442	2 605	2 605	6,7%	-
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	18 800	16 800	16 800	-10,6%	-
- Dotations	0	1 500	1 500	-	-
- Report à nouveau	-1 933	25	-4 713	-101,3%	-18952,0%
- Résultat de l'exercice	120	-4 738	-2 143	-4048,3%	-54,8%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>136 241</b>	<b>141 819</b>	<b>157 353</b>	<b>4,1%</b>	<b>11,0%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 673	27	11 034	-99,3%	40766,7%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	10 614	20 916	8 061	97,1%	-61,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	7 425	0	-	-100,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-	-

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>98 214</b>	<b>100 582</b>	<b>113 828</b>	<b>2,4%</b>	<b>13,2%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>77 451</b>	<b>67 722</b>	<b>71 418</b>	<b>-12,6%</b>	<b>5,5%</b>
a) Crédits à court terme	40 143	23 387	24 450	-41,7%	4,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	0	57	534	-	836,8%
b) Crédits à moyen terme	22 808	26 503	24 933	16,2%	-5,9%
c) Crédits à long terme	377	1 207	1 167	220,2%	-3,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	14 123	16 625	20 868	17,7%	25,5%
impayés ou immobilisés	11 653	567	658	-95,1%	16,0%
<i>provisions</i>	2 337	12	29	-99,5%	141,7%
douteux ou litigieux	2 470	16 058	20 210	550,1%	25,9%
<i>provisions</i>	4 534	14 525	16 343	220,4%	12,5%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>20 763</b>	<b>32 860</b>	<b>42 410</b>	<b>58,3%</b>	<b>29,1%</b>
a) Titres de placement	9 711	23 457	30 724	141,6%	31,0%
b) Immobilisations financières	1 949	1 443	1 822	-26,0%	26,3%
c) Autres immobilisations	5 484	5 214	5 571	-4,9%	6,8%
d) Divers	3 619	2 746	4 293	-24,1%	56,3%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>114 533</b>	<b>116 291</b>	<b>128 395</b>	<b>1,5%</b>	<b>10,4%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>89 855</b>	<b>95 064</b>	<b>107 930</b>	<b>5,8%</b>	<b>13,5%</b>
a) A vue	58 376	68 029	75 548	16,5%	11,1%
b) A terme	31 479	27 035	32 382	-14,1%	19,8%
dépôts à terme et bons de caisse	18 639	15 910	20 238	-14,6%	27,2%
comptes d'épargne à régime spécial	5 487	6 413	9 841	16,9%	53,5%
autres	7 353	4 712	2 303	-35,9%	-51,1%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>20 695</b>	<b>17 843</b>	<b>15 284</b>	<b>-13,8%</b>	<b>-14,3%</b>
a) Capital, dotations & réserves	18 968	16 158	13 561	-14,8%	-16,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	99	6	86	-93,9%	1333,3%
b) Autres	1 727	1 685	1 723	-2,4%	2,3%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>3 983</b>	<b>3 384</b>	<b>5 181</b>	<b>-15,0%</b>	<b>53,1%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>16 319</b>	<b>15 709</b>	<b>14 567</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-7,3%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-16 319</b>	<b>-15 709</b>	<b>-14 567</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-7,3%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-3 278</b>	<b>-3 906</b>	<b>-4 873</b>	<b>19,2%</b>	<b>24,8%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-13 041</b>	<b>-11 803</b>	<b>-9 694</b>	<b>-9,5%</b>	<b>-17,9%</b>
emplois	-34 749	-37 331	-38 652	7,4%	3,5%
<i>dont hors UMOA</i>	-2 821	-3 800	-1 178	34,7%	-69,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	21 708	25 528	28 958	17,6%	13,4%
<i>dont hors UMOA</i>	377	102	810	-72,9%	694,1%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>14 559</b>	<b>14 171</b>	<b>15 766</b>	<b>-2,7%</b>	<b>11,3%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	378	346	486	-8,5%	40,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	11 498	10 263	10 334	-10,7%	0,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	498	1 008	1 481	102,4%	46,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	1 240	1 868	2 765	50,6%	48,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	690	374	279	-45,8%	-25,4%
+Produits sur prestations de services financiers	227	274	228	20,7%	-16,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	28	38	193	35,7%	407,9%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	0	0	0	-	-
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>1 916</b>	<b>2 414</b>	<b>3 690</b>	<b>26,0%</b>	<b>52,9%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	471	368	524	-21,9%	42,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 010	1 016	1 164	0,6%	14,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	2	-	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	409	982	1 938	140,1%	97,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	19	38	56	100,0%	47,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	7	10	6	42,9%	-40,0%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>12 643</b>	<b>11 757</b>	<b>12 076</b>	<b>-7,0%</b>	<b>2,7%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>152</b>	<b>120</b>	<b>259</b>	<b>-21,1%</b>	<b>115,8%</b>
+Produits sur immobilisations financières	147	113	80	-23,1%	-29,2%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	5	7	179	40,0%	2457,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>12 795</b>	<b>11 877</b>	<b>12 335</b>	<b>-7,2%</b>	<b>3,9%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>6 974</b>	<b>7 480</b>	<b>8 245</b>	<b>7,3%</b>	<b>10,2%</b>
-Frais de personnel	2 765	3 018	3 391	9,2%	12,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	39	26	13	-33,3%	-50,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	4 170	4 436	4 841	6,4%	9,1%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>1 065</b>	<b>1 081</b>	<b>1 030</b>	<b>1,5%</b>	<b>-4,7%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 065	1 081	1 030	1,5%	-4,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	0	-	-
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>4 756</b>	<b>3 316</b>	<b>3 060</b>	<b>-30,3%</b>	<b>-7,7%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>4 289</b>	<b>8 202</b>	<b>4 660</b>	<b>91,2%</b>	<b>-43,2%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	4 576	11 013	6 245	140,7%	-43,3%
+Reprises de provisions	287	2 811	1 585	879,4%	-43,6%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>467</b>	<b>-4 886</b>	<b>-1 600</b>	<b>-1146,3%</b>	<b>-67,3%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-94</b>	<b>178</b>	<b>-250</b>	<b>-289,4%</b>	<b>-240,4%</b>
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	0	0	0	-	-
+Produits exceptionnels	12	513	49	4175,0%	-90,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	135	0	0	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	121	115	97	-5,0%	-15,7%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	100	40	121	-60,0%	202,5%
-Charges exceptionnelles	20	180	81	800,0%	-55,0%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-50</b>	<b>38</b>	<b>-210</b>	<b>-176,0%</b>	<b>-652,6%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	40	102	275	155,0%	169,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	90	64	485	-28,9%	657,8%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>203</b>	<b>68</b>	<b>83</b>	<b>-66,5%</b>	<b>22,1%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>120</b>	<b>-4 738</b>	<b>-2 143</b>	<b>-4048,3%</b>	<b>-54,8%</b>
+Bénéfices	741	1 084	894	46,3%	-17,5%
-Pertes	-621	-5 822	-3 037	837,5%	-47,8%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	24,9%	37,9%	42,4%	13,0	4,5
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	18,2%	24,5%	29,2%	6,3	4,7
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	32,7%	46,6%	44,0%	13,9	-2,6
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	2,4%	1,7%	1,5%	-0,7	-0,2
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,1%	1,1%	1,2%	0,0	0,1
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,3%	1,2%	1,2%	-0,1	0,0
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	1,5%	1,8%	2,4%	0,3	0,6
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	1,0%	0,9%	1,2%	-0,1	0,3
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	14,4%	13,8%	14,0%	-0,6	0,2
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,1%	9,5%	9,4%	-0,6	-0,1
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,8%	8,3%	8,2%	-0,5	-0,1
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	63,6%	72,8%	76,8%	9,2	4,0
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	90,2%	247,3%	152,3%	157,1	-95,0
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	0,9%	-40,3%	-17,7%	-41,2	22,6
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	0,6%	-26,5%	-13,6%	-27,1	12,9
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	22,5	23,1	22,8	2,7%	-1,3%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	15,3	10,2	8,5	-33,3%	-16,7%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>					

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.  
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	18 800	16 800	16 800	-10,6%	-
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	18 800	16 800	16 800	-10,6%	-
Nationaux	1 059	1 059	1 059	-	-
<i>Etat</i>	0	0	0	-	-
<i>Privés</i>	1 059	1 059	1 059	-	-
Non-nationaux	17 741	15 741	15 741	-11,3%	-
<i>dont UMOA</i>	13 600	11 600	6 800	-14,7%	-41,4%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	136 241	141 819	157 353	4,1%	11,0%
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	23	26	26	13,0%	-
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	23	26	26	13,0%	-
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	19	38	42	100,0%	10,5%
<b>EFFECTIFS</b>	310	324	361	4,5%	11,4%
Employés	221	220	284	-0,5%	29,1%
<i>dont Etrangers</i>	9	1	12	-88,9%	1100,0%
Cadres	89	104	77	16,9%	-26,0%
<i>dont Etrangers</i>	11	8	8	-27,3%	-
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	69 556	60 332	76 505	-13,3%	26,8%
Personnes physiques	62 954	55 476	70 724	-11,9%	27,5%
<i>dont Etrangers</i>	2 383	2 546	2 908	6,8%	14,2%
Personnes morales	6 602	4 856	5 781	-26,4%	19,0%
<i>dont Etrangers</i>	245	103	109	-58,0%	5,8%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,00%	9,00%	10,00%	-1,00	1,00
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	4	4	4	0	0
<b>A - Par type</b>					
Banques	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	3	4	4	1	0
Banques spécialisées	1	0	0	-1	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	0	0	0	0	0
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	0	0	0	0	0
Petits ( Actifs < 100 milliards )	4	4	4	0	0

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA





## **ANNEXE II.5 : MALI**

**II.5.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.5.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX						
	<b>BANQUES (14)</b>			127 931	28 125	27 913	71 893	3 209 094	513	1 336 611	1 325	1 724	3 049
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM-SA	22/03/1968	10 000	1 958	2 112	5 930	553 121	98	138 639	237	198	435
D 0045 C	- Bank Of Africa - Mali	BOA-MALI	24/12/1982	8 300	0	1 532	6 768	501 938	50	173 890	124	205	329
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	8 932	0	8 337	595	439 306	41	245 806	191	216	407
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	10 006	1 050	3 853	5 103	346 083	82	218 325	132	247	379
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	17 138	6 251	0	10 887	342 531	44	252 772	109	181	290
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	15 500	7 588	7 077	835	268 427	30	89 813	93	105	198
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BANQUE ATLANTIQUE	12/10/2005	5 000	0	2 250	2 750	255 630	23	40 459	82	115	197
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BIC-IM	28/05/1998	5 000	0	750	4 250	93 356	9	14 383	67	35	102
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	7 255	0	0	7 255	93 312	14	15 169	63	87	150
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	5	13 820	86 718	13	14 070	85	135	220
D 0065 Z	-Banque de l'Habitat du Mali	BHM	23/02/1991	11 000	10 803	197	0	86 067	91	114 483	42	79	121
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	10 000	0	1 250	8 750	78 961	12	6 670	31	70	101
D 0173 R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali		05/06/2013	0	0	0	0	39 008	0	10 124	36	38	74
D 0181 A	- Coris Bank International - Mali		13/12/2013	5 500	0	550	4 950	24 636	6	2 008	33	13	46
	<b>ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)</b>			6 039	5 790	249	0	24 624	3	0	9	26	35
D 0183 C	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	17/04/2014	4 883	4 883	0	0	15 008	1	0	0	14	14
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/02/2008	0	0	0	0	6 767	1	0	2	4	6
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	1 156	907	249	0	2 849	1	0	7	8	15
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (17)</b>			133 970	33 915	28 162	71 893	3 233 718	516	1 336 611	1 334	1 750	3 084

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

<b>B I L A N S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			<b>(*)</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>408 593</b>	<b>434 378</b>	<b>522 093</b>	<b>6,3%</b>	<b>20,2%</b>
- Caisse	62 304	70 962	79 341	13,9%	11,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	238 379	254 255	326 883	6,7%	28,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	55 640	25 302	27 974	-54,5%	10,6%
- Comptes de prêts	51 287	83 101	84 675	62,0%	1,9%
- Valeurs non imputées	0	257	0	-	-100,0%
- Créances rattachées	549	397	747	-27,7%	88,2%
- Créances en souffrance	434	104	2 473	-76,0%	2277,9%
<i>(provisions)</i>	3 864	3 736	0	-3,3%	-100,0%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 180 633</b>	<b>1 355 089</b>	<b>1 573 770</b>	<b>14,8%</b>	<b>16,1%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	81 904	80 554	106 112	-1,6%	31,7%
<i>. Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	81 904	80 554	106 112	-1,6%	31,7%
- Autres crédits à court terme	449 391	537 213	607 400	19,5%	13,1%
<i>. Crédits de campagne</i>	5 519	13 587	618	146,2%	-95,5%
<i>. Crédits ordinaires</i>	443 872	523 626	606 782	18,0%	15,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	140 188	169 050	196 508	20,6%	16,2%
- Crédits à moyen terme	338 389	375 210	490 083	10,9%	30,6%
- Crédits à long terme	43 202	55 710	59 355	29,0%	6,5%
- Affacturage	1 938	0	0	-100,0%	-
- Valeurs non imputées	3 565	3 231	4 551	-9,4%	40,9%
- Créances rattachées	15 539	15 699	19 550	1,0%	24,5%
- Créances en souffrance	106 517	118 422	90 211	11,2%	-23,8%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	61 007	59 542	43 533	-2,4%	-26,9%
<i>(provisions)</i>	2 500	1 953	-64	-21,9%	-103,3%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	45 508	58 880	46 625	29,4%	-20,8%
<i>(provisions)</i>	182 312	178 323	99 208	-2,2%	-44,4%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	2	0	53	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	202	110	78	-45,5%	-29,1%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>384 007</b>	<b>508 647</b>	<b>856 849</b>	<b>32,5%</b>	<b>68,5%</b>
- Titres de placement	330 673	447 172	766 643	35,2%	71,4%
- Comptes de stocks	135	385	1 067	185,2%	177,1%
- Débiteurs divers	17 159	17 235	20 547	0,4%	19,2%
- Créances rattachées	2 965	3 338	7 788	12,6%	133,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	7 064	5 392	11 020	-23,7%	104,4%
- Valeurs à rejeter	257	81	881	-68,5%	987,7%
- Comptes d'ordre & divers	25 754	35 044	48 903	36,1%	39,5%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>193 767</b>	<b>233 330</b>	<b>279 756</b>	<b>20,4%</b>	<b>19,9%</b>
- Immobilisations financières	57 454	85 120	102 304	48,2%	20,2%
- Dépôts & cautionnements	907	962	1 421	6,1%	47,7%
- Immobilisations en cours	13 051	20 303	27 350	55,6%	34,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 581	4 116	2 069	160,3%	-49,7%
- Immobilisations d'exploitation	46 205	45 063	47 831	-2,5%	6,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 642	2 995	3 542	-17,8%	18,3%
- Immobilisations hors-exploitation	70 962	78 192	93 558	10,2%	19,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	2 218	1 286	5 429	-42,0%	322,2%
- Créances rattachées	2 656	2 184	1 751	-17,8%	-19,8%
- Créances en souffrance	314	220	112	-29,9%	-49,1%
<i>(provisions)</i>	88	0	426	-100,0%	-
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>1 250</b>	<b>1 250</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	1 250	1 250	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 167 000</b>	<b>2 532 694</b>	<b>3 233 718</b>	<b>16,9%</b>	<b>27,7%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			(*)	2012-2013	2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>323 410</b>	<b>488 394</b>	<b>793 230</b>	<b>51,0%</b>	<b>62,4%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	79 537	93 750	122 014	17,9%	30,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	37 910	24 664	10 094	-34,9%	-59,1%
- Comptes d'emprunts	200 394	366 881	658 061	83,1%	79,4%
- Autres sommes dues	4 236	1 460	550	-65,5%	-62,3%
- Dettes rattachées	1 333	1 639	2 511	23,0%	53,2%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>1 528 016</b>	<b>1 701 430</b>	<b>2 011 758</b>	<b>11,3%</b>	<b>18,2%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	916 603	994 778	1 170 756	8,5%	17,7%
- Dépôts à terme reçus	246 638	292 087	366 382	18,4%	25,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	252 868	298 315	334 505	18,0%	12,1%
- Dépôts de garantie reçus	64 563	66 374	84 736	2,8%	27,7%
- Autres dépôts	466	583	4 549	25,1%	680,3%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	15 855	14 416	12 948	-9,1%	-10,2%
- Autres sommes dues	23 936	27 517	27 889	15,0%	1,4%
- Dettes rattachées	7 087	7 360	9 993	3,9%	35,8%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>63 036</b>	<b>68 804</b>	<b>91 652</b>	<b>9,2%</b>	<b>33,2%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	10 200	9 600	9 000	-5,9%	-6,3%
- Créiteurs divers	19 209	20 694	21 061	7,7%	1,8%
- Dettes rattachées	41	210	190	412,2%	-9,5%
- Comptes d'ordre & divers	33 586	38 300	61 401	14,0%	60,3%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>688</b>	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	688	-	-
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>252 538</b>	<b>274 066</b>	<b>336 390</b>	<b>8,5%</b>	<b>22,7%</b>
- Subventions d'investissement	12 750	12 000	11 359	-5,9%	-5,3%
- Fonds affectés	9 704	9 735	19 514	0,3%	100,5%
- Provisions pour risques & charges	18 206	20 926	21 452	14,9%	2,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 028	2 018	1 876	-0,5%	-7,0%
- Titres et emprunts subordonnés	6 927	6 729	7 064	-2,9%	5,0%
- Dettes rattachées	97	169	113	74,2%	-33,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 169	7 016	8 065	35,7%	15,0%
- Primes liées au capital	5 389	5 389	6 489	-	20,4%
- Réserves	35 951	40 274	45 248	12,0%	12,4%
- Ecart de réévaluation	8 405	8 292	8 292	-1,3%	-
- Capital	108 905	113 293	133 970	4,0%	18,3%
- Dotations	1 500	2 000	4 900	33,3%	145,0%
- Report à nouveau	10 550	13 419	19 219	27,2%	43,2%
- Résultat de l'exercice	26 957	32 806	48 829	21,7%	48,8%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 167 000</b>	<b>2 532 694</b>	<b>3 233 718</b>	<b>16,9%</b>	<b>27,7%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	125 857	106 099	152 374	-15,7%	43,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	242 479	278 958	536 780	15,0%	92,4%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 955	1 141	3 666	-61,4%	221,3%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>1 758 821</b>	<b>2 097 078</b>	<b>2 710 055</b>	<b>19,2%</b>	<b>29,2%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>1 174 690</b>	<b>1 346 288</b>	<b>1 570 781</b>	<b>14,6%</b>	<b>16,7%</b>
a) Crédits à court terme	684 050	795 440	925 591	16,3%	16,4%
<i>dont Crédits de campagne</i>	5 519	13 587	618	146,2%	-95,5%
b) Crédits à moyen terme	338 389	375 210	490 083	10,9%	30,6%
c) Crédits à long terme	43 202	55 710	59 355	29,0%	6,5%
d) Opérations de crédit-bail	2 218	1 286	5 429	-42,0%	322,2%
e) Crédits en souffrance	106 831	118 642	90 323	11,1%	-23,9%
impayés & immobilisés	61 103	59 762	43 608	-2,2%	-27,0%
<i>provisions</i>	2 500	1 953	-44	-21,9%	-102,3%
douteux & litigieux	45 728	58 880	46 715	28,8%	-20,7%
<i>provisions</i>	182 602	178 433	99 692	-2,3%	-44,1%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>584 131</b>	<b>750 790</b>	<b>1 139 274</b>	<b>28,5%</b>	<b>51,7%</b>
a) Titres de placement	330 673	447 172	766 643	35,2%	71,4%
b) Immobilisations financières	57 454	85 120	102 304	48,2%	20,2%
c) Autres immobilisations	131 125	144 520	170 160	10,2%	17,7%
d) Divers	64 879	73 978	100 167	14,0%	35,4%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>1 844 923</b>	<b>2 044 689</b>	<b>2 441 749</b>	<b>10,8%</b>	<b>19,4%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>1 531 129</b>	<b>1 703 670</b>	<b>2 010 765</b>	<b>11,3%</b>	<b>18,0%</b>
a) A vue	940 539	1 022 295	1 198 645	8,7%	17,3%
b) A terme	590 590	681 375	812 120	15,4%	19,2%
dépôts à terme et bons de caisse	246 638	292 087	366 382	18,4%	25,4%
comptes d'épargne à régime spécial	252 868	298 315	334 505	18,0%	12,1%
autres	91 084	90 973	111 233	-0,1%	22,3%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>210 349</b>	<b>219 175</b>	<b>269 737</b>	<b>4,2%</b>	<b>23,1%</b>
a) Capital, dotations & réserves	170 535	180 401	221 632	5,8%	22,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	4 216	5 744	7 735	36,2%	34,7%
b) Autres	39 814	38 774	48 105	-2,6%	24,1%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>103 445</b>	<b>121 844</b>	<b>161 247</b>	<b>17,8%</b>	<b>32,3%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>86 102</b>	<b>-52 389</b>	<b>-268 306</b>	<b>-160,8%</b>	<b>412,1%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-86 102</b>	<b>52 389</b>	<b>268 306</b>	<b>-160,8%</b>	<b>412,1%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-62 439</b>	<b>-71 347</b>	<b>-80 408</b>	<b>14,3%</b>	<b>12,7%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-23 663</b>	<b>123 736</b>	<b>348 714</b>	<b>-622,9%</b>	<b>181,8%</b>
emplois	-345 740	-363 019	-442 005	5,0%	21,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-97 675	-84 703	-57 790	-13,3%	-31,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	434	104	2 473	-76,0%	2277,9%
ressources	322 077	486 755	790 719	51,1%	62,4%
<i>dont hors UMOA</i>	35 293	49 932	108 694	41,5%	117,7%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	VARIATION	VARIATION
			(*)	2012-2013	2013-2014
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>205 079</b>	<b>252 698</b>	<b>281 542</b>	<b>23,2%</b>	<b>11,4%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 479	3 893	5 573	-13,1%	43,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	133 631	138 588	157 265	3,7%	13,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	17 306	20 313	34 434	17,4%	69,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 611	156	2 413	-94,0%	1446,8%
+Produits sur opérations de change	31 996	72 310	64 013	126,0%	-11,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	13 447	15 335	15 608	14,0%	1,8%
+Produits sur prestations de services financiers	902	1 124	1 335	24,6%	18,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	744	1 020	939	37,1%	-7,9%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	37	41	38	10,8%	-7,3%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>56 054</b>	<b>96 461</b>	<b>104 666</b>	<b>72,1%</b>	<b>8,5%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 582	9 057	16 296	-5,5%	79,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	23 159	26 052	31 276	12,5%	20,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	197	625	752	217,3%	20,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 167	136	2 019	-88,3%	1384,6%
-Charges sur opérations de change	20 852	59 449	52 694	185,1%	-11,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	96	70	278	-27,1%	297,1%
-Charges sur prestations de services financiers	869	994	1 291	14,4%	29,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	132	78	60	-40,9%	-23,1%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>149 025</b>	<b>156 237</b>	<b>176 876</b>	<b>4,8%</b>	<b>13,2%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>6 086</b>	<b>10 302</b>	<b>9 730</b>	<b>69,3%</b>	<b>-5,6%</b>
+Produits sur immobilisations financières	2 068	4 672	5 202	125,9%	11,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 018	5 630	4 528	40,1%	-19,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>155 111</b>	<b>166 539</b>	<b>186 606</b>	<b>7,4%</b>	<b>12,0%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>85 733</b>	<b>93 572</b>	<b>101 343</b>	<b>9,1%</b>	<b>8,3%</b>
-Frais de personnel	37 970	41 107	44 144	8,3%	7,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 152	3 523	4 157	11,8%	18,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	44 611	48 942	53 042	9,7%	8,4%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>12 290</b>	<b>14 182</b>	<b>13 315</b>	<b>15,4%</b>	<b>-6,1%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	13 353	14 567	13 333	9,1%	-8,5%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	1 063	385	18	-63,8%	-95,3%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>57 088</b>	<b>58 785</b>	<b>71 948</b>	<b>3,0%</b>	<b>22,4%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>23 746</b>	<b>17 188</b>	<b>20 046</b>	<b>-27,6%</b>	<b>16,6%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	47 056	61 584	51 890	30,9%	-15,7%
+Reprises de provisions	23 310	44 396	31 844	90,5%	-28,3%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>37</b>	<b>41</b>	<b>38</b>	<b>10,8%</b>	<b>-7,3%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>33 379</b>	<b>41 638</b>	<b>51 940</b>	<b>24,7%</b>	<b>24,7%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-2 049</b>	<b>-1 671</b>	<b>1 028</b>	<b>-18,4%</b>	<b>-161,5%</b>
+Subventions d'exploitation	120	120	120	-	-
+Récupérations sur créances amorties	7	306	1 017	4271,4%	232,4%
+Produits exceptionnels	1 863	1 502	3 015	-19,4%	100,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	180	337	0	87,2%	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	618	487	480	-21,2%	-1,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	980	2 087	940	113,0%	-55,0%
-Charges exceptionnelles	2 621	1 362	1 704	-48,0%	25,1%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>634</b>	<b>283</b>	<b>842</b>	<b>-55,4%</b>	<b>197,5%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	3 822	3 274	4 811	-14,3%	46,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	3 188	2 991	3 969	-6,2%	32,7%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>5 007</b>	<b>7 444</b>	<b>4 981</b>	<b>48,7%</b>	<b>-33,1%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>26 957</b>	<b>32 806</b>	<b>48 829</b>	<b>21,7%</b>	<b>48,8%</b>
+Bénéfices	28 886	38 852	51 575	34,5%	32,7%
-Pertes	-1 929	-6 046	-2 746	213,4%	-54,6%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	21,5%	19,6%	11,4%	-1,9	-8,2
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	9,1%	8,8%	5,8%	-0,3	-3,0
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	63,4%	60,3%	52,5%	-3,1	-7,8
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,3%	2,8%	3,0%	-0,5	0,2
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,6%	1,6%	1,7%	0,0	0,1
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,9%	1,8%	2,0%	-0,1	0,2
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,0%	4,6%	4,0%	1,6	-0,6
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	1,7%	1,2%	1,7%	-0,5	0,5
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	11,9%	11,5%	11,1%	-0,4	-0,4
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,9%	9,4%	9,3%	-0,5	-0,1
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,0%	7,6%	7,3%	-0,4	-0,3
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,5%	69,2%	64,8%	2,7	-4,4
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	41,6%	29,2%	27,8%	-12,4	-1,4
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	18,1%	21,0%	27,6%	2,9	6,6
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,5%	13,0%	15,6%	1,5	2,6
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	30,9	33,3	32,9	7,8%	-1,2%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	20,5	20,9	23,3	2,0%	11,5%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	117,7%	12,1%	44,4%	-105,6	32,3

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA



<b>STATISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014 (*)</b>	<b>VARIATION 2012-2013</b>	<b>VARIATION 2013-2014</b>
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>108 905</b>	<b>113 293</b>	<b>133 970</b>	<b>4,0%</b>	<b>18,3%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>108 905</b>	<b>113 293</b>	<b>133 970</b>	<b>4,0%</b>	<b>18,3%</b>
Nationaux	40 483	49 664	62 077	22,7%	25,0%
<i>Etat</i>	22 809	20 385	33 915	-10,6%	66,4%
<i>Privés</i>	17 674	29 279	28 162	65,7%	-3,8%
Non-nationaux	68 422	63 629	71 893	-7,0%	13,0%
<i>dont UMOA</i>	15 702	3 345	10 327	-78,7%	208,7%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>2 167 000</b>	<b>2 532 694</b>	<b>3 233 718</b>	<b>16,9%</b>	<b>27,7%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>402</b>	<b>414</b>	<b>516</b>	<b>3,0%</b>	<b>24,6%</b>
Périodiques	2	0	2	-100,0%	-
Permanents	400	414	514	3,5%	24,2%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>282</b>	<b>343</b>	<b>380</b>	<b>21,6%</b>	<b>10,8%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>2 779</b>	<b>2 813</b>	<b>3 084</b>	<b>1,2%</b>	<b>9,6%</b>
Employés	1 458	1 472	1 750	1,0%	18,9%
<i>dont Etrangers</i>	8	4	14	-50,0%	250,0%
Cadres	1 321	1 341	1 334	1,5%	-0,5%
<i>dont Etrangers</i>	23	19	29	-17,4%	52,6%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>1 288 928</b>	<b>1 007 840</b>	<b>1 336 611</b>	<b>-21,8%</b>	<b>32,6%</b>
Personnes physiques	1 101 688	901 454	1 182 914	-18,2%	31,2%
<i>dont Etrangers</i>	24 718	9 910	13 578	-59,9%	37,0%
Personnes morales	187 240	106 386	153 697	-43,2%	44,5%
<i>dont Etrangers</i>	11 511	1 347	1 081	-88,3%	-19,7%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,93%	4,96%	5,66%	-1,97	0,70
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	13	13	14	0	1
Etablissements Financiers	2	2	3	0	1
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	9	10	11	1	1
Banques spécialisées	4	3	3	-1	0
Etablissements Financiers	2	2	3	0	1
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	5	6	7	1	1
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	2	1	0	-1	-1
Petits ( Actifs <100 milliards )	8	8	10	0	2

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA



## **ANNEXE II.6 : NIGER**

**II.6.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.6.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					ETAT	NATIONAL PRIVES	NON- NATIONAL				CADRES	EMPLOYES
	<b>BANQUES (11)</b>			<b>81 640</b>	<b>22 158</b>	<b>13 051</b>	<b>46 431</b>	<b>139</b>	<b>438 170</b>	<b>668</b>	<b>853</b>	<b>1 521</b>
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK-Niger	14/01/1999	5 100	0	1	5 099	18	77 105	89	170	259
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 165	4 147	4 688	11	53 714	132	73	205
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-Niger	22/04/1994	9 500	264	1 102	8 134	22	135 955	126	87	213
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	13/01/1993	14 000	7 049	6 148	803	17	48 306	85	107	192
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	7 500	0	1 653	5 847	16	39 868	27	91	118
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	7 255	0	0	7 255	14	16 325	72	70	142
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	5 000	3	0	4 997	12	22 880	28	67	95
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 000	10 000	0	0	22	20 519	57	87	144
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	11 285	1 677	0	9 608	1	5 989	14	36	50
H 0174 W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger		05/06/2013	0	0	0	0	5	16 704	38	51	89
H 0168 P	- CBAO, Groupe Attijariwafa Bank, Succursale du Niger		20/03/2013	0	0	0	0	1	805	0	14	14
H 0129 X	- Société Sahélienne d'Investissement	SAHFI	14/06/2005	1 315	0	1 315	0	1	0	6	4	10
	<b>ETABLISSEMENT FINANCIER (1)</b>			<b>1 315</b>	<b>0</b>	<b>1 315</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>10</b>
	- Société Sahélienne d'Investissement			1 315	0	1 315	0	1	0	6	4	10
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (12)</b>			<b>82 955</b>	<b>22 158</b>	<b>14 366</b>	<b>46 431</b>	<b>140</b>	<b>438 170</b>	<b>674</b>	<b>857</b>	<b>1 531</b>

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

**NIGER**  
( 12 Etablissements )

Annexe 6.2

<b>B I L A N S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			(*)	2012-2013	2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>209 508</b>	<b>222 841</b>	<b>257 889</b>	<b>6,4%</b>	<b>15,7%</b>
- Caisse	36 729	41 863	42 524	14,0%	1,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	122 623	100 445	142 857	-18,1%	42,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	21 581	20 547	20 407	-4,8%	-0,7%
- Comptes de prêts	27 948	59 597	51 596	113,2%	-13,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	622	384	500	-38,3%	30,2%
- Créances en souffrance	5	5	5	-	-
<i>(provisions)</i>	199	199	199	-	-
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>512 083</b>	<b>568 072</b>	<b>634 543</b>	<b>10,9%</b>	<b>11,7%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	11 733	9 289	14 315	-20,8%	54,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	11 733	9 289	14 315	-20,8%	54,1%
- Autres crédits à court terme	112 003	114 132	125 602	1,9%	10,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	1 353	994	157	-26,5%	-84,2%
. <i>Crédits ordinaires</i>	110 650	113 138	125 445	2,2%	10,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	112 435	134 052	158 134	19,2%	18,0%
- Crédits à moyen terme	210 448	262 054	269 222	24,5%	2,7%
- Crédits à long terme	22 180	14 262	20 690	-35,7%	45,1%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	728	767	230	5,4%	-70,0%
- Créances rattachées	3 807	3 844	4 880	1,0%	27,0%
- Créances en souffrance	38 749	29 672	41 470	-23,4%	39,8%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	20 160	14 445	26 752	-28,3%	85,2%
<i>(provisions)</i>	16 585	8 894	9 587	-46,4%	7,8%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	18 549	15 220	14 718	-17,9%	-3,3%
<i>(provisions)</i>	56 200	65 112	48 625	15,9%	-25,3%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	40	7	0	-82,5%	-100,0%
<i>(provisions)</i>	124	128	207	3,2%	61,7%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>90 163</b>	<b>120 318</b>	<b>185 387</b>	<b>33,4%</b>	<b>54,1%</b>
- Titres de placement	70 713	97 181	161 131	37,4%	65,8%
- Comptes de stocks	211	182	206	-13,7%	13,2%
- Débiteurs divers	6 338	9 725	8 274	53,4%	-14,9%
- Créances rattachées	652	1 214	1 916	86,2%	57,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 343	1 505	600	12,1%	-60,1%
- Valeurs à rejeter	177	276	124	55,9%	-55,1%
- Comptes d'ordre & divers	10 729	10 235	13 136	-4,6%	28,3%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>57 067</b>	<b>81 987</b>	<b>92 628</b>	<b>43,7%</b>	<b>13,0%</b>
- Immobilisations financières	27 737	42 619	44 804	53,7%	5,1%
- Dépôts & cautionnements	544	596	735	9,6%	23,3%
- Immobilisations en cours	4 554	6 944	8 379	52,5%	20,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	478	1 030	1 268	115,5%	23,1%
- Immobilisations d'exploitation	19 470	19 956	20 223	2,5%	1,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 062	1 532	716	-25,7%	-53,3%
- Immobilisations hors-exploitation	4 432	11 832	18 460	167,0%	56,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	330	40	27	-87,9%	-32,5%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>1 336</b>	<b>1 336</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	1 336	1 336	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>868 821</b>	<b>994 554</b>	<b>1 171 783</b>	<b>14,5%</b>	<b>17,8%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> <b>2012-2013</b>	<b>VARIATION</b> <b>2013-2014</b>
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>166 477</b>	<b>224 805</b>	<b>251 751</b>	<b>35,0%</b>	<b>12,0%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	31 272	38 856	33 908	24,3%	-12,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	10 895	7 287	7 625	-33,1%	4,6%
- Comptes d'emprunts	122 710	177 873	209 699	45,0%	17,9%
- Autres sommes dues	501	1	60	-99,8%	5900,0%
- Dettes rattachées	1 099	788	459	-28,3%	-41,8%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>567 102</b>	<b>606 900</b>	<b>740 431</b>	<b>7,0%</b>	<b>22,0%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	372 848	378 127	460 498	1,4%	21,8%
- Dépôts à terme reçus	81 784	89 284	111 896	9,2%	25,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	82 702	92 892	114 272	12,3%	23,0%
- Dépôts de garantie reçus	17 550	22 318	30 903	27,2%	38,5%
- Autres dépôts	1 138	1 782	348	56,6%	-80,5%
- Bons de caisse	976	916	924	-6,1%	0,9%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	7 492	18 736	18 563	150,1%	-0,9%
- Dettes rattachées	2 612	2 845	3 027	8,9%	6,4%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>21 969</b>	<b>32 213</b>	<b>29 693</b>	<b>46,6%</b>	<b>-7,8%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	3 000	2 100	1 200	-30,0%	-42,9%
- Crédeurs divers	8 837	11 495	11 709	30,1%	1,9%
- Dettes rattachées	76	39	17	-48,7%	-56,4%
- Comptes d'ordre & divers	10 056	18 579	16 767	84,8%	-9,8%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>105</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-97,1%</b>	<b>-</b>
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	105	3	3	-97,1%	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>113 168</b>	<b>130 633</b>	<b>149 905</b>	<b>15,4%</b>	<b>14,8%</b>
- Subventions d'investissement	27	0	18	-100,0%	-
- Fonds affectés	2 010	2 010	2 000	-	-0,5%
- Provisions pour risques & charges	8 077	10 524	16 153	30,3%	53,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	400	400	5 100	-	1175,0%
- Titres et emprunts subordonnés	2 823	2 530	2 476	-10,4%	-2,1%
- Dettes rattachées	5	32	147	540,0%	359,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	4 372	2 562	2 613	-41,4%	2,0%
- Primes liées au capital	6 866	8 015	7 016	16,7%	-12,5%
- Réserves	18 231	25 424	30 542	39,5%	20,1%
- Ecart de réévaluation	0	0	1 119	-	-
- Capital	82 120	81 955	82 955	-0,2%	1,2%
- Dotations	0	4 005	4 095	-	2,2%
- Report à nouveau	-18 814	-20 265	-25 439	7,7%	25,5%
- Résultat de l'exercice	7 051	13 441	21 110	90,6%	57,1%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>868 821</b>	<b>994 554</b>	<b>1 171 783</b>	<b>14,5%</b>	<b>17,8%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	24 387	31 899	32 463	30,8%	1,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	139 524	207 751	255 152	48,9%	22,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	758	1 370	1 529	80,7%	11,6%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

**NIGER**  
( 12 Etablissements )

Annexe 6.2

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>659 724</b>	<b>770 580</b>	<b>912 852</b>	<b>16,8%</b>	<b>18,5%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>509 619</b>	<b>565 733</b>	<b>630 263</b>	<b>11,0%</b>	<b>11,4%</b>
a) Crédits à court terme	238 242	259 745	298 881	9,0%	15,1%
<i>dont Crédits de campagne</i>	1 353	994	157	-26,5%	-84,2%
b) Crédits à moyen terme	210 448	262 054	269 222	24,5%	2,7%
c) Crédits à long terme	22 180	14 262	20 690	-35,7%	45,1%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	38 749	29 672	41 470	-23,4%	39,8%
impayés & immobilisés	20 160	14 445	26 752	-28,3%	85,2%
<i>provisions</i>	16 585	8 894	9 587	-46,4%	7,8%
douteux & litigieux	18 589	15 227	14 718	-18,1%	-3,3%
<i>provisions</i>	56 324	65 240	48 832	15,8%	-25,2%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>150 105</b>	<b>204 847</b>	<b>282 589</b>	<b>36,5%</b>	<b>38,0%</b>
a) Titres de placement	70 713	97 181	161 131	37,4%	65,8%
b) Immobilisations financières	27 737	42 619	44 804	53,7%	5,1%
c) Autres immobilisations	29 000	39 328	47 797	35,6%	21,5%
d) Divers	22 655	25 719	28 857	13,5%	12,2%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>703 443</b>	<b>769 201</b>	<b>919 155</b>	<b>9,3%</b>	<b>19,5%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>567 490</b>	<b>606 155</b>	<b>738 604</b>	<b>6,8%</b>	<b>21,9%</b>
a) A vue	380 340	396 863	479 061	4,3%	20,7%
b) A terme	187 150	209 292	259 543	11,8%	24,0%
dépôts à terme et bons de caisse	82 760	90 200	112 820	9,0%	25,1%
comptes d'épargne à régime spécial	82 702	92 892	114 272	12,3%	23,0%
autres	21 688	26 200	32 451	20,8%	23,9%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>94 765</b>	<b>102 584</b>	<b>110 494</b>	<b>8,3%</b>	<b>7,7%</b>
a) Capital, dotations & réserves	89 505	97 644	99 781	9,1%	2,2%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	1 821	2 851	3 843	56,6%	34,8%
b) Autres	5 260	4 940	10 713	-6,1%	116,9%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>41 188</b>	<b>60 462</b>	<b>70 057</b>	<b>46,8%</b>	<b>15,9%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>43 719</b>	<b>-1 379</b>	<b>6 303</b>	<b>-103,2%</b>	<b>-557,1%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-43 719</b>	<b>1 379</b>	<b>-6 303</b>	<b>-103,2%</b>	<b>-557,1%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-36 940</b>	<b>-42 044</b>	<b>-42 730</b>	<b>13,8%</b>	<b>1,6%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-6 779</b>	<b>43 423</b>	<b>36 427</b>	<b>-740,6%</b>	<b>-16,1%</b>
emplois	-172 157	-180 594	-214 865	4,9%	19,0%
<i>dont hors UMOA</i>	-29 145	-38 442	-28 407	31,9%	-26,1%
<i>dont emplois en souffrance</i>	5	5	5	-	-
ressources	165 378	224 017	251 292	35,5%	12,2%
<i>dont hors UMOA</i>	23 821	28 155	24 214	18,2%	-14,0%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA



**NIGER**  
( 12 Etablissements )

Annexe 6.2

<b>R E S U L T A T S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b> (*)	<b>VARIATION</b> 2012-2013	<b>VARIATION</b> 2013-2014
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>83 001</b>	<b>101 999</b>	<b>105 833</b>	<b>22,9%</b>	<b>3,8%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 127	1 842	2 370	-13,4%	28,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	62 479	69 927	75 154	11,9%	7,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	5 536	5 916	9 065	6,9%	53,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	9 654	20 009	13 868	107,3%	-30,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	2 575	3 590	4 576	39,4%	27,5%
+Produits sur prestations de services financiers	660	729	854	10,5%	17,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	34	44	201	29,4%	356,8%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	1	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	64	58	254	-9,4%	337,9%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>19 436</b>	<b>29 890</b>	<b>22 222</b>	<b>53,8%</b>	<b>-25,7%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 148	7 904	8 953	10,6%	13,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	7 350	8 052	8 975	9,6%	11,5%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	121	195	132	61,2%	-32,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	3 644	12 571	3 138	245,0%	-75,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	758	662	516	-12,7%	-22,1%
-Charges sur prestations de services financiers	221	324	295	46,6%	-9,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	194	182	213	-6,2%	17,0%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>63 565</b>	<b>72 109</b>	<b>83 611</b>	<b>13,4%</b>	<b>16,0%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>1 887</b>	<b>2 558</b>	<b>1 979</b>	<b>35,6%</b>	<b>-22,6%</b>
+Produits sur immobilisations financières	697	604	729	-13,3%	20,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 456	2 139	1 444	46,9%	-32,5%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	266	185	194	-30,5%	4,9%
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>65 452</b>	<b>74 667</b>	<b>85 590</b>	<b>14,1%</b>	<b>14,6%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>34 620</b>	<b>37 165</b>	<b>41 658</b>	<b>7,4%</b>	<b>12,1%</b>
-Frais de personnel	14 806	16 944	18 589	14,4%	9,7%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 489	1 271	1 497	-14,6%	17,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	18 325	18 950	21 572	3,4%	13,8%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>4 862</b>	<b>4 414</b>	<b>5 026</b>	<b>-9,2%</b>	<b>13,9%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 939	4 414	5 056	-10,6%	14,5%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	77	0	30	-100,0%	-
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>25 970</b>	<b>33 088</b>	<b>38 906</b>	<b>27,4%</b>	<b>17,6%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>14 707</b>	<b>10 979</b>	<b>10 226</b>	<b>-25,3%</b>	<b>-6,9%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	21 395	19 963	21 908	-6,7%	9,7%
+Reprises de provisions	6 688	8 984	11 682	34,3%	30,0%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>64</b>	<b>58</b>	<b>255</b>	<b>-9,4%</b>	<b>339,7%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>11 327</b>	<b>22 167</b>	<b>28 935</b>	<b>95,7%</b>	<b>30,5%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>873</b>	<b>-360</b>	<b>-80</b>	<b>-141,2%</b>	<b>-77,8%</b>
+Subventions d'exploitation	0	0	24	-	-
+Récupérations sur créances amorties	182	483	247	165,4%	-48,9%
+Produits exceptionnels	1 246	595	302	-52,2%	-49,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	42	0	-	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	159	232	195	45,9%	-15,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	92	307	120	233,7%	-60,9%
-Charges exceptionnelles	304	941	338	209,5%	-64,1%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-209</b>	<b>-2 449</b>	<b>-1 379</b>	<b>1071,8%</b>	<b>-43,7%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	2 088	740	356	-64,6%	-51,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 297	3 189	1 735	38,8%	-45,6%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>4 940</b>	<b>5 917</b>	<b>6 366</b>	<b>19,8%</b>	<b>7,6%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>7 051</b>	<b>13 441</b>	<b>21 110</b>	<b>90,6%</b>	<b>57,1%</b>
+Bénéfices	12 842	20 069	25 630	56,3%	27,7%
-Pertes	-5 791	-6 628	-4 520	14,5%	-31,8%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	19,2%	16,2%	14,5%	-3,0	-1,7
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	7,6%	5,2%	6,6%	-2,4	1,4
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	65,3%	71,4%	58,5%	6,1	-12,9
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	4,7%	3,9%	3,5%	-0,8	-0,4
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,4%	1,4%	1,4%	0,0	0,0
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,2%	2,0%	2,0%	-0,2	0,0
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,6%	3,4%	2,2%	0,8	-1,2
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	1,5%	1,2%	1,3%	-0,3	0,1
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,1%	12,6%	12,3%	-0,5	-0,3
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,5%	10,1%	9,7%	-0,4	-0,4
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,3%	8,1%	7,7%	-0,2	-0,4
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	62,2%	57,7%	55,9%	-4,5	-1,8
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	56,5%	33,1%	26,1%	-23,4	-7,0
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	11,1%	18,6%	25,2%	7,5	6,6
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,7%	11,3%	16,0%	4,6	4,7
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	26,3	26,4	27,2	0,4%	3,0%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	19,7	23,5	25,4	19,3%	8,1%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	-	-	-	-	-

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

<b>STATISTIQUES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014 (*)</b>	<b>VARIATION 2012-2013</b>	<b>VARIATION 2013-2014</b>
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>82 120</b>	<b>81 955</b>	<b>82 955</b>	<b>-0,2%</b>	<b>1,2%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>82 120</b>	<b>81 955</b>	<b>82 955</b>	<b>-0,2%</b>	<b>1,2%</b>
Nationaux	35 744	36 380	36 524	1,8%	0,4%
<i>Etat</i>	20 931	22 130	22 158	5,7%	0,1%
<i>Privés</i>	14 813	14 250	14 366	-3,8%	0,8%
Non-nationaux	46 376	45 575	46 431	-1,7%	1,9%
<i>dont UMOA</i>	20 184	9 768	21 571	-51,6%	120,8%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>868 821</b>	<b>994 554</b>	<b>1 171 783</b>	<b>14,5%</b>	<b>17,8%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>120</b>	<b>134</b>	<b>140</b>	<b>11,7%</b>	<b>4,5%</b>
Périodiques	1	0	0	-100,0%	-
Permanents	119	134	140	12,6%	4,5%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>82</b>	<b>115</b>	<b>121</b>	<b>40,2%</b>	<b>5,2%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>1 316</b>	<b>1 410</b>	<b>1 531</b>	<b>7,1%</b>	<b>8,6%</b>
Employés	761	814	857	7,0%	5,3%
<i>dont Etrangers</i>	1	6	0	500,0%	-100,0%
Cadres	555	596	674	7,4%	13,1%
<i>dont Etrangers</i>	13	14	11	7,7%	-21,4%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>309 329</b>	<b>362 490</b>	<b>438 170</b>	<b>17,2%</b>	<b>20,9%</b>
Personnes physiques	277 197	326 891	389 037	17,9%	19,0%
<i>dont Etrangers</i>	3 684	16 377	9 619	344,5%	-41,3%
Personnes morales	32 132	35 599	49 133	10,8%	38,0%
<i>dont Etrangers</i>	1 304	1 197	1 115	-8,2%	-6,9%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,03%	5,95%	6,48%	-0,08	0,53
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	10	11	11	1	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	8	10	10	2	0
Banques spécialisées	2	1	1	-1	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
<b>C - Par taille</b>					
Grands ( Actifs ≥ 200 milliards )	0	1	3	1	2
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	4	3	2	-1	-1
Petits ( Actifs < 100 milliards )	7	8	7	1	-1

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA



## **ANNEXE II.7 : SENEGAL**

**II.7.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.7.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques



IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX						
	<b>BANQUES (21)</b>			<b>194 656</b>	<b>11 446</b>	<b>66 572</b>	<b>116 638</b>	<b>4 581 472</b>	<b>379</b>	<b>1 335 989</b>	<b>1 340</b>	<b>3 181</b>	<b>4 521</b>
K 0012 C	- Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale, Groupe Atijianiwafa Bank	CBAO, Groupe Atijianiwafa Bank	30/07/1965	11 450	897	960	9 593	738 742	92	246 126	387	641	1 028
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	6 487	682 955	45	180 496	228	539	767
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	16 777	0	3 275	13 502	569 602	40	271 436	135	217	352
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 490	2 060	5 450	377 733	32	135 128	122	323	445
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	12 000	0	4 373	7 627	285 566	33	106 726	39	185	224
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	10 000	950	5 240	3 810	270 111	11	132 481	72	131	203
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	13 503	0	4 503	9 000	269 279	17	32 198	57	118	175
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	7 000	0	5 269	1 731	254 033	1	558	29	30	59
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	14/06/1984	9 889	2 559	6 780	550	235 840	32	112 283	46	253	299
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	10 000	600	2 825	6 575	167 286	19	21 743	17	101	118
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	5 000	0	250	4 750	139 694	8	20 781	42	86	128
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	9 250	0	750	8 500	135 035	9	16 013	22	106	128
K 0159 M	- Diamond Bank, Succursale du Sénégal		22/06/2010	0	0	0	0	122 217	6	5 682	16	63	79
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Sénégal	BSC-SENEGAL	22/08/2003	17 334	0	0	17 334	74 000	15	24 162	27	135	162
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	17 549	0	17 549	0	68 977	1	106	29	2	31
K 0169 Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique	BNDE	23/08/2013	11 000	3 950	2 450	4 600	57 415	3	1 488	20	62	82
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/01/2009	10 000	0	300	9 700	38 904	1	942	10	16	26
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	6 500	0	6 475	25	35 059	3	662	15	18	33
K 0175 E	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal		05/06/2013	0	0	0	0	31 554	8	23 608	12	102	114
K 0140 R	- International Commercial Bank - Sénégal	ICB-SENEGAL	20/10/2005	7 404	0	0	7 404	27 470	3	3 370	15	53	68
K 0178 H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale du Sénégal		06/09/2013										
K 0189 V	- BGFIBank Sénégal	BGFIBANK SENEGAL	22 01 2015 (****)										

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

(\*\*\*\*): Décision d'avis conforme favorable intervenue le 13 décembre 2014

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS			
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX			CADRES	EMPLOYES	TOTAL	
	<b>ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)</b>			<b>2 500</b>	<b>0</b>	<b>2 500</b>	<b>0</b>	<b>41 279</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>16</b>
K 0029 W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	2 500	0	2 500	0	28 120	1	0	0	0	0
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale de Dakar	SAFCA-ALIOS FINANCE	20/07/2006	0	0	0	0	13 159	1	0	6	10	16
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (23)</b>			<b>197 156</b>	<b>11 446</b>	<b>69 072</b>	<b>116 638</b>	<b>4 622 751</b>	<b>381</b>	<b>1 335 989</b>	<b>1 346</b>	<b>3 191</b>	<b>4 537</b>

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau



<b>B I L A N S</b>	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>609 505</b>	<b>711 165</b>	<b>769 778</b>	<b>16,7%</b>	<b>8,2%</b>
- Caisse	77 776	88 182	86 660	13,4%	-1,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	421 801	518 287	548 334	22,9%	5,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	54 994	63 222	59 353	15,0%	-6,1%
- Comptes de prêts	51 811	39 057	73 822	-24,6%	89,0%
- Valeurs non imputées	4	6	3	50,0%	-50,0%
- Créances rattachées	128	631	477	393,0%	-24,4%
- Créances en souffrance	2 991	1 780	1 130	-40,5%	-36,5%
<i>(provisions)</i>	0	0	74	-	-
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>2 171 346</b>	<b>2 480 950</b>	<b>2 703 960</b>	<b>14,3%</b>	<b>9,0%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	96 199	102 436	104 244	6,5%	1,8%
<i>. Crédits de campagne</i>	0	30	0	-	-100,0%
<i>. Crédits ordinaires</i>	96 199	102 406	104 244	6,5%	1,8%
- Autres crédits à court terme	469 485	604 619	690 339	28,8%	14,2%
<i>. Crédits de campagne</i>	8 551	13 157	6 388	53,9%	-51,4%
<i>. Crédits ordinaires</i>	460 934	591 462	683 951	28,3%	15,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	400 238	384 615	379 759	-3,9%	-1,3%
- Crédits à moyen terme	862 164	947 230	1 034 911	9,9%	9,3%
- Crédits à long terme	111 329	167 827	189 978	50,7%	13,2%
- Affacturage	15 737	19 281	17 316	22,5%	-10,2%
- Valeurs non imputées	9 721	6 403	10 321	-34,1%	61,2%
- Créances rattachées	19 170	18 097	23 635	-5,6%	30,6%
- Créances en souffrance	187 303	230 442	253 457	23,0%	10,0%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	112 833	144 548	135 999	28,1%	-5,9%
<i>(provisions)</i>	24 368	38 802	52 337	59,2%	34,9%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	74 394	85 591	117 028	15,1%	36,7%
<i>(provisions)</i>	205 760	216 106	250 377	5,0%	15,9%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	76	303	430	298,7%	41,9%
<i>(provisions)</i>	44	14	73	-68,2%	421,4%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>686 814</b>	<b>725 209</b>	<b>893 104</b>	<b>5,6%</b>	<b>23,2%</b>
- Titres de placement	553 746	568 488	746 778	2,7%	31,4%
- Comptes de stocks	275	466	893	69,5%	91,6%
- Débiteurs divers	12 692	19 210	18 576	51,4%	-3,3%
- Créances rattachées	9 724	10 540	11 303	8,4%	7,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	38 965	38 786	33 719	-0,5%	-13,1%
- Valeurs à rejeter	1 664	2 231	1 754	34,1%	-21,4%
- Comptes d'ordre & divers	69 748	85 488	80 081	22,6%	-6,3%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>181 253</b>	<b>206 026</b>	<b>255 909</b>	<b>13,7%</b>	<b>24,2%</b>
- Immobilisations financières	32 738	36 432	55 041	11,3%	51,1%
- Dépôts & cautionnements	3 057	3 800	4 618	24,3%	21,5%
- Immobilisations en cours	10 123	20 509	15 392	102,6%	-25,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	861	2 247	304	161,0%	-86,5%
- Immobilisations d'exploitation	79 901	75 835	83 780	-5,1%	10,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	6 440	2 812	5 571	-56,3%	98,1%
- Immobilisations hors-exploitation	17 403	27 478	50 901	57,9%	85,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	2	0	-	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	37 199	38 836	39 241	4,4%	1,0%
- Créances rattachées	435	496	1 147	14,0%	131,3%
- Créances en souffrance	397	2 640	5 789	565,0%	119,3%
<i>(provisions)</i>	722	123	978	-83,0%	695,1%
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>509</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-100,0%</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	509	0	-	-100,0%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 648 918</b>	<b>4 123 859</b>	<b>4 622 751</b>	<b>13,0%</b>	<b>12,1%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S ( Suite )	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>494 610</b>	<b>713 578</b>	<b>838 190</b>	<b>44,3%</b>	<b>17,5%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	175 938	198 233	244 392	12,7%	23,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	27 977	16 529	12 686	-40,9%	-23,3%
- Comptes d'emprunts	288 168	494 277	578 496	71,5%	17,0%
- Autres sommes dues	1 294	3 101	1 188	139,6%	-61,7%
- Dettes rattachées	1 233	1 438	1 428	16,6%	-0,7%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>2 569 762</b>	<b>2 713 878</b>	<b>3 092 444</b>	<b>5,6%</b>	<b>13,9%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	1 268 112	1 460 271	1 564 743	15,2%	7,2%
- Dépôts à terme reçus	608 005	547 479	786 404	-10,0%	43,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	475 681	493 428	536 181	3,7%	8,7%
- Dépôts de garantie reçus	100 131	94 855	108 601	-5,3%	14,5%
- Autres dépôts	8 008	11 295	13 534	41,0%	19,8%
- Bons de caisse	47 640	49 172	18 277	3,2%	-62,8%
- Comptes d'affacturage	5	356	3 082	7020,0%	765,7%
- Emprunts à la clientèle	13 658	12 291	11 487	-10,0%	-6,5%
- Autres sommes dues	36 015	34 460	37 021	-4,3%	7,4%
- Dettes rattachées	12 507	10 271	13 114	-17,9%	27,7%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>145 099</b>	<b>171 784</b>	<b>162 262</b>	<b>18,4%</b>	<b>-5,5%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	8 497	13 596	10 095	60,0%	-25,8%
- Crédeurs divers	38 356	42 053	33 918	9,6%	-19,3%
- Dettes rattachées	172	317	262	84,3%	-17,4%
- Comptes d'ordre & divers	98 074	115 818	117 987	18,1%	1,9%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>439 447</b>	<b>524 619</b>	<b>529 855</b>	<b>19,4%</b>	<b>1,0%</b>
- Subventions d'investissement	104	58	12	-44,2%	-79,3%
- Fonds affectés	22 389	41 963	44 836	87,4%	6,8%
- Provisions pour risques & charges	21 251	29 844	45 325	40,4%	51,9%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	190	190	3 075	-	1518,4%
- Titres et emprunts subordonnés	8 398	9 557	10 032	13,8%	5,0%
- Dettes rattachées	283	109	284	-61,5%	160,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 327	6 037	7 215	13,3%	19,5%
- Primes liées au capital	15 126	16 426	24 872	8,6%	51,4%
- Réserves	165 594	173 522	178 885	4,8%	3,1%
- Ecart de réévaluation	18	18	18	-	-
- Capital	178 634	200 156	197 156	12,0%	-1,5%
- Dotations	8 430	11 530	11 530	36,8%	-
- Report à nouveau	-23 598	-8 002	-9 364	-66,1%	17,0%
- Résultat de l'exercice	37 301	43 211	15 979	15,8%	-63,0%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 648 918</b>	<b>4 123 859</b>	<b>4 622 751</b>	<b>13,0%</b>	<b>12,1%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	121 338	134 494	182 029	10,8%	35,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	531 195	544 223	519 886	2,5%	-4,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	7 145	16 463	46 269	130,4%	181,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 986	10 247	9 088	105,5%	-11,3%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>3 039 266</b>	<b>3 412 350</b>	<b>3 852 557</b>	<b>12,3%</b>	<b>12,9%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>2 228 737</b>	<b>2 543 115</b>	<b>2 759 074</b>	<b>14,1%</b>	<b>8,5%</b>
a) Crédits à court terme	1 030 345	1 156 140	1 235 698	12,2%	6,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	8 551	13 187	6 388	54,2%	-51,6%
b) Crédits à moyen terme	862 164	947 230	1 034 911	9,9%	9,3%
c) Crédits à long terme	111 329	167 827	189 978	50,7%	13,2%
d) Opérations de crédit-bail	37 199	38 836	39 241	4,4%	1,0%
e) Crédits en souffrance	187 700	233 082	259 246	24,2%	11,2%
impayés & immobilisés	113 071	146 603	139 803	29,7%	-4,6%
<i>provisions</i>	24 368	38 802	52 384	59,2%	35,0%
douteux & litigieux	74 629	86 479	119 443	15,9%	38,1%
<i>provisions</i>	206 526	216 243	251 381	4,7%	16,2%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>810 529</b>	<b>869 235</b>	<b>1 093 483</b>	<b>7,2%</b>	<b>25,8%</b>
a) Titres de placement	553 746	568 488	746 778	2,7%	31,4%
b) Immobilisations financières	32 738	36 432	55 041	11,3%	51,1%
c) Autres immobilisations	110 484	127 622	154 691	15,5%	21,2%
d) Divers	113 561	136 693	136 973	20,4%	0,2%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>3 155 541</b>	<b>3 411 210</b>	<b>3 785 989</b>	<b>8,1%</b>	<b>11,0%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>2 565 752</b>	<b>2 717 203</b>	<b>3 089 425</b>	<b>5,9%</b>	<b>13,7%</b>
a) A vue	1 304 132	1 495 087	1 604 846	14,6%	7,3%
b) A terme	1 261 620	1 222 116	1 484 579	-3,1%	21,5%
dépôts à terme et bons de caisse	655 645	596 651	804 681	-9,0%	34,9%
comptes d'épargne à régime spécial	475 681	493 428	536 181	3,7%	8,7%
autres	130 294	132 037	143 717	1,3%	8,8%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>383 889</b>	<b>451 865</b>	<b>442 509</b>	<b>17,7%</b>	<b>-2,1%</b>
a) Capital, dotations & réserves	352 790	400 079	384 536	13,4%	-3,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	6 005	7 463	7 364	24,3%	-1,3%
b) Autres	31 099	51 786	57 973	66,5%	11,9%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>205 900</b>	<b>242 142</b>	<b>254 055</b>	<b>17,6%</b>	<b>4,9%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>116 275</b>	<b>-1 140</b>	<b>-66 568</b>	<b>-101,0%</b>	<b>5739,3%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-116 275</b>	<b>1 140</b>	<b>66 568</b>	<b>-101,0%</b>	<b>5739,3%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-78 051</b>	<b>-88 648</b>	<b>-87 553</b>	<b>13,6%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-38 224</b>	<b>89 788</b>	<b>154 121</b>	<b>-334,9%</b>	<b>71,6%</b>
emplois	-531 601	-622 352	-682 642	17,1%	9,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-98 217	-65 388	-71 657	-33,4%	9,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	2 991	1 780	1 130	-40,5%	-36,5%
ressources	493 377	712 140	836 763	44,3%	17,5%
<i>dont hors UMOA</i>	86 556	98 190	152 541	13,4%	55,4%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>R E S U L T A T S</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			(*)	2012-2013	2013-2014
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>347 372</b>	<b>363 576</b>	<b>403 239</b>	<b>4,7%</b>	<b>10,9%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 865	3 422	3 773	-11,5%	10,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	238 615	254 668	267 341	6,7%	5,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	36 074	36 803	44 301	2,0%	20,4%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	15 438	18 947	21 476	22,7%	13,3%
+Produits sur opérations de change	32 638	26 400	42 261	-19,1%	60,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	11 989	11 229	11 869	-6,3%	5,7%
+Produits sur prestations de services financiers	7 374	10 581	11 562	43,5%	9,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 452	1 622	1 076	11,7%	-33,7%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	81	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	73	96	339	31,5%	253,1%
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>102 370</b>	<b>101 316</b>	<b>128 080</b>	<b>-1,0%</b>	<b>26,4%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	15 798	18 325	21 639	16,0%	18,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	53 453	49 286	55 828	-7,8%	13,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 551	2 352	2 699	51,6%	14,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	10 114	13 936	15 517	37,8%	11,3%
-Charges sur opérations de change	14 296	9 943	24 063	-30,4%	142,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	70	41	65	-41,4%	58,5%
-Charges sur prestations de services financiers	2 153	2 533	2 958	17,6%	16,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	4 935	4 900	5 311	-0,7%	8,4%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>245 002</b>	<b>262 260</b>	<b>275 159</b>	<b>7,0%</b>	<b>4,9%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>13 946</b>	<b>12 487</b>	<b>17 836</b>	<b>-10,5%</b>	<b>42,8%</b>
+Produits sur immobilisations financières	2 005	4 260	3 828	112,5%	-10,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	11 943	8 383	14 157	-29,8%	68,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	25	0	-	-100,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	2	131	149	6450,0%	13,7%
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>258 948</b>	<b>274 747</b>	<b>292 995</b>	<b>6,1%</b>	<b>6,6%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>141 767</b>	<b>151 398</b>	<b>163 961</b>	<b>6,8%</b>	<b>8,3%</b>
-Frais de personnel	57 984	67 263	69 867	16,0%	3,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	5 694	6 488	9 463	13,9%	45,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	78 089	77 647	84 631	-0,6%	9,0%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>20 094</b>	<b>19 013</b>	<b>18 859</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-0,8%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	20 097	19 021	19 001	-5,4%	-0,1%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	3	8	142	166,7%	1675,0%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>97 087</b>	<b>104 336</b>	<b>110 175</b>	<b>7,5%</b>	<b>5,6%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>40 034</b>	<b>45 834</b>	<b>81 227</b>	<b>14,5%</b>	<b>77,2%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	67 949	89 509	116 786	31,7%	30,5%
+Reprises de provisions	27 915	43 675	35 559	56,5%	-18,6%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>73</b>	<b>96</b>	<b>420</b>	<b>31,5%</b>	<b>337,5%</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>57 126</b>	<b>58 598</b>	<b>29 368</b>	<b>2,6%</b>	<b>-49,9%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-5 539</b>	<b>-1 464</b>	<b>-3 265</b>	<b>-73,6%</b>	<b>123,0%</b>
+Subventions d'exploitation	0	51	75	-	47,1%
+Récupérations sur créances amorties	137	718	168	424,1%	-76,6%
+Produits exceptionnels	1 159	974	1 638	-16,0%	68,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	462	568	-	22,9%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	832	753	768	-9,5%	2,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 312	142	842	-89,2%	493,0%
-Charges exceptionnelles	4 691	2 774	4 104	-40,9%	47,9%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-5 945</b>	<b>-1 394</b>	<b>-2 065</b>	<b>-76,6%</b>	<b>48,1%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	3 468	2 701	5 232	-22,1%	93,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	9 413	4 095	7 297	-56,5%	78,2%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>8 341</b>	<b>12 529</b>	<b>8 059</b>	<b>50,2%</b>	<b>-35,7%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>37 301</b>	<b>43 211</b>	<b>15 979</b>	<b>15,8%</b>	<b>-63,0%</b>
+Bénéfices	45 441	50 672	52 945	11,5%	4,5%
-Pertes	-8 140	-7 461	-36 966	-8,3%	395,5%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	17,0%	17,4%	18,4%	0,4	1,0
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	8,4%	9,2%	9,4%	0,8	0,2
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	55,2%	52,2%	54,0%	-3,0	1,8
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,3%	3,3%	2,9%	0,0	-0,4
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	1,9%	2,0%	-0,3	0,1
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,2%	2,2%	-0,2	0,0
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,2%	2,9%	3,1%	-0,3	0,2
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	0,8%	0,7%	0,6%	-0,1	-0,1
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,1%	11,0%	10,2%	-0,1	-0,8
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,2%	9,3%	8,4%	0,1	-0,9
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,8%	7,1%	6,2%	0,3	-0,9
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,1%	65,0%	66,5%	-1,1	1,5
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	41,2%	43,9%	73,4%	2,7	29,5
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	15,2%	16,5%	5,8%	1,3	-10,7
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,9%	8,7%	3,3%	-0,2	-5,4
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	33,2	34,8	36,1	4,8%	3,7%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	22,8	24,0	24,3	5,3%	1,3%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	41,5%	48,8%	54,7%	7,3	5,9

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>178 634</b>	<b>200 156</b>	<b>197 156</b>	<b>12,0%</b>	<b>-1,5%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>178 634</b>	<b>200 156</b>	<b>197 156</b>	<b>12,0%</b>	<b>-1,5%</b>
Nationaux	75 008	83 423	80 518	11,2%	-3,5%
<i>Etat</i>	7 496	11 446	11 446	52,7%	-
<i>Privés</i>	67 512	71 977	69 072	6,6%	-4,0%
Non-nationaux	103 626	116 733	116 638	12,6%	-0,1%
<i>dont UMOA</i>	19 897	35 751	31 267	79,7%	-12,5%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>3 648 918</b>	<b>4 123 859</b>	<b>4 622 751</b>	<b>13,0%</b>	<b>12,1%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>357</b>	<b>376</b>	<b>381</b>	<b>5,3%</b>	<b>1,3%</b>
Périodiques	0	1	0	-	-100,0%
Permanents	357	375	381	5,0%	1,6%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>377</b>	<b>385</b>	<b>409</b>	<b>2,1%</b>	<b>6,2%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>4 266</b>	<b>4 356</b>	<b>4 537</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,2%</b>
Employés	2 612	2 893	3 191	10,8%	10,3%
<i>dont Etrangers</i>	31	57	50	83,9%	-12,3%
Cadres	1 654	1 463	1 346	-11,5%	-8,0%
<i>dont Etrangers</i>	108	103	88	-4,6%	-14,6%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>1 020 545</b>	<b>1 129 771</b>	<b>1 335 989</b>	<b>10,7%</b>	<b>18,3%</b>
Personnes physiques	922 330	1 004 191	1 204 728	8,9%	20,0%
<i>dont Etrangers</i>	46 307	37 403	36 444	-19,2%	-2,6%
Personnes morales	98 215	125 580	131 261	27,9%	4,5%
<i>dont Etrangers</i>	2 405	1 513	1 731	-37,1%	14,4%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,31%	5,56%	6,25%	-1,75	0,69
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	19	20	20	1	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	14	15	15	1	0
Banques spécialisées	5	5	5	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	5	6	9	1	3
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	7	8	4	1	-4
Petits ( Actifs < 100 milliards )	9	8	9	-1	1

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

## ANNEXE II.8 : TOGO

**II.8.1.** - Liste des établissements de crédit

**II.8.2.** - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques





IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	<b>BANQUES (14)</b>			<b>76 059</b>	<b>20 917</b>	<b>15 696</b>	<b>39 446</b>	<b>199</b>	<b>786 982</b>	<b>877</b>	<b>756</b>	<b>1 312</b>	
T 0116 K	- Orabank-Togo		08/11/2004	10 019	1 541	8 478	0	31	129 172	161	196	357	
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	5 000	263	638	4 099	24	183 805	130			
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	0	44	167 031	162	148	310	
T 0160 H	- Diamond Bank, Succursale du Togo		30/08/2010	0	0	0	0	7	9 994	13			
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	6 737	0	1 401	5 336	23	46 746	94	141	235	
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	7 000	6 408	592	0	12	40 974	89			
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	6 101	1 342	704	4 055	9	26 464	72	93	165	
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	8 067	0	0	8 067	13	15 372	59			
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	6 500	970	3 883	1 647	27	148 390	38	121	159	
T 0167 Q	- Bank Of Africa - Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	10 000	0	0	10 000	6	6 218	16			
T 0027 N	- Société Interafricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	6 242	1	4 725	29	57	86	
T 0173 A	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Togo		05/06/2013	0	0	0	0	2	8 091	14			
T 0182 G	- Coris Bank International - Togo	CBI-TOGO	13/12/2013										
T 0187 M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo		29/09/2014										
	<b>ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)</b>			<b>18 686</b>	<b>0</b>	<b>1 618</b>	<b>17 068</b>	<b>1</b>	<b>108 854</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>20</b>	
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011	5 732	0	1 608	4 124	0	76 523	4	3	7	
T 0076 R	- Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest	GARI	03/07/1995	12 954	0	10	12 944	1	0	6	7	13	
	<b>TOTAL ETABLISSEMENTS (16)</b>			<b>94 745</b>	<b>20 917</b>	<b>17 314</b>	<b>56 514</b>	<b>200</b>	<b>786 982</b>	<b>887</b>	<b>766</b>	<b>1 332</b>	

(a) : Montants en millions de FCFA

(\*) : ou d'autorisation d'installation

(\*\*) : Données provisoires

(\*\*\*): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

<b>B I L A N S</b>	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>319 324</b>	<b>356 357</b>	<b>358 400</b>	<b>11,6%</b>	<b>0,6%</b>
- Caisse	32 498	34 428	37 197	5,9%	8,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	177 468	158 825	196 200	-10,5%	23,5%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	64 591	52 003	44 074	-19,5%	-15,2%
- Comptes de prêts	42 132	107 555	79 080	155,3%	-26,5%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	695	1 606	1 849	131,1%	15,1%
- Créances en souffrance	1 940	1 940	0	-	-100,0%
<i>(provisions)</i>	0	0	1 000	-	-
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>722 409</b>	<b>800 523</b>	<b>943 159</b>	<b>10,8%</b>	<b>17,8%</b>
- Portefeuille d'effets commerciaux	18 134	11 054	9 915	-39,0%	-10,3%
<i>. Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	18 134	11 054	9 915	-39,0%	-10,3%
- Autres crédits à court terme	130 333	152 556	134 354	17,1%	-11,9%
<i>. Crédits de campagne</i>	16	2 425	51	15056,3%	-97,9%
<i>. Crédits ordinaires</i>	130 317	150 131	134 303	15,2%	-10,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	230 912	223 204	252 326	-3,3%	13,0%
- Crédits à moyen terme	302 427	344 492	470 412	13,9%	36,6%
- Crédits à long terme	11 214	26 049	18 009	132,3%	-30,9%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	87	85	56	-2,3%	-34,1%
- Créances rattachées	5 533	4 942	7 088	-10,7%	43,4%
- Créances en souffrance	23 769	38 141	50 999	60,5%	33,7%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	15 324	20 299	34 120	32,5%	68,1%
<i>(provisions)</i>	691	508	2 108	-26,5%	315,0%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	8 445	17 841	16 879	111,3%	-5,4%
<i>(provisions)</i>	66 952	94 309	84 431	40,9%	-10,5%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	1	0	-	-100,0%
<i>(provisions)</i>	2 534	1 795	8	-29,2%	-99,6%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>199 807</b>	<b>266 305</b>	<b>387 587</b>	<b>33,3%</b>	<b>45,5%</b>
- Titres de placement	177 504	238 003	348 984	34,1%	46,6%
- Comptes de stocks	21	35	108	66,7%	208,6%
- Débiteurs divers	8 314	10 574	11 217	27,2%	6,1%
- Créances rattachées	3 285	3 563	5 971	8,5%	67,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	336	670	516	99,4%	-23,0%
- Valeurs à rejeter	13	74	9	469,2%	-87,8%
- Comptes d'ordre & divers	10 334	13 386	20 782	29,5%	55,3%
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>94 895</b>	<b>85 244</b>	<b>76 558</b>	<b>-10,2%</b>	<b>-10,2%</b>
- Immobilisations financières	53 717	41 947	28 983	-21,9%	-30,9%
- Dépôts & cautionnements	792	837	1 108	5,7%	32,4%
- Immobilisations en cours	3 895	4 870	7 111	25,0%	46,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	356	1 080	175	203,4%	-83,8%
- Immobilisations d'exploitation	31 181	34 015	34 993	9,1%	2,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 414	1 921	2 570	-20,4%	33,8%
- Immobilisations hors-exploitation	5 305	3 513	4 319	-33,8%	22,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	1	58	42	5700,0%	-27,6%
- Créances rattachées	4	4	2	-	-50,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>431</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-100,0%</b>	<b>-</b>
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	431	0	0	-100,0%	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 336 866</b>	<b>1 508 429</b>	<b>1 765 704</b>	<b>12,8%</b>	<b>17,1%</b>

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>B I L A N S ( Suite )</b>	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES</b>	<b>255 422</b>	<b>338 308</b>	<b>389 533</b>	<b>32,5%</b>	<b>15,1%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	56 144	73 670	112 402	31,2%	52,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	42 214	48 357	34 002	14,6%	-29,7%
- Comptes d'emprunts	155 815	214 824	242 214	37,9%	12,7%
- Autres sommes dues	88	44	51	-50,0%	15,9%
- Dettes rattachées	1 161	1 413	864	21,7%	-38,9%
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>879 247</b>	<b>941 495</b>	<b>1 133 000</b>	<b>7,1%</b>	<b>20,3%</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	428 573	405 028	487 468	-5,5%	20,4%
- Dépôts à terme reçus	246 829	312 418	393 912	26,6%	26,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	169 439	186 988	215 207	10,4%	15,1%
- Dépôts de garantie reçus	27 230	24 287	27 666	-10,8%	13,9%
- Autres dépôts	331	320	188	-3,3%	-41,3%
- Bons de caisse	594	490	453	-17,5%	-7,6%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	3 207	8 575	4 178	167,4%	-51,3%
- Dettes rattachées	3 044	3 389	3 928	11,3%	15,9%
<b>OPERATIONS SUR TITRES &amp; DIVERSES</b>	<b>48 979</b>	<b>83 003</b>	<b>96 017</b>	<b>69,5%</b>	<b>15,7%</b>
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	12 500	49 814	60 447	298,5%	21,3%
- Crédeurs divers	6 172	6 893	8 426	11,7%	22,2%
- Dettes rattachées	292	1 016	964	247,9%	-5,1%
- Comptes d'ordre & divers	30 015	25 280	26 180	-15,8%	3,6%
<b>VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES</b>	<b>30</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>-6,7%</b>	<b>14,3%</b>
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	30	28	32	-6,7%	14,3%
<b>PROVISIONS, FONDS PROPRES &amp; ASSIMILES</b>	<b>153 188</b>	<b>145 595</b>	<b>147 122</b>	<b>-5,0%</b>	<b>1,0%</b>
- Subventions d'investissement	53	32	11	-39,6%	-65,6%
- Fonds affectés	1 715	354	489	-79,4%	38,1%
- Provisions pour risques & charges	16 782	15 685	14 768	-6,5%	-5,8%
- Provisions réglementées	0	63	0	-	-100,0%
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	6 363	5 542	8 950	-12,9%	61,5%
- Dettes rattachées	100	2 675	340	2575,0%	-87,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 820	2 971	3 553	5,4%	19,6%
- Primes liées au capital	373	9 015	9 136	2316,9%	1,3%
- Réserves	23 887	26 171	26 064	9,6%	-0,4%
- Ecart de réévaluation	6 953	6 899	6 758	-0,8%	-2,0%
- Capital	83 706	89 329	94 745	6,7%	6,1%
- Dotations	7 256	7 256	2 150	-	-70,4%
- Report à nouveau	-9 227	-13 139	-31 068	42,4%	136,5%
- Résultat de l'exercice	12 407	-7 258	11 226	-158,5%	-254,7%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>1 336 866</b>	<b>1 508 429</b>	<b>1 765 704</b>	<b>12,8%</b>	<b>17,1%</b>
<b>HORS-BILAN</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	62 745	31 736	28 879	-49,4%	-9,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	151 039	233 338	277 408	54,5%	18,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	12 643	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	10 543	11 750	11 165	11,4%	-5,0%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>*** EMPLOIS NETS (1+2) ***</b>	<b>1 017 785</b>	<b>1 153 663</b>	<b>1 409 061</b>	<b>13,4%</b>	<b>22,1%</b>
<b>1. CREDITS (a+b+c+d+e)</b>	<b>717 213</b>	<b>796 309</b>	<b>936 629</b>	<b>11,0%</b>	<b>17,6%</b>
a) Crédits à court terme	379 802	387 569	397 167	2,0%	2,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	16	2 425	51	15056,3%	-97,9%
b) Crédits à moyen terme	302 427	344 492	470 412	13,9%	36,6%
c) Crédits à long terme	11 214	26 049	18 009	132,3%	-30,9%
d) Opérations de crédit-bail	1	58	42	5700,0%	-27,6%
e) Crédits en souffrance	23 769	38 141	50 999	60,5%	33,7%
impayés & immobilisés	15 324	20 299	34 120	32,5%	68,1%
<i>provisions</i>	691	508	2 108	-26,5%	315,0%
douteux & litigieux	8 445	17 842	16 879	111,3%	-5,4%
<i>provisions</i>	69 486	96 104	84 439	38,3%	-12,1%
<b>2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)</b>	<b>300 572</b>	<b>357 354</b>	<b>472 432</b>	<b>18,9%</b>	<b>32,2%</b>
a) Titres de placement	177 504	238 003	348 984	34,1%	46,6%
b) Immobilisations financières	53 717	41 947	28 983	-21,9%	-30,9%
c) Autres immobilisations	41 173	43 235	47 531	5,0%	9,9%
d) Divers	28 178	34 169	46 934	21,3%	37,4%
<b>*** RESSOURCES (1+2+3) ***</b>	<b>1 082 174</b>	<b>1 171 534</b>	<b>1 377 035</b>	<b>8,3%</b>	<b>17,5%</b>
<b>1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)</b>	<b>888 703</b>	<b>987 920</b>	<b>1 189 519</b>	<b>11,2%</b>	<b>20,4%</b>
a) A vue	431 780	413 603	491 646	-4,2%	18,9%
b) A terme	456 923	574 317	697 873	25,7%	21,5%
dépôts à terme et bons de caisse	247 423	312 908	394 365	26,5%	26,0%
comptes d'épargne à régime spécial	169 439	186 988	215 207	10,4%	15,1%
autres	40 061	74 421	88 301	85,8%	18,7%
<b>2. FONDS PROPRES NETS (a+b)</b>	<b>121 206</b>	<b>112 630</b>	<b>120 136</b>	<b>-7,1%</b>	<b>6,7%</b>
a) Capital, dotations & réserves	106 122	99 740	103 928	-6,0%	4,2%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 589	2 577	2 097	-0,5%	-18,6%
b) Autres	15 084	12 890	16 208	-14,5%	25,7%
<b>3. AUTRES RESSOURCES</b>	<b>72 265</b>	<b>70 984</b>	<b>67 380</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-5,1%</b>
<b>*** RESSOURCES-EMPLOIS ***</b>	<b>64 389</b>	<b>17 871</b>	<b>-32 026</b>	<b>-72,2%</b>	<b>-279,2%</b>
<b>*** TRESORERIE &amp; INTERBANCAIRE (1+2) ***</b>	<b>-64 389</b>	<b>-17 871</b>	<b>32 026</b>	<b>-72,2%</b>	<b>-279,2%</b>
<b>1. DISPONIBILITES</b>	<b>-32 519</b>	<b>-34 443</b>	<b>-37 289</b>	<b>5,9%</b>	<b>8,3%</b>
<b>2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>-31 870</b>	<b>16 572</b>	<b>69 315</b>	<b>-152,0%</b>	<b>318,3%</b>
emplois	-286 131	-320 323	-319 354	11,9%	-0,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-106 365	-59 447	-58 117	-44,1%	-2,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 940	1 940	0	-	-100,0%
ressources	254 261	336 895	388 669	32,5%	15,4%
<i>dont hors UMOA</i>	20 517	37 212	37 063	81,4%	-0,4%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

<b>RESULTATS</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>VARIATION</b>	<b>VARIATION</b>
			(*)	2012-2013	2013-2014
<b>1. PRODUITS BANCAIRES</b>	<b>120 782</b>	<b>136 344</b>	<b>172 509</b>	<b>12,9%</b>	<b>26,5%</b>
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 088	6 268	6 371	53,3%	1,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	82 278	88 395	98 236	7,4%	11,1%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	13 079	14 868	18 411	13,7%	23,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	4	10	20	150,0%	100,0%
+Produits sur opérations de change	14 656	19 188	42 219	30,9%	120,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 898	5 006	5 001	2,2%	-0,1%
+Produits sur prestations de services financiers	1 640	1 451	1 436	-11,5%	-1,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	723	1 158	815	60,2%	-29,6%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	584	0	0	-100,0%	-
<b>2. CHARGES BANCAIRES</b>	<b>35 451</b>	<b>47 616</b>	<b>80 106</b>	<b>34,3%</b>	<b>68,2%</b>
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 977	9 914	10 326	24,3%	4,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	19 401	22 553	29 584	16,2%	31,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	581	2 664	3 201	358,5%	20,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	6 590	11 273	35 722	71,1%	216,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	20	26	-	30,0%
-Charges sur prestations de services financiers	800	677	1 045	-15,4%	54,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	102	515	202	404,9%	-60,8%
<b>3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)</b>	<b>85 331</b>	<b>88 728</b>	<b>92 403</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,1%</b>
<b>4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS</b>	<b>2 732</b>	<b>2 338</b>	<b>2 929</b>	<b>-14,4%</b>	<b>25,3%</b>
+Produits sur immobilisations financières	1 822	1 401	2 206	-23,1%	57,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	926	992	740	7,1%	-25,4%
-Charges sur immobilisations financières	0	50	17	-	-66,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	16	5	0	-68,8%	-100,0%
<b>5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)</b>	<b>88 063</b>	<b>91 066</b>	<b>95 332</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,7%</b>
<b>6. FRAIS GENERAUX</b>	<b>46 942</b>	<b>53 574</b>	<b>59 567</b>	<b>14,1%</b>	<b>11,2%</b>
-Frais de personnel	18 410	22 044	24 932	19,7%	13,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 030	2 114	2 275	4,1%	7,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	26 502	29 416	32 360	11,0%	10,0%
<b>7. AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS NETS SUR IMMO.</b>	<b>7 079</b>	<b>7 121</b>	<b>7 438</b>	<b>0,6%</b>	<b>4,5%</b>
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	7 176	7 211	7 583	0,5%	5,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	97	90	145	-7,2%	61,1%
<b>8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)</b>	<b>34 042</b>	<b>30 371</b>	<b>28 327</b>	<b>-10,8%</b>	<b>-6,7%</b>
<b>9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES</b>	<b>16 382</b>	<b>33 522</b>	<b>12 166</b>	<b>104,6%</b>	<b>-63,7%</b>
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	23 189	43 100	45 887	85,9%	6,5%
+Reprises de provisions	6 807	9 578	33 721	40,7%	252,1%
<b>10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES</b>	<b>584</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-100,0%</b>	<b>-</b>
<b>11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)</b>	<b>18 244</b>	<b>-3 151</b>	<b>16 161</b>	<b>-117,3%</b>	<b>-612,9%</b>
<b>12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET</b>	<b>-1 421</b>	<b>-209</b>	<b>-1 753</b>	<b>-85,3%</b>	<b>738,8%</b>
+Subventions d'exploitation	20	31	0	55,0%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	1	3	2	200,0%	-33,3%
+Produits exceptionnels	64	730	173	1040,6%	-76,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	875	31	0	-96,5%	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	444	473	515	6,5%	8,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 108	91	1 138	-91,8%	1150,5%
-Charges exceptionnelles	829	440	275	-46,9%	-37,5%
<b>13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>-640</b>	<b>-1 091</b>	<b>242</b>	<b>70,5%</b>	<b>-122,2%</b>
+Profits sur exercices antérieurs	618	1 819	1 282	194,3%	-29,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 258	2 910	1 040	131,3%	-64,3%
<b>14. IMPÔT SUR LE BENEFICE</b>	<b>3 776</b>	<b>2 807</b>	<b>3 424</b>	<b>-25,7%</b>	<b>22,0%</b>
<b>15. RESULTAT (11+12+13-14)</b>	<b>12 407</b>	<b>-7 258</b>	<b>11 226</b>	<b>-158,5%</b>	<b>-254,7%</b>
+Bénéfices	18 030	19 317	14 695	7,1%	-23,9%
-Pertes	-5 623	-26 575	-3 469	372,6%	-86,9%

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	11,9%	15,1%	13,4%	3,2	-1,7
<b>TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE</b> <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,3%	4,8%	5,4%	1,5	0,6
<b>TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE</b> <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	74,7%	71,7%	62,9%	-3,0	-8,8
<b>COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**)</b> <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires &amp; de trésorerie</i>	3,1%	5,4%	3,5%	2,3	-1,9
<b>COUT DES COMPTES CREDITEURS (**)</b> <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	3,1%	3,0%	0,9	-0,1
<b>COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**)</b> <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	3,6%	3,1%	1,2	-0,5
<b>COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**)</b> <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,9%	4,8%	5,7%	1,9	0,9
<b>TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**)</b> <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie &amp; interbancaires</i>	1,8%	3,1%	3,1%	1,3	0,0
<b>TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**)</b> <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	11,3%	15,8%	11,5%	4,5	-4,3
<b>RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**)</b> <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,0%	12,4%	9,9%	3,4	-2,5
<b>MARGE GLOBALE (**)</b> <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,6%	8,8%	6,8%	2,2	-2,0
<b>COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION</b> <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	63,4%	68,5%	72,7%	5,1	4,2
<b>EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT</b> <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	47,3%	110,4%	42,9%	63,1	-67,5
<b>TAUX DE MARGE NETTE</b> <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	14,5%	-8,2%	12,1%	-22,7	20,3
<b>COEFFICIENT DE RENTABILITE</b> <i>Résultat net / Fonds propres</i>	9,1%	-5,7%	8,5%	-14,8	14,2
<b>FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	24,9	26,8	28,3	7,6%	5,6%
<b>RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)</b>	18,1	15,2	13,4	-16,0%	-11,8%
<b>TAUX CREDIT-BAIL &amp; OPERATIONS ASSIMILEES</b> <i>Produits sur crédit-bail &amp; opérations assimilées / Encours</i>	400,0%	17,2%	47,6%	-382,8	30,4

(\*) : données provisoires

(\*\*) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014 (*)	VARIATION 2012-2013	VARIATION 2013-2014
<b>MONTANT DU CAPITAL</b>	<b>83 706</b>	<b>89 329</b>	<b>94 745</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,1%</b>
<b>REPARTITION DU CAPITAL</b>	<b>83 706</b>	<b>89 329</b>	<b>94 745</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,1%</b>
Nationaux	35 579	33 029	38 231	-7,2%	15,7%
<i>Etat</i>	19 140	15 784	20 917	-17,5%	32,5%
<i>Privés</i>	16 439	17 245	17 314	4,9%	0,4%
Non-nationaux	48 127	56 300	56 514	17,0%	0,4%
<i>dont UMOA</i>	13 520	21 766	32 896	61,0%	51,1%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 336 866</b>	<b>1 508 429</b>	<b>1 765 704</b>	<b>12,8%</b>	<b>17,1%</b>
<b>NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX</b>	<b>181</b>	<b>186</b>	<b>200</b>	<b>2,8%</b>	<b>7,5%</b>
Périodiques	1	0	0	-100,0%	-
Permanents	180	186	200	3,3%	7,5%
<b>NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES</b>	<b>167</b>	<b>191</b>	<b>218</b>	<b>14,4%</b>	<b>14,1%</b>
<b>EFFECTIFS</b>	<b>1 885</b>	<b>1 996</b>	<b>2 108</b>	<b>5,9%</b>	<b>5,6%</b>
Employés	1 070	1 117	1 221	4,4%	9,3%
<i>dont Etrangers</i>	1	3	5	200,0%	66,7%
Cadres	815	879	887	7,9%	0,9%
<i>dont Etrangers</i>	4	13	27	225,0%	107,7%
<b>NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>609 463</b>	<b>639 056</b>	<b>786 982</b>	<b>4,9%</b>	<b>23,1%</b>
Personnes physiques	567 780	597 282	732 508	5,2%	22,6%
<i>dont Etrangers</i>	21 246	35 078	33 735	65,1%	-3,8%
Personnes morales	41 683	41 774	54 474	0,2%	30,4%
<i>dont Etrangers</i>	686	490	1 402	-28,6%	186,1%
<b>TAUX DE BASE BANCAIRE (%)</b>					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,82%	5,12%	5,02%	-1,70	-0,10
<b>NOMBRE D'ETABLISSEMENTS</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>A - Par type</b>					
Banques	12	12	12	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
<b>B - Par nature d'activités</b>					
Banques généralistes	11	11	11	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
<b>C - Par taille</b>					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards )	1	2	3	1	1
Moyens ( 100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards )	6	4	3	-2	-1
Petits ( Actifs < 100 milliards )	7	8	8	1	0

(\*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO  
OCTOBRE 2015







**Commission Bancaire de l'UMOA**  
Secrétariat Général  
Boulevard Botreau Rousset (rue privée CRRAE-UMOA)  
01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire  
Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52  
Site web : [www.bceao.int](http://www.bceao.int) - Email : [courrier.z02sg@bceao.int](mailto:courrier.z02sg@bceao.int)